

GRANT THORNTON
Membre français de Grant Thornton International

ERNST & YOUNG Audit

Altrad Investment Authority

A.I.A.

Exercice clos le 31 août 2021

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

GRANT THORNTON

Membre français de Grant Thornton International
Cité Internationale
44, quai Charles de Gaulle
C.S. 60095
69463 Lyon cedex 06
632 013 843 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles et du Centre

ERNST & YOUNG Audit

Immeuble Le Blasco
966, avenue Raymond Dugrand
CS 66014
34060 Montpellier
S.A.S. à capital variable
344 366 315 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles et du Centre

Altrad Investment Authority A.I.A.

Exercice clos le 31 août 2021

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Aux Associés de la société A.I.A.,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société A.I.A. relatifs à l'exercice clos le 31 août 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit.

Fondement de l'opinion

■ Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

■ Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} septembre 2020 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations - Points clés de l'audit

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

■ Présentation et comptabilisation des éléments non courants du résultat opérationnel

Risque identifié	Notre réponse
<p>Pour faciliter la communication sur son niveau de performance opérationnelle récurrente, votre groupe a choisi de présenter une ligne intermédiaire au sein du compte de résultat intitulée « Résultat opérationnel courant » afin d'isoler les impacts associés aux éléments non courants liés à des événements inhabituels et peu fréquents.</p> <p>La présentation et la comptabilisation des éléments non courants du résultat opérationnel constituent un point clé de l'audit en raison du degré de jugement nécessaire pour identifier et estimer les produits et les charges devant être présentés et comptabilisés en éléments non courants.</p>	<p>Dans un premier temps, nous avons analysé la définition des éléments non courants retenus par votre groupe telle que présentée dans la note 22 « Autres produits et charges opérationnels non courants » de l'annexe aux comptes consolidés, afin de catégoriser les différentes natures de coûts et produits pouvant être classés dans les éléments opérationnels non courants.</p> <p>Dans un second temps, dans le cadre de nos travaux sur les éléments non courants, nous avons examiné le raisonnement, les hypothèses de la direction et la documentation justifiant du classement de ces éléments en autres produits et charges non courants.</p>

■ Comptabilisation du chiffre d'affaires et de la marge sur les contrats

Risque identifié	Notre réponse
<p>Une part significative du chiffre d'affaires et du résultat opérationnel de votre groupe dans le pôle Services provient de contrats long-terme. Les produits liés à ces contrats et leurs coûts associés sont comptabilisés respectivement en produits et en charges en fonction du degré de l'avancement du contrat à la date de clôture tel que cela est présenté dans le paragraphe « Produits des activités ordinaires » de la note 2 « Principes et méthodes comptables » de l'annexe aux comptes consolidés.</p> <p>A chaque clôture, la direction est amenée à procéder à certaines estimations et à retenir des hypothèses au regard des éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">▶ la détermination du chiffre d'affaires à terminaison, incluant les variations par rapport aux contrats (commandes complémentaires, réclamations et modifications de contrats) ;▶ la détermination du chiffre d'affaires de l'exercice en application de la méthode de l'avancement par les coûts ou de l'avancement technique ;▶ l'estimation de la marge à terminaison, incluant les risques et aléas (techniques, commerciaux, etc.) au titre de l'exécution des contrats. <p>La comptabilisation du chiffre d'affaires et de la marge sur les contrats constitue un point clé de l'audit compte tenu du degré d'estimations et de jugements requis de la part des équipes projets et de la direction des entités. Ces estimations et jugements ont été préparés par la direction sur la base des éléments disponibles à la date d'arrêt des comptes consolidés clos le 31 août 2021, en prenant en compte, le cas échéant, l'impact de la crise liée au Covid-19 ayant entraîné le report et l'ajournement de certains projets.</p>	<p>Nous nous sommes entretenus avec les responsables projets et la direction pour apprécier les systèmes utilisés, les contrôles conçus et appliqués par votre groupe relatifs aux estimations du chiffre d'affaires, des coûts à terminaison et à la mesure de l'avancement, ainsi que le processus de reconnaissance du chiffre d'affaires.</p> <p>Sur une sélection de contrats majeurs en raison de leur impact financier et de leur profil de risque, nous avons :</p> <ul style="list-style-type: none">▶ apprécié la traduction comptable des clauses contractuelles, notamment concernant le chiffre d'affaires restant à comptabiliser au titre d'obligations de prestations non encore exécutées en application de la norme IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients » ;▶ examiné, pour ces contrats, les analyses de votre groupe qui lui ont permis de conclure sur le transfert de contrôle progressif ou à l'achèvement et, le cas échéant, l'identification des différentes obligations de performance ;▶ corroboré les principales hypothèses utilisées pour la reconnaissance du chiffre d'affaires et des coûts à terminaison avec les coûts engagés à date, les données contractuelles, les données de gestion et les correspondances avec ces clients ;▶ apprécié l'avancement des projets et les risques opérationnels par des entretiens avec les équipes projets et la direction ;▶ analysé la cohérence du chiffre d'affaires comptabilisé sur chacun de ces contrats et des autres postes du compte de résultat et du bilan par rapport à l'avancement des chantiers et à la facturation.▶ Nous avons examiné le caractère approprié des informations fournies dans les notes 2.3 « Principes comptables » et 21.1 « Produits des activités ordinaires » de l'annexe aux comptes consolidés.

■ Evaluation des écarts d'acquisition et des marques commerciales

Risque identifié	Notre réponse
<p>Au 31 août 2021, les écarts d'acquisition s'élèvent à M€ 1 400,2 en valeur nette comptable et sont principalement liés aux trois acquisitions Hertel, Prezioso et Cape. Par ailleurs, les immobilisations incorporelles (hors écarts d'acquisition) s'élèvent à M€ 69,2 dont M€ 60,2 au titre de marques commerciales. Ces marques commerciales sont considérées comme des actifs incorporels non amortissables. Les écarts d'acquisition et marques commerciales comptabilisés représentent 35,3 % de l'actif des comptes consolidés.</p> <p>Conformément aux principes comptables en vigueur, votre groupe procède à des tests de perte de valeur une fois par an ou dès lors qu'un indice de perte de valeur est identifié. Une dépréciation est comptabilisée au bilan lorsque la valeur recouvrable de ces actifs s'avère inférieure à leur valeur nette comptable.</p> <p>Les valeurs recouvrables des écarts d'acquisition sont appréciées par référence à des flux nets de trésorerie futurs actualisés et sur la base du prévisionnel d'exploitation 2021/2022, extrapolé pour les périodes futures des sociétés concernées pour les unités génératrices de trésorerie auxquelles les écarts d'acquisition sont affectés, comme décrit dans la note 4 « Ecart d'acquisition » de l'annexe aux comptes consolidés.</p> <p>Les valeurs recouvrables des marques commerciales sont appréciées par référence à des flux de trésorerie futurs actualisés calculés à partir de la méthode des redevances consistant à appliquer au chiffre d'affaires attendu par l'utilisation de la marque, un taux de redevance observé sur le marché pour des marques comparables tel que cela est décrit dans la note 5.2 « Test de perte de valeur sur les actifs incorporels non amortissables » de l'annexe aux comptes consolidés.</p>	<p>Nos travaux ont notamment consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none">▶ apprécier les processus et les contrôles mis en place par votre groupe pour l'identification d'indices de perte de valeur et la réalisation annuelle des tests de perte de valeur au moyen d'entretiens avec la direction ;▶ examiner les méthodes d'évaluation retenues par la direction pour estimer la valeur recouvrable des écarts d'acquisition et des actifs incorporels non amortissables ;▶ analyser, avec l'aide de nos experts, les principales données et les hypothèses sur lesquelles se fondent les estimations comme, par exemple, les taux d'actualisation et les taux de croissance à long terme, principalement par comparaison avec des données externes, en tenant compte des conditions spécifiques aux secteurs et aux pays ;▶ apprécier les hypothèses opérationnelles retenues pour établir les prévisions de trésorerie, et notamment les hypothèses retenues par la direction pour intégrer les effets connus et à prévoir de la crise liée au Covid-19 et comparer ces projections de flux de trésorerie des périodes précédentes avec les réalisations effectives correspondantes ;▶ tester, par sondages, l'exactitude arithmétique des formules de calculs utilisées pour estimer les valeurs d'utilité retenues par la direction.

L'évaluation des écarts d'acquisition et des marques commerciales constituent un point clé de l'audit compte tenu du caractère significatif des marques et des écarts d'acquisition ainsi que du degré élevé d'estimations et de jugements de la direction, retenus pour déterminer les différentes hypothèses utilisées telles que les taux de croissance des prix et des volumes, les taux d'actualisation, les taux de redevance et les taux de croissance à long terme. Ces hypothèses, estimations et jugements ont été préparés par la direction sur la base des éléments disponibles à la date d'arrêté des comptes clos le 31 août 2021, dans un contexte évolutif de crise liée au Covid-19 et de difficultés à appréhender ses incidences et les perspectives d'activité.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

■ Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société A.I.A. par votre assemblée générale du 29 février 2016 pour le cabinet GRANT THORNTON et par vos statuts constitutifs du 23 décembre 2010 pour le cabinet ERNST & YOUNG Audit.

Au 31 août 2021, le cabinet GRANT THORNTON était dans la sixième année de sa mission sans interruption et le cabinet ERNST & YOUNG Audit dans la onzième année, dont huit années depuis que les titres de la société ont été admis aux négociations sur un marché réglementé.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

■ Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ▶ il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- ▶ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ▶ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- ▶ concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

■ Rapport au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit

Nous remettons au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537/2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 822-10 à L. 822-14 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le conseil d'administration remplissant les fonctions du comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Lyon et Montpellier, le 24 février 2022

Les Commissaires aux Comptes

GRANT THORNTON

Membre français de Grant Thornton International



Frédéric Jentellet



Helmi Ben Jezia



Amélie Van Elst



Lionel Denjean

ERNST & YOUNG Audit



GROUPE ALTRAD

COMPTES CONSOLIDES EXERCICE CLOS LE 31 AOÛT 2021

Altrad Investment Authority, S.A.S.

16, avenue de la Gardie

34 510 FLORENSAC

RCS 529.222.879

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

COMPTE DE RESULTAT (en milliers d'euros)	Notes	31 août 2021	31 août 2020
Produits des activités ordinaires	21.1	2 696 971	2 588 985
Coût des matières & marchandises consommées		(572 159)	(510 501)
Charges de personnel	21.2	(1 232 674)	(1 182 441)
Autres charges externes	21.3	(476 296)	(503 540)
Provisions & amortissements		(138 443)	(153 171)
Quote-part de résultat des S.M.E.	7.2	(943)	(215)
Résultat opérationnel courant		276 456	239 117
Autres produits et charges opérationnels non courants	22	(17 406)	(43 364)
Coûts de restructuration & de sous-activité	23	(14 902)	(38 037)
Résultat opérationnel		244 148	157 716
Produits trésorerie et équivalent de trésorerie	24	893	1 365
Coût de l'endettement financier brut	24	(38 195)	(43 134)
Coût de l'endettement financier net		(37 302)	(41 769)
Autres produits financiers (dont gains de change)	24	35 187	20 676
Autres charges financières (dont pertes de change)	24	(5 891)	(19 920)
Résultat avant impôt		236 142	116 703
Impôts sur le résultat	8	(60 949)	(29 441)
Résultat net des activités poursuivies		175 193	87 262
Résultat net des activités abandonnées		4	0
Résultat net consolidé		175 197	87 262
<i>Part du Groupe</i>		169 856	83 965
<i>Part attribuable aux intérêts non assortis de contrôle</i>		5 341	3 297
<i>Résultat net consolidé par action, part groupe (en euros)</i>	25	50,10	24,77
<i>Résultat par action des activités poursuivies, part groupe (en euros)</i>	25	50,10	24,77
<i>Résultat net consolidé dilué par action, part groupe (en euros)</i>	25	46,32	22,49
<i>Résultat dilué par action des activités poursuivies, part groupe (en euros)</i>	25	46,32	22,49

ETAT DU RESULTAT GLOBAL CONSOLIDE

(en milliers d'euros)	Notes	31 août 2021	31 août 2020
Résultat net consolidé		175 197	87 262
Autres éléments du résultat global recyclables par le résultat		6 154	(22 793)
Ecarts de conversion		6 154	(22 793)
Autres éléments du résultat global non recyclables par le résultat		2 516	(2 323)
Réévaluation du passif (de l'actif) au titre des régimes à prestations définies - Brut		3 559	(2 832)
Réévaluation du passif (de l'actif) au titre des régimes à prestations définies - effet d'impôt		(1 043)	509
RESULTAT GLOBAL		183 866	62 146
<i>Part du Groupe</i>		<i>177 391</i>	<i>58 389</i>
<i>Part attribuable aux intérêts non assortis de contrôle</i>		<i>6 476</i>	<i>3 757</i>

ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE – ACTIF

(en milliers d'euros)	Notes	31 août 2021		31 août 2020 (1)	
		Brut	Amortissement Dépréciation	Net	Net
Ecart d'acquisition	4	1 401 051	(890)	1 400 161	1 344 429
Autres immobilisations incorporelles	5	111 886	(42 664)	69 221	70 310
Immobilisations corporelles	5	1 304 466	(912 497)	391 970	359 148
Droit d'utilisation	6	216 359	(92 207)	124 152	131 425
Actifs financiers et autres actifs non courants	7.1	26 872	(7 995)	18 877	4 986
Participations dans les mises en équivalence	7.2	211	0	211	200
Actifs d'impôts différés	8	49 266	0	49 266	64 897
Actifs non courants		3 110 111	(1 056 253)	2 053 858	1 975 395
Stocks	9	188 525	(6 314)	182 212	132 722
Créances clients et actifs sur contrats	10	704 110	(49 096)	655 015	562 439
Impôts courants	10	4 017	0	4 017	8 092
Autres actifs courants	10	117 997	(12 671)	105 326	81 571
Trésorerie, trésorerie affectée et équivalents de trésorerie	11	1 132 439	0	1 132 439	1 172 537
Actifs courants		2 147 089	(68 081)	2 079 008	1 957 361
Actifs destinés à être cédés	14	2 378		2 378	2 378
TOTAL ACTIF		5 259 578	(1 124 334)	4 135 244	3 935 132

(1) Des modifications ont été apportées aux comptes 2020 tels qu'ils avaient été initialement publiés, suite à la finalisation de l'affectation des justes valeurs comptabilisées en application de IFRS 3R dans le cadre de l'acquisition de la société Adyard Abu Dhabi Llc au 1^{er} avril 2020 (cf Note 2.4) et du changement de mode de calcul de la provision indemnité retraite à la suite d'une décision de l'IFRS IC (cf Note 2.1.2).

ETAT DE LA SITUATION FINANCIERE CONSOLIDEE – PASSIF

(en milliers d'euros)	Notes	31 août 2021	31 août 2020 (1)
Capital et primes d'émission	16.2	367 260	366 725
Réserves		444 360	351 060
Résultat de l'exercice part du Groupe		169 856	83 965
Intérêts non assortis de contrôle	16.4	19 260	18 145
Capitaux propres		1 000 736	819 894
Autres Fonds Actionnaires	11.2	185 808	178 188
Dettes financières non courantes	11.1	964 010	1 168 334
Dettes de loyer non courante	11.1	90 020	92 703
Provisions et avantages sociaux non courants	17	267 672	281 328
Autres passifs non courants	19	43 799	58 539
Passifs d'impôts différés	8	24 751	25 297
Passifs non courants		1 576 061	1 804 389
Dettes financières courantes	11	467 073	373 285
Dettes de loyer courante	11.1	34 982	39 225
Provisions et avantages sociaux courants	17	40 840	40 544
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	18	591 494	389 607
Impôts courants	18	27 805	17 898
Autres passifs courants	18	396 253	450 292
Passifs courants		1 558 448	1 310 850
TOTAL PASSIF & CAPITAUX PROPRES		4 135 244	3 935 132

(1) Des modifications ont été apportées aux comptes 2020 tels qu'ils avaient été initialement publiés, suite à la finalisation de l'affectation des justes valeurs comptabilisées en application de IFRS 3R dans le cadre de l'acquisition de la société Adyard Abu Dhabi Llc au 1^{er} avril 2020 (cf Note 2.4) et du changement de mode de calcul de la provision indemnité retraite à la suite d'une décision de l'IFRS IC (cf Note 2.1.2).

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

<i>(en milliers d'euros)</i>	Notes	31 août 2021	31 août 2020
OPERATIONS D'EXPLOITATION			
Résultat net - part du Groupe		169 856	83 965
Part attribuable aux intérêts non assortis de contrôle		5 341	3 297
Résultat des sociétés mises en équivalence		943	215
Dotations et reprises aux Amortissements et provisions		97 352	110 630
Variation de juste valeur et actualisation des instruments financiers		1 846	2 252
Plus et moins values de cession		34 042	30 563
Charges et produits liés aux paiements en actions		2 773	676
Impôts différés	8.1	21 369	6 999
Capacité d'autofinancement		333 521	238 596
Charge d'impôt courant	8.1	39 580	22 441
IS décaissé		(31 096)	(32 709)
Coût de l'endettement financier net	24	38 055	41 577
<i>Variation des stocks</i>		570	26 655
<i>Variation des créances clients, actifs sur contrats et autres créances.</i>		1 584	157 790
<i>Variation des dettes fournisseurs, passifs sur contrats et autres dettes</i>		(1 658)	(161 282)
Variation du besoin en fonds de roulement		(33 872)	23 163
FLUX NET DE TRESORERIE GENERALE PAR L'ACTIVITE		346 189	293 068
OPERATIONS D'INVESTISSEMENT			
Décaist / acquisition immos incorporelles		(1 413)	(2 526)
Décaist / acquisition immos corporelles		(104 988)	(88 552)
Encaist / cession d'immos corporelles et incorporelles		3 532	4 276
Décaist / acquisition actifs financiers et autres actifs non courants		(147)	(30)
Encaist / cession actifs financiers et autres actifs non courants		5 106	(946)
Tréso.nette / acquisitions & cessions de filiales	3.2	(54 992)	(1 957)
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT		(152 902)	(89 734)
OPERATIONS DE FINANCEMENT			
Augmentation de capital de la société mère		0	0
Dividendes versés aux actionnaires de la mère		(30 505)	0
Dividendes versés aux intérêts non assortis de contrôle		(5 843)	(3 222)
Intérêts décaissés		(35 232)	(27 756)
Encaissements provenant d'emprunts		248 622	209 903
Paie ment de la dette de loyer IFRS 16		(54 636)	(44 534)
Remboursement d'emprunts et autres dettes		(352 792)	(70 588)
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT		(230 386)	63 803
VARIATION DE TRESORERIE		(29 991)	248 135
Incidences des variations de taux de change		7 107	(19 002)
TRESORERIE A L'OUVERTURE*	11	1 111 393	863 259
TRESORERIE A LA CLOTURE*	11	1 081 402	1 111 393

(*) hors trésorerie affectée (cf Note 11)

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES

(en milliers d'euros)	Capital	Primes liées au capital	Ecart de conversion	Réserves et résultat consolidés	Capitaux propres - part du Groupe	Intérêts non assortis de contrôle	Total Capitaux propres consolidés
CAPITAUX PROPRES AU 31 AOÛT 2019	338 921	27 804	(85 517)	510 274	791 481	17 625	809 106
Impact première application IFRIC 23 (*)	-	-	-	(17 175)	(17 175)	-	(17 175)
Correction bilan d'ouverture - IDR (**)	-	-	-	803	803	-	803
CAPITAUX PROPRES AU 1 SEPTEMBRE 2019 RETRAITES	338 921	27 804	(85 517)	493 902	775 109	17 625	792 733
Résultat net consolidé 2020	-	-	-	83 965	83 965	3 297	87 262
Autres éléments du résultat global	-	-	(23 253)	(2 323)	(25 576)	460	(25 116)
Résultat global de la période	-	-	(23 253)	81 642	58 389	3 757	62 146
Dividendes distribués au titre du résultat net 2019	-	-	-	(30 504)	(30 504)	(3 221)	(33 725)
Opérations sur capital	-	-	-	-	-	-	-
Opérations entre actionnaires et intérêts non assortis de contrôle (1)	-	-	-	(1 710)	(1 710)	-	(1 710)
Autres (3)	-	-	-	329	329	(15)	314
CAPITAUX PROPRES AU 31 AOÛT 2020	338 921	27 804	(108 770)	543 659	801 612	18 145	819 757
Correction bilan d'ouverture - Adyard (***)	-	-	-	137	137	-	137
CAPITAUX PROPRES AU 1 SEPTEMBRE 2020 RETRAITES	338 921	27 804	(108 770)	543 797	801 749	18 145	819 894
Résultat net consolidé 2021	-	-	-	169 856	169 856	5 341	175 197
Autres éléments du résultat global	-	-	5 019	2 516	7 535	1 135	8 670
Résultat global de la période	-	-	5 019	172 372	177 391	6 476	183 866
Dividendes distribués au titre du résultat net 2020	-	-	-	-	-	(5 842)	(5 842)
Opérations sur capital (2)	104	431	-	-	535	(535)	-
Opérations entre actionnaires et intérêts non assortis de contrôle (1)	-	-	-	385	385	-	385
Autres (3)	-	-	-	1 416	1 416	1 016	2 432
CAPITAUX PROPRES AU 31 AOÛT 2021	339 025	28 235	(103 751)	717 969	981 476	19 260	1 000 736

(*) Les retraitements liés à l'adoption de l'interprétation IFRIC 23 « Incertitude relative aux traitements fiscaux » à compter du 1^{er} septembre 2019 sont explicités dans la note 2.3.2 des principes comptables.

(**) Des modifications ont été apportées aux comptes 2019 et 2020 tels qu'ils avaient été initialement publiés en raison du changement de mode de calcul de la provision indemnité retraite à la suite d'une décision de l'IFRS IC (cf Note 2.1.2).

(***) Des modifications ont été apportées aux comptes 2020 tels qu'ils avaient été initialement publiés, suite à la finalisation de l'affectation des justes valeurs comptabilisées en application de IFRS 3R dans le cadre de l'acquisition de la société Adyard Abu Dhabi LLC au 1^{er} avril 2020 (cf Note 2.4).

- (1) Au 31 Août 2021, l'impact des variations de périmètre s'analyse principalement par :
- Le rachat par Altrad Investment Authority d'actions de NYX AG Partners (société managers Altrad) et l'annulation de la dette correspondant (cf note 11.2).
- contrôle a été constaté pour 1 M€ dans le cadre de l'acquisition de Senegal Keni Painting.
- Au 31 août 2020, la ligne « Autres » est non significative.

Au 31 Août 2020, l'impact des variations de périmètre s'analyse principalement par :

- Les rachats d'intérêts non assortis de contrôle de Prezioso pour 0.4 M€ et Dessa pour un montant de 1.6 M€.

- (2) Au 31 août 2021, les opérations sur capital correspondent à une augmentation de capital par prélèvement sur le poste « Primes d'émission, de fusion, d'apports... » de la société mère Altrad Investment Authority en date du 12 septembre 2020 d'un montant total de 104 K€ assorties d'une prime d'émission de 431 K€ par émission d'un total de 1 037 actions ordinaires nouvelles, dans le cadre du plan n°1 d'attribution d'actions gratuites.

- (3) Au 31 août 2021, la ligne « Autres » correspond principalement à la réévaluation de la juste valeur des dettes de put sur intérêts non assortis de contrôle de Prezioso pour -2.7 M€ et 0.8 M€ pour Irbal. Un put option sur rachat des intérêts non assortis de

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES

NOTE 1	FAITS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE.....	9
NOTE 2	PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES	11
NOTE 3	ÉVOLUTION DE LA COMPOSITION DU GROUPE	21
NOTE 4	ECARTS D'ACQUISITION.....	23
NOTE 5	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES.....	25
NOTE 6	DROIT D'UTILISATION	28
NOTE 7	ACTIFS FINANCIERS, AUTRES ACTIFS NON COURANTS ET TITRES MIS EN ÉQUIVALENCE.....	29
NOTE 8	IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT	30
NOTE 9	STOCKS.....	32
NOTE 10	CRÉANCES CLIENTS ET AUTRES ACTIFS COURANTS.....	33
NOTE 11	TRÉSORERIE ET ENDETTEMENT NET.....	34
NOTE 12	ENGAGEMENTS HORS BILAN	39
NOTE 13	INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS.....	41
NOTE 14	ACTIFS DESTINES A ÊTRE CEDES	41
NOTE 15	DESCRIPTION DES PRINCIPAUX RISQUES	41
NOTE 16	CAPITAUX PROPRES	44
NOTE 17	PROVISIONS POUR RISQUES	46
NOTE 18	PASSIFS COURANTS.....	49
NOTE 19	AUTRES PASSIFS NON COURANTS	49
NOTE 20	INFORMATION SECTORIELLE	50
NOTE 21	INFORMATIONS SUR LE RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT.....	54
NOTE 22	AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPÉRATIONNELS NON COURANTS.....	55
NOTE 23	COÛTS DE RESTRUCTURATION ET DE SOUS-ACTIVITÉ	56
NOTE 24	RÉSULTAT FINANCIER.....	57
NOTE 25	RÉSULTAT NET PAR ACTION	57
NOTE 26	HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES.....	58
NOTE 27	EVÈNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE.....	58
NOTE 28	INFORMATIONS RELATIVES AUX PARTIES LIÉES.....	59
NOTE 29	PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION	60

Description de l'activité

Les activités d'Altrad, pour la branche service, vont aujourd'hui de l'ingénierie de projet jusqu'à la maintenance d'installation dans des secteurs aussi variés que les hydrocarbures, l'énergie électrique, les industries de process et la construction. Pour la branche équipement, l'activité est la fabrication de matériels pour la construction, brouettes et bétonnières ainsi que d'échafaudages qui sont vendus mais aussi loués.

Le Groupe s'est affirmé comme un leader des services à l'industrie, qui représentent aujourd'hui 74 % de son chiffre d'affaires, et demeure un leader mondial dans la fabrication, la location et la vente d'équipements dédiés au marché du bâtiment avec 26% de son activité.

Base de préparation des états financiers consolidés

La société par actions simplifiée Altrad Investment Authority (A.I.A.) est soumise à l'obligation légale de consolidation conformément aux dispositions du Code de Commerce.

Les comptes consolidés du Groupe Altrad clos le 31 août 2021 ont été arrêtés par le Conseil d'administration d'Altrad Investment Authority en date du 8 février 2022. Ils seront soumis à l'approbation des associés lors de l'Assemblée Générale Annuelle du 25 février 2022.

A compter du 1er septembre 2014, suite à un apport par l'actionnaire majoritaire de ses titres à la société Altrad Participations, Altrad Participations est devenue l'actionnaire majoritaire d'Altrad Investment Authority. La société Altrad Participations établit depuis la clôture 31 août 2015 des comptes consolidés en normes IFRS incluant Altrad Investment Authority et toutes ses filiales. Toutefois, la société Altrad Investment Authority ayant émis des titres de créances (emprunt obligataire) admis aux négociations du marché réglementé Euronext, elle reste soumise à l'obligation de publier des comptes consolidés à son niveau, comme les années précédentes, et ne peut se prévaloir d'une exemption au titre de sous-groupe.

Les notes explicatives ci-après accompagnent la présentation des comptes et en sont partie intégrante.

NOTE 1 FAITS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

1.1 Modification de la Direction Générale

Monsieur Louis HUETZ a démissionné de ses fonctions de Directeur Général et Administrateur de la Société. Par une consultation écrite des associés en date du 16 septembre 2020 :

- Monsieur Ran OREN a été nommé en tant que Directeur Général et Administrateur en remplacement de Monsieur HUETZ,
- la société Jagico BVBA représentée par Monsieur Jan Vanderstraeten a été nommée Directeur Général de la Société.

1.2 Crise sanitaire Covid-19

La mission d'Altrad cette année a été la même qu'au début de la pandémie, en 2020 : garantir la santé, la sécurité et le bien-être de nos équipes et des populations, garantir la continuité des services à nos clients – bien souvent en aidant à la mise en place d'infrastructures nationales de crise – et atteindre les objectifs fixés.

Les services qui représentent 74 % du Chiffre d'affaires du Groupe (78% en 2020), ont enregistré une performance relativement stable malgré un impact notable de la pandémie, entraînant le report et l'ajournement de certains projets. Ceci illustre très bien la résilience de notre business model diversifié. L'équipement, qui représente 26% du chiffre d'affaires du Groupe (22% en 2020), a ainsi enregistré une performance record, dépassant même les prévisions budgétaires.

1.3 Opérations de croissance externe

Cette année, les opérations de croissance externe ont été marquées par l'acquisition des sociétés Kiel Industrial Services GmbH, Actavo Hire & Sales, Actavo Hire & Sales Ireland et Senegal Keni Painting.

Altrad Kiel Industrial Services GmbH

Le 1^{er} juillet 2021, le Groupe Altrad a acquis le Groupe Kiel, leader allemand de la tuyauterie et de la maintenance mécanique, créé en 1944.

La société est consolidée à 100% dans les comptes du Groupe Altrad à compter du 1er juillet 2021. Le prix d'acquisition des titres s'élève à 4 M€ pour la société Altrad Betriebsvorrichtungen GmbH et 7,1 M€ pour la société Altrad Kiel Industrial Services GmbH (cf note 3.1).

Acquisition des sociétés Actavo Hire & Sales UK et Actavo Hire & Sales Ireland

Le 5 août 2021, le Groupe Altrad a acquis les sociétés Actavo Hire & Sales UK et Actavo Hire & Sales Ireland, deux sociétés de location et de vente de matériel, proposant notamment des solutions d'accès, de terrassement et d'étayage, et des équipements de terrassement temporaire.

Ces sociétés sont consolidées à 100% dans les comptes du Groupe Altrad à compter du 1er août 2021. Le prix d'acquisition des titres s'élève à 39,6 M€ soit 45,7 M€ (cf note 3.1).

Acquisition de la société Senegal Keni Painting

Le 10 juin 2021, le Groupe Altrad a acquis 55% de la société Senegal Keni Painting, prestataire spécialisé dans les revêtements, l'isolation et les échafaudages dans les secteurs industriels onshore et offshore au Sénégal.

La société est consolidée à 100% dans les comptes du Groupe Altrad à compter du 1er juin 2021. Le prix d'acquisition des titres s'élève à 1,4M€ (cf note 3.1).

1.4 Opérations sur le périmètre existant

Créations

Dans le cadre du développement de l'activité, certaines sociétés ont été créées et sont ainsi rentrées dans le périmètre de consolidation (cf note 3.1).

Rationalisation de l'organigramme du Groupe

Afin de rationaliser l'organigramme du Groupe, des opérations de liquidations et fusions ont été opérées (cf note 3.1).

1.5 Opérations sur le capital

Plan d'attribution d'actions gratuites

Le 12 septembre 2020, le Président a constaté l'attribution définitive de 1 037 actions au profit des bénéficiaires respectant les conditions indiquées.

Le capital social de la société mère Altrad Investment Authority a été augmenté d'un montant de 103.700 euros par la création et l'émission de 1.037 Actions de cent euros (100€) de valeur nominale chacune.

Le capital de la société Altrad Investment Authority est ainsi porté de la somme de 338.921.100 euros à 339.024.800 euros, par prélèvement de 103.700 euros sur le poste « Primes d'émission, de fusion, d'apports ».

2.1 Référentiel comptable

Les comptes consolidés du Groupe Altrad sont établis conformément au référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) publié par l'IASB (International Accounting Standards Board) tel qu'adopté par l'Union Européenne à la date d'arrêté des comptes par le Conseil d'administration et qui est applicable au 31 août 2021.

Le référentiel IFRS comprend les normes IFRS, les normes IAS (International Accounting Standards) ainsi que leurs interprétations (IFRIC et SIC) et est disponible sur le site internet de la Commission européenne :

https://ec.europa.eu/info/law/international-accounting-standards-regulation-ec-no-1606-2002/amending-and-supplementary-acts/acts-adopted-basis-regulatory-procedure-scrutiny-rps_fr.

2.1.1 Nouvelles normes et interprétations applicables sur l'exercice clos le 31 août 2021

Les principes comptables retenus sont cohérents avec ceux utilisés dans la préparation des comptes consolidés annuels pour l'exercice clos au 31 août 2020, à l'exception de l'adoption des nouvelles normes et interprétations suivantes :

- Décision IFRIC relative au mode de calcul des engagements retraite relatifs à certains régimes à prestations définies dans le cadre de l'application d'IAS 19.

- Amendements à IAS1 et IAS7 : définition de « significatif »
- Réforme des taux d'intérêt de référence – Phase 2 - Modifications d'IFRS 9, d'IAS 39, d'IFRS 7, d'IFRS 4 et d'IFRS 16.
- Amendement à IFRS 16 : Allègements de loyers liés au Covid-19.

L'effet de la décision IFRIC sur les comptes du Groupe est décrit dans la note 2.1.2 « Incidence des nouvelles normes » ci-après.

L'application des autres nouvelles normes, amendements et interprétations n'a eu aucun impact significatif sur les états financiers de l'exercice.

Normes dont l'application n'est pas obligatoire au 31 août 2021 :

De plus, les normes, interprétations et amendements ou révisions suivantes ne sont pas encore appliquées aux états financiers consolidés de l'exercice dans la mesure où ils ont été adoptés par l'Union européenne mais que leur application n'est pas obligatoire sur l'exercice clos au 31 août 2021, ou qu'elles n'ont pas encore été adoptées par l'Union Européenne, et que leur application n'a pas été anticipée dans les comptes du Groupe :

	Norme / Interprétation	Date d'application prévue par l'IASB (exercices ouverts à compter du)	Date d'application UE (Au plus tard pour les exercices ouverts à compter du)
1	Amendements à IFRS10 et IAS28 : vente ou apport d'actifs entre une entreprise associée et une coentreprise Date effective des amendements à IFRS 10 et IAS 28	Reportée sine die	Suspendu
2	IFRS 17 : Contrats d'assurance	1/01/2023	1/01/2023
3	IAS 1 : Classification des dettes en tant que courant ou non courant	1/01/2023	NC
4	Amendements à IAS 16 : Immobilisations corporelles – Production avant utilisation prévue	1/01/2022	01/01/2022
5	Amendements à IAS 37 : Contrats onéreux – Coûts d'exécution d'un contrat	1/01/2022	01/01/2022
6	Améliorations annuelles des IFRS (cycle 2018 - 2020)	1/01/2022	01/01/2022
7	Amendement à IAS1 [et IFRS Etat Pratique 2] : information à fournir sur les méthodes comptables	01/01/2023	NC
8	Amendements à IAS 8 : Définition des estimations comptables	01/01/2023	NC
9	Amendements à IAS 12 Impôts sur le résultat : Impôts différés relatifs à des actifs et passifs résultant d'une même transaction	01/01/2023	NC

Le processus de détermination des impacts potentiels de ces normes et interprétations sur les états financiers consolidés du groupe est en cours.

Par ailleurs, les comptes consolidés annuels du Groupe Altrad ne tiennent pas compte des projets de normes et interprétations qui ne sont encore qu'à l'état d'exposés sondages à l'IASB et à l'IFRIC à la date de clôture.

2.1.2 Incidence des nouvelles normes

La présente note décrit les nouvelles méthodes comptables appliquées à compter du 1er septembre 2020 et, explique l'incidence sur les comptes du Groupe de l'adoption de la décision IFRIC relative à la norme IAS 19 Répartition du coût des services associé à un régime à prestations.

L'IFRIC a adressé en avril 2021 une décision dans laquelle il propose de modifier la méthode de calcul des engagements relatifs à certains régimes à prestations définies. Jusqu'à présent le montant des avantages estimés au terme de la carrière étaient étalés sur la totalité de la carrière. Suite à cette décision, l'acquisition définitive des avantages est conditionnée à la présence dans l'entreprise jusqu'à l'âge de départ à la retraite, le montant des avantages

dépend de l'ancienneté et le montant est plafonné à un certain nombre d'année de service consécutives.

L'application de ce nouveau mode de calcul est rétrospective, les engagements de retraite ont été recalculés le cas échéant depuis le 1^{er} Septembre 2019. Cela entraîne une baisse de la provision d'un montant de 1 077 K€ au 31 Août 2020 (946 K€ au 1^{er} septembre 2019). L'impact sur les capitaux propres net d'impôts s'élève à 912 K€ au 31 Août 2020 (803 K€ au 1^{er} septembre 2019) et n'est pas significatif aux bornes du Groupe.

(en milliers d'euros)	Notes	31/08/2020	IFC -	31/08/2020
		Corrigé	changement de mode de calcul	(1)
		Net	Net	Net
Ecarts d'acquisition	4	1 344 429		1 344 429
Autres immobilisations incorporelles	5	70 310		70 310
Immobilisations corporelles	5	359 148		359 148
Droit d'utilisation	6	131 425		131 425
Actifs financiers et autres actifs non courants	7.1	4 986		4 986
Participations dans les mises en équivalence	7.2	200		200
Actifs d'impôts différés	8	65 063	(165)	64 897
Actifs non courants		1 975 560	(165)	1 975 395
Stocks	9	132 722		132 722
Créances clients et actifs sur contrats	10	562 439		562 439
Impôts courants	10	8 092		8 092
Autres actifs courants	10	81 571		81 571
Trésorerie, trésorerie affectée et équivalents de trésorerie	11	1 172 537		1 172 537
Actifs courants		1 957 361	0	1 957 361
Actifs destinés à être cédés	14	2 378		2 378
		0		
TOTAL ACTIF		3 935 297	(165)	3 935 132

(en milliers d'euros)	Notes	31/08/2020 Corrigé	IFC - changement de mode de calcul	31/08/2020 (1)
Capital et primes d'émission	16.2	366 725		366 725
Réserves		350 148	912	351 060
Résultat de l'exercice part du Groupe		83 965		83 965
Intérêts non assortis de contrôle	16.4	18 145		18 145
Capitaux propres		818 982	912	819 894
Autres Fonds Actionnaires	11.2	178 188		178 188
Dettes financières non courantes	11.1	1 168 334		1 168 334
Dette de loyer non courante	11.1	92 703		92 703
Provisions et avantages sociaux non courants	17	282 405	(1 077)	281 328
Autres passifs non courants	19	58 539		58 539
Passifs d'impôts différés	8	25 297		25 297
Passifs non courants		1 805 466	(1 077)	1 804 389
Dettes financières courantes	11	373 285		373 285
Dette de loyer courante	11.1	39 225		39 225
Provisions et avantages sociaux courants	17	40 544		40 544
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	18	389 607		389 607
Impôts courants	18	17 898		17 898
Autres passifs courants	18	450 292		450 292
Passifs courants		1 310 850	0	1 310 850
		0		
TOTAL PASSIF & CAPITAUX PROPRES		3 935 298	(165)	3 935 132

(2) Des modifications ont été apportées aux comptes 2020 tels qu'ils avaient été initialement publiés, suite à la finalisation de l'affectation des justes valeurs comptabilisées en application de IFRS 3R dans le cadre de l'acquisition de la société Adyard Abu Dhabi Llc au 1^{er} avril 2020 (cf Note 2.4) et du changement de mode de calcul de la provision indemnité retraite à la suite d'une décision de l'IFRS IC (cf Note 2.1.2).

2.1.3 Options retenues par le Groupe Altrad lors de la première adoption des normes IFRS

Dans le cadre de la première adoption des normes IFRS sur les comptes clos au 31/08/2008, le groupe Altrad avait effectué les choix d'options suivantes :

- Valorisation des immobilisations corporelles et incorporelles : l'option d'évaluation de ces actifs à leur juste valeur à la date de transition n'a pas été retenue ;
- Les regroupements d'entreprises antérieurs au 1er septembre 2006 n'ont pas été retraités ;
- Conversion des comptes des filiales étrangères : les réserves de conversion relatives à la consolidation des filiales en devises étrangères ont été annulées au 1er septembre 2006 en contrepartie du report à nouveau.

2.1.4 Options retenues par le Groupe Altrad quand les normes IFRS prévoient des options en matière de comptabilisation ou d'évaluation

Certaines normes du référentiel IFRS prévoient des options en matière d'évaluation et de comptabilisation des actifs et passifs. Le Groupe a donc choisi :

- Evaluation des immobilisations corporelles et incorporelles (IAS 38 et IAS 16) : les immobilisations sont évaluées au coût historique amorti. Il n'est donc pas prévu de pratiquer une réévaluation annuelle des immobilisations corporelles et incorporelles.
- Méthode de comptabilisation des stocks selon « Premier entré, premier sorti » (IAS 2).
- Pour le traitement des options d'achat sur intérêts non assortis de contrôle dans le cadre des regroupements d'entreprises (« put options »), le Groupe a opté, dès la prise de contrôle, pour la comptabilisation d'une dette au passif du bilan consolidé en contrepartie d'une absence de reconnaissance des intérêts non assortis de contrôle (applicable notamment au 31/08/2021 sur les filiales Trad, IRBAL, Dessa, Prezioso, Multi-Up et Senegal Keni Painting). Les variations ultérieures des dettes de put option sont comptabilisées par les réserves.

2.2 Utilisations d'estimations et d'hypothèses

La préparation des états financiers requiert de la Direction Générale du Groupe Altrad de procéder à des estimations et de retenir des hypothèses ayant des incidences sur les montants des actifs et passifs inscrits au bilan consolidé et les montants inscrits en charges et produits au compte de résultat. Les résultats réels ultérieurs pourraient donc sensiblement différer des estimations retenues par le Groupe en fonction de conditions différentes à la date de réalisation.

Les estimations et hypothèses concernent notamment :

- Les tests de perte de valeur des écarts d'acquisition et des marques (IAS 36), sensibles aux hypothèses retenues pour la prévision des flux de trésorerie futurs ainsi que pour le taux d'actualisation retenu (cf. Note 4 et Note 5) ;
- Le calcul de l'impact de la sous-activité sur la valorisation du coût de revient des stocks et sur la charge globale de sous-activité présentée sur une ligne distincte (cf. note 2.3.2) ;
- L'estimation des provisions pour risques relatifs aux litiges en cours et aux plans de restructuration et aux provisions pour avantages sociaux (cf. Note 17) ;
- L'évaluation des provisions pour dépréciation des créances clients (Cf. Note 10) et des stocks (Cf. Note 9) ;
- La recouvrabilité des impôts différés actifs relatifs à l'utilisation probable future des déficits fiscaux disponibles (cf. Note 8.3) et l'évaluation des incertitudes relatives au traitement des impôts sur le résultat (IFRIC 23) ;
- Reconnaissance du revenu et évaluation de la performance des contrats dont le chiffre d'affaires est reconnu progressivement (over-time) : Le Groupe comptabilise le chiffre d'affaires conformément à la norme IFRS 15. Cela nécessite un jugement pour déterminer des estimations précises de l'avancement du contrat et peut impliquer des estimations relatives au coût total du contrat, aux coûts restant à encourir jusqu'à l'achèvement, aux pertes à terminaison, au chiffre d'affaires total du contrat, aux risques du contrat et d'autres jugements (cf. Note 2.3.2) ;
- Les plans de paiement en actions et assimilés (cf. Notes 11.2 et 16.3) ;
- Les provisions pour maladies professionnelles (cf. Note 17.2).

2.3 Principes comptables

2.3.1 Eléments du bilan

Regroupements d'entreprises et écart d'acquisition

Lors d'une acquisition, les actifs, les passifs et les passifs éventuels de la filiale sont comptabilisés à leur juste valeur dans un délai d'affectation de douze mois, et rétroactivement à la date d'acquisition. Tout surplus du coût d'acquisition par rapport à la

quote-part de l'acquéreur dans les justes valeurs des actifs et passifs identifiables acquis est comptabilisé en écart d'acquisition. Toute différence négative entre le coût d'acquisition et la juste valeur des actifs nets identifiables acquis est reconnue en résultat au cours de l'exercice d'acquisition.

Les écarts d'acquisition, évalués à leurs coûts tel que décrit ci-dessus, sont, le cas échéant, diminués des cumuls des pertes de valeurs. Ils sont affectés par Pôles d'activités constitués de regroupement d'unités génératrices de trésorerie (UGT) bénéficiant de synergie dans le cadre du regroupement d'entreprise. Les écarts d'acquisitions ne sont pas amortis et font l'objet de tests annuels de perte de valeur. La valeur comptable de l'écart d'acquisition est comparée à la plus élevée de la juste valeur diminuée des coûts de sortie et de la valeur d'utilité. Si ce test confirme une perte de valeur, l'écart d'acquisition est déprécié.

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les terrains, bâtiments et équipements industriels sont évalués au coût historique, diminué du cumul des amortissements et dépréciations. Le coût des actifs peut également inclure des frais accessoires directement attribuables à l'actif. Le Groupe n'a pas retenu de valeur résiduelle pour ses immobilisations, les actifs industriels sont supposés être utilisés jusqu'à la fin de leur durée de vie et il n'est généralement pas envisagé de les céder.

L'amortissement des immobilisations corporelles est calculé de façon linéaire et en fonction des composants et de leur durée d'utilité effective.

	Décomposition par composants	Durée d'amortissement	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Concessions, brevets, licences		1 à 11 ans	
Autres immobilisations incorporelles		1 à 5 ans	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Constructions :			
- Structure (gros œuvre)	60%	17 à 60 ans	
- Façades, étanchéité	15%	15 à 20 ans	
- Installations générales & techniques	15%	10 à 15 ans	
- Agencements	10%	5 à 10 ans	
Robots de soudure :			
- Générateur	7%	7 ans	
- Autres	93%	15 ans	
Cabine de peinture :			
- Cabine	75%	15 ans	
- Automate & électronique	25%	10 ans	
Installations techniques et matériels			5 à 15 ans
Matériel de transport			7 mois à 5 ans
Autres immobilisations			2 à 15 ans

Contrat de location

Dans le cadre de ses activités, le Groupe est amené à conclure de nombreux contrats de location en tant que preneur concernant principalement :

- des terrains, constructions et bureaux,
- des matériels de transports,
- et des équipements, matériel nécessaire à la bonne exécution des opérations.

Les contrats répondant à la définition d'un contrat de location selon IFRS 16 (contrat conférant le droit de contrôler l'utilisation d'un bien déterminé pour une période déterminée moyennant une contrepartie) génèrent la comptabilisation chez le preneur d'un actif au titre du droit d'utilisation de l'actif loué et d'un passif locatif

(dette de loyer) au titre de la valeur actuelle des engagements portant sur le paiement des loyers futurs.

Le Groupe comptabilise les actifs au titre du droit d'utilisation à la date de début du contrat de location (date à laquelle l'actif sous-jacent est prêt à être utilisé). Ils correspondent à la valeur égale à la somme des paiements futurs actualisés de la dette de location. Le cas échéant, les paiements de loyers versés avant ou à la date du contrat, les coûts directs initiaux, l'estimation des coûts que le Groupe devra engager pour le démantèlement ou la remise en état du bien, sont inclus dans la valeur du droit d'utilisation déduction faite des avantages incitatifs à la location reçue. À moins que le Groupe ne soit raisonnablement certain d'obtenir la propriété de l'actif loué à la fin de la durée du contrat de location, les actifs au droit d'utilisation comptabilisés sont amortis linéairement sur la plus courte de leur durée d'utilité estimée et de la durée du contrat de location.

À la date de début du contrat de location, le Groupe évalue l'obligation locative à la valeur actualisée du montant des paiements futurs à l'exclusion des loyers variables qui ne sont pas liés à un index ou un taux déduction faite des avantages incitatifs à la location à recevoir et des sommes que le preneur devrait payer au titre de la valeur résiduelle des garanties données. Les paiements de location comprennent également le prix d'exercice d'une option d'achat raisonnablement certaine d'être exercée par le Groupe et le paiement de pénalités pour résiliation d'un contrat de location, si la durée du contrat de location reflète l'exercice par le Groupe de l'option de résiliation.

Les loyers variables qui ne dépendent pas d'un indice ou d'un taux sont comptabilisés en charges dans la période sur laquelle survient l'événement ou la condition qui déclenche le paiement.

Le taux d'actualisation utilisé est le taux d'intérêt implicite du contrat de location s'il est possible de le déterminer. À défaut, le Groupe utilise le taux d'emprunt marginal reflétant le risque de crédit propre à chaque devise, filiale et échéance à la date de début du contrat de location.

Après la reconnaissance initiale de la dette, la valeur comptable de la dette de location est augmentée de la valeur des intérêts, et diminuée des paiements de loyer. En outre, la valeur comptable des passifs locatifs et droits d'utilisation est réévaluée en cas de modification de la durée du contrat de location, des paiements futurs au titre de la location ou un changement dans l'appréciation d'une option d'achat du bien sous-jacent.

Conformément aux options proposées dans la norme IFRS16, le Groupe a choisi de ne pas appliquer la norme IFRS 16 aux contrats de courte durée (12 mois ou moins) et aux contrats dont l'actif sous-jacent est de faible valeur. Les paiements relatifs aux contrats de location de courte durée ou relatifs à des actifs de faible valeur sont enregistrés en charge de manière linéarisée sur la durée des contrats. Le Groupe a également fait le choix de ne pas séparer les composantes non-locatives.

Dans le cadre de la première application de la norme, le Groupe a opté pour la méthode de la transition rétrospective modifiée.

Le groupe a également utilisé les mesures de simplification suivantes dans le cadre de la première application de la norme IFRS 16 :

- Utilisation de l'information à posteriori pour déterminer la durée de location ;
- Choix de retenir l'exemption pour les locations d'une durée résiduelle de moins de 12 mois à la date de première application, qui ne sont donc pas retraités selon IFRS 16 ;

- Le Groupe a choisi de ne pas appliquer rétroactivement la nouvelle définition d'un contrat de location pour les contrats en cours à la date de première application. Le Groupe a donc appliqué la norme aux contrats antérieurement identifiés comme des contrats de location en application d'IAS 17 Contrats de location et d'IFRIC 4 ;
- Utilisation d'un taux d'actualisation unique pour un portefeuille de contrats ayant des caractéristiques similaires ;
- Le taux d'emprunt marginal moyen pondéré utilisé dans le cadre de la première application de la norme IFRS16 ressort à 2,47 % au 1^{er} septembre 2019 (date de transition). Il a fait l'objet d'une mise à jour au 31 août 2021.
- Exclusion des coûts directs initiaux dans l'évaluation de l'actif.

Le Groupe est également amené à conclure des contrats de location avec ses clients en tant que bailleur, principalement pour la location de matériel d'échafaudage au sein du pôle Equipement. Ces contrats répondent à la définition de contrat de location simples selon la norme IFRS 16 car ils ne transfèrent pas tous les risques et avantages liés à la propriété de l'actif sous-jacent au preneur. Le Groupe comptabilise donc en produit des activités ordinaires, les paiements reçus au titre des locations simples de manière linéaire, ou selon une autre méthode systématique si celle-ci est plus représentative de la séquence selon laquelle l'avantage résultant de l'utilisation de l'actif sous-jacent se réduit.

Actifs financiers non courants

Ils comprennent les titres de participation non consolidés et autres titres ainsi que les autres actifs non courants : prêts à long terme, dépôts et cautionnements.

Dépréciation des actifs corporels

Les actifs corporels sont dépréciés dès lors qu'il existe un indice de perte de valeur ou de diminution des flux de trésorerie futurs attendus de l'utilisation de ces actifs. L'évaluation à leur juste valeur est alors réalisée par une société d'expertise indépendante et est alors retenue la valeur la plus élevée de la juste valeur diminuée des frais de cession ou de la valeur d'utilité.

Actifs et passifs détenus en vue de la vente

Les actifs et passifs immédiatement disponibles à la vente, sont classés en actifs et passifs destinés à être vendus. Les actifs détenus en vue de la vente sont évalués au montant le plus faible entre la valeur nette comptable et la juste valeur nette des coûts de cession. Les actifs corporels destinés à la vente ne sont plus amortis.

Les entreprises associées

Les entreprises associées sont des participations dans lesquelles le Groupe a une influence notable (généralement lorsque le Groupe possède une participation de plus de 20%) mais n'a pas de contrôle.

Les entreprises associées sont consolidées selon la méthode de mise en équivalence. Celle-ci consiste à retenir l'actif net et le résultat net d'une société au prorata de la participation détenue par la société mère dans le capital.

Les coentreprises

Les coentreprises sont des partenariats dans lesquels le groupe dispose d'un contrôle conjoint avec un ou plusieurs partenaires au

travers d'un accord contractuel, lui conférant des droits sur l'actif net de l'entité.

Les coentreprises sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence. Celle-ci consiste à retenir à l'actif net et le résultat net d'une société au prorata de la participation détenue par la société mère dans le capital.

Créances clients

Les créances clients sont comptabilisées pour le montant initialement facturé, déduction faite des provisions pour dépréciation des montants non recouvrables.

Le Groupe applique l'approche simplifiée d'IFRS 9 qui consiste à calculer la perte de crédit attendue sur la durée de vie de la créance commerciale. Ce modèle permet de déterminer une perte de crédit attendue à maturité pour toutes les créances commerciales, et ce dès leur enregistrement. Les taux de pertes attendus ont été revus sur la base des pertes historiques des derniers exercices, ajustés de tout facteur courant et prévisionnel significatif susceptible d'avoir un impact sur le Groupe. Une perte de valeur est également comptabilisée en présence d'indications objectives que le Groupe ne sera pas en mesure d'encaisser toutes les sommes dues selon les conditions de la transaction originale.

Stocks

En conformité avec IAS2, les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation, selon la méthode du "premier entré premier sorti". La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts estimés pour l'achèvement et des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

Impôts différés

Ils sont comptabilisés selon la méthode bilancielle du report variable pour toutes les différences temporelles existant à la date de clôture entre la base fiscale des actifs et passifs et leur valeur comptable au bilan, sauf s'ils résultent de différences entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif et sa valeur fiscale issue de la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif résultant d'une opération qui n'est pas un regroupement d'entreprises ou qui, à la date de la transaction, n'affecte pas le résultat imposable.

Les actifs d'impôts différés correspondant à des différences temporelles ou à des déficits reportables sont reconnus dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice fiscal sera disponible et sur lequel ces éléments pourront s'imputer.

Ces impôts différés ne sont pas actualisés conformément à IAS12.

Selon la méthode du report variable, les impôts différés sont calculés en appliquant le dernier taux d'impôt voté à la date de clôture et applicable à la période de renversement des différences temporaires, soit pour les pays les plus représentatifs, à la clôture 31 août 2021 :

Pays	2020/2021	2019/2020
Allemagne	30%	30%
Australie	30%	30%
Arabie Saoudite	20%	20%
Belgique	25,00%	25,00%
France	25,83% ou 25%	25,83% ou 25%
Pays-Bas	21,70%	21,7%
Royaume-Uni	25%	19%
Angola	35%	30%

Endettement net

Le Groupe définit l'endettement net de la façon suivante : Dettes financières moins Trésorerie (voir Note 11).

Les Dettes financières incluent :

- Dettes financières à long terme : elles comprennent les emprunts bancaires et obligataires à long terme ainsi que les dettes liées aux contrats de location, les autres dettes financières diverses, et excluent les Autres fonds actionnaires. S'agissant des coûts d'emprunt, la méthode simplificatrice permise par le référentiel IFRS est appliquée : les commissions de transaction sont amorties de manière linéaire et les charges d'intérêts sont comptabilisées en fonction du taux variable observé, le taux de marge additionnelle étant estimé stable sur la durée résiduelle du financement structuré.
- Dettes financières à court terme : elles comprennent la part à court terme des emprunts bancaires, des dettes liées aux contrats de location et des autres dettes financières diverses ainsi que les concours bancaires courants.

La Trésorerie inclut les Valeurs mobilières de placement, les Disponibilités et trésorerie affectée : ils sont principalement constitués des comptes bancaires et de placements de trésorerie sans risque dont la disponibilité est inférieure à 3 mois. Ils sont comptabilisés à leur juste valeur et toute variation de juste valeur est enregistrée par le résultat financier de l'exercice.

Instruments financiers dérivés de taux

Le Groupe utilise des instruments financiers dérivés pour gérer et couvrir son exposition aux variations des taux d'intérêts sur les sommes empruntées au travers des crédits syndiqués. Ces instruments sont principalement des caps de taux d'intérêts. Les instruments financiers dérivés sont évalués à leur juste valeur à la date d'arrêt des comptes et selon les positions de marché évaluées par nos partenaires financiers et revues par le Groupe.

Ces instruments n'étant pas qualifiés d'instruments de couverture au sens des critères définis par IAS 32/ IFRS 9, sont comptabilisés au bilan pour leur juste valeur et les variations sont enregistrées au compte de résultat dans le poste « autres produits financiers » et « autres charges financières ».

Coûts d'emprunts

Les coûts d'emprunt directement attribuables à l'acquisition, à la construction ou à la production d'actifs qualifiés, qui sont des actifs qui nécessitent une longue période de préparation avant de pouvoir être utilisé ou vendu, sont ajoutés au coût de ces actifs, jusqu'au moment où les actifs sont en substance prêts pour leur utilisation ou leur vente prévue.

En l'absence d'actifs qualifiés, les coûts d'emprunts sont comptabilisés en charge de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

Avantages au personnel

Régimes à prestations définies : les engagements du Groupe en matière de retraite et d'indemnités de départ en retraite sont calculés selon la méthode des unités de crédit projetées en fin de carrière et en tenant compte des conditions économiques observées ainsi que des conventions collectives et des réglementations locales.

Le passif comptabilisé dans l'état consolidé de la situation financière au titre des régimes à prestations définies est la valeur actuelle de

l'obligation au titre des prestations définies à la date de clôture moins la juste valeur des actifs du régime.

Les déficits ou excédents des régimes de retraite (dans la mesure où les excédents sont considérés comme récupérables) sont comptabilisés dans leur intégralité et présentés dans l'état de la situation financière consolidée.

Selon IFRIC 14, la recouvrabilité d'un excédent doit être évaluée par rapport aux exigences de financement minimum du régime de retraite. Les coûts des services courants et passés et les coûts financiers sont imputés au résultat d'exploitation. En outre, les intérêts sur l'obligation nette au titre des prestations définies sont comptabilisés en résultat financier, et calculés en utilisant le taux d'actualisation utilisé pour mesurer l'obligation au titre des pensions.

L'interprétation de l'IFRIC datant d'avril 2021 est appliquée par le Groupe. Celle-ci modifie la méthode de calcul des engagements relatifs à certains régimes à prestations définies. Jusqu'à présent le montant des avantages estimés au terme de la carrière étaient étalés sur la totalité de la carrière. Suite à cette décision, l'acquisition définitive des avantages est conditionnée à la présence dans l'entreprise jusqu'à l'âge de départ à la retraite, le montant des avantages dépend de l'ancienneté et le montant est plafonné à un certain nombre d'année de service consécutives.

Les écarts actuariels résultant des changements d'hypothèses actuarielles retenues d'une période sur l'autre dans l'évaluation des engagements, sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global conformément à IAS 19 révisée.

Régimes à cotisations définies : les cotisations relevant d'un régime à cotisations définies sont comptabilisées en charge de l'exercice.

Les avantages sociaux particuliers, comme les fins de contrats conformément à des accords spécifiques ou à des dispositions réglementaires et légales nationales font l'objet d'une provision.

Plans de paiements en actions

Le Groupe peut mettre en œuvre des plans d'options de souscription d'actions ou des plans d'actions gratuites, et pour lesquels il reçoit en contrepartie des services de la part de ses employés et dirigeants.

L'application de la norme IFRS 2 « Paiement fondé sur des actions » conduit à comptabiliser une charge au titre des plans d'actions gratuites attribués et autres compléments de rémunération en actions accordés par le Groupe à ses salariés et dirigeants.

La juste valeur des services rendus par les salariés et dirigeants en échange de l'octroi de ces plans est comptabilisée en charges, conformément à la norme IFRS 2. Le montant total à comptabiliser en charges de personnel correspond à la juste valeur des instruments octroyés. La juste valeur est calculée en retenant la valeur du cours de l'action au jour de l'attribution et le rendement anticipé des dividendes.

Les conditions d'acquisition des droits qui ne sont pas des conditions de marché ou qui sont des conditions de services sont intégrées aux hypothèses sur le nombre d'instruments susceptibles de devenir exerçables. La dépense totale est reconnue sur la période d'acquisition des droits, qui est la période durant laquelle toutes les conditions d'acquisition des droits spécifiés doivent être satisfaites. À la fin de chaque exercice, l'entité réexamine le nombre d'instruments susceptibles de devenir exerçables. Le cas échéant, elle comptabilise au compte de résultat l'impact de la révision de ses estimations.

Plans réglés en instruments de capitaux propres :

Lorsque les plans sont réglés en instruments de capitaux propres, la juste valeur de ces plans à leur date d'attribution est comptabilisée comme une charge avec contrepartie directe en capitaux propres sur la période pendant laquelle l'avantage est acquis et le service rendu.

Lorsque les instruments sont exercés, la Société émet des actions nouvelles. Les sommes perçues lorsque les options sont exercées, sont créditées aux postes Capital (valeur nominale) et Primes d'émission, nettes des coûts de transaction directement attribuables.

Plans réglés en trésorerie ou pour lesquels il existe un engagement de liquidité de la part du Groupe :

Lorsque les plans sont réglés en trésorerie, la juste valeur de ces plans à leur date d'attribution est comptabilisée comme une charge avec contrepartie en dettes (« Autres fonds actionnaires »). Lorsque les instruments sont exercés, la Société verse en trésorerie les montants dus et réduit la dette correspondante.

Provisions pour risques

Une provision est constituée dès lors qu'il existe une obligation juridique ou implicite à l'égard d'un tiers, résultant d'événements passés, évaluable de façon fiable et qui à terme se traduira par une sortie de ressources.

Une provision pour contrats déficitaires est comptabilisée lorsque les coûts inévitables pour satisfaire aux obligations contractuelles sont supérieurs aux avantages économiques attendus. La provision est évaluée à la valeur actuelle du montant le plus faible entre les coûts prévus pour la terminaison du contrat et les coûts nets estimés pour l'achèvement du contrat. Avant que la provision soit établie, le Groupe comptabilise toute perte de valeur sur les actifs associés à ce contrat.

Dans le cadre de l'acquisition du groupe Cape, le Groupe ALTRAD a intégré dans ces comptes des provisions pour maladie professionnelles. Une provision a été constituée pour les coûts que le Groupe s'attend à encourir au titre des réclamations actuelles et futures pour maladies professionnelles, dans la mesure où ces coûts peuvent être estimés de manière fiable. La provision comprend le coût des réclamations qui devraient être faites en vertu du « Scheme of Arrangements » et d'autres réclamations pour maladies professionnelles (voir Note 2.2).

Ces provisions sont actualisées si l'impact en est significatif. Les provisions constatées au cours de l'exercice par le Groupe n'ont pas fait l'objet d'actualisation, hormis celles concernant les Indemnités de Fin de Carrière constatées (conformément à IAS 19 révisée) et les maladies professionnelles.

2.3.2 Éléments du compte de résultat

Information sectorielle

Conformément à la norme IFRS 8, l'information sectorielle suit l'organisation interne du Groupe telle que présentée à la Direction générale. Le Groupe a choisi de présenter les informations par les Pôles d'activité et aucun regroupement supplémentaire n'a été réalisé par rapport au reporting interne.

Les informations communiquées dans les tableaux relatifs à l'information sectorielle sont présentées selon les mêmes principes comptables que ceux utilisés pour les états financiers consolidés du Groupe.

Au sein du Groupe Altrad, il est possible de distinguer deux grands Pôles d'activité correspondant à des segments de reporting : **Le Pôle Services et le Pôle Equipement**.

Le Pôle Services se définit comme suit :

- Offre récurrente à l'industrie multi-services et multi techniques (nouveaux projets et maintenance pour allonger la durée de vie des actifs existants)
- Offre des solutions d'accès, de traitement de surface, d'isolation, de maintenance de systèmes mécaniques, de peinture et revêtements.

Le Pôle Equipement se définit comme suit :

- Conception, fabrication, vente et location de structures à destination du BTP, de l'industrie et des collectivités

Les activités de Holding dite « Corporate » ne répondent pas à la définition de secteurs opérationnels et sont donc présentées en réconciliation dans la colonne « Support ». De même les activités des SCI ne répondent pas à la définition de secteurs opérationnels et sont donc présentées en réconciliation dans la colonne « Autres ».

Les actifs sectoriels comprennent les « Actifs non courants », (à l'exception des « Impôts différés actifs » et des « Titres Mis en équivalence »), ainsi que les « Stocks et en-cours », les « Clients », et les « Autres Actifs non Courants ».

Les passifs sectoriels incluent les « Provisions et Avantages au personnel », les « Fournisseurs », les « Autres Passifs courants » et « Autres Passifs non courants ».

Les actifs, passifs sectoriels et, le résultat sectoriel, incluent directement les éléments attribuables à chaque secteur pour autant que ceux-ci puissent être alloués sur une base raisonnable.

Produits des activités ordinaires

En application de la norme IFRS 15, la comptabilisation du chiffre d'affaires doit refléter le transfert du contrôle des biens et services promis aux clients pour un montant correspondant à la rémunération que le vendeur s'attend à recevoir. Le revenu doit être comptabilisé dès lors que le transfert du contrôle des biens ou services se fait en faveur du tiers ou au fur et à mesure de la réalisation des obligations de prestation lorsqu'elles sont remplies progressivement. Les contreparties variables sont intégrées dans le montant de la rémunération lorsqu'il est hautement probable qu'il n'y ait pas d'ajustement significatif à la baisse dans le futur.

Au sein du pôle Equipement du Groupe, les principales sources de revenu sont les ventes de biens ainsi que les revenus issus des contrats de location (traités selon la norme IFRS 16). Le chiffre d'affaires issu des ventes de biens est reconnu lorsqu'il y a transfert à l'acheteur du contrôle des biens pour un montant net de tout rabais, remises, ristournes, de remises forfaitaires annuelles et d'escomptes financiers accordés. Les clients n'ont généralement aucun droit de retour sur les produits vendus. Le Groupe ne propose pas de garantie supplémentaire ou optionnelle au-delà de la garantie légale ou usuelle couvrant les défauts d'élaboration ou de fabrication des produits livrés. En conséquence, aucune obligation de performance distincte n'est reconnue à ce titre. Les rabais, remises et ristournes, les pénalités ou prime de performance liées aux retards ou volumes sont pris en compte dans le prix du contrat dès qu'ils sont hautement probables.

Les revenus issus des contrats de location opérationnelle sont comptabilisés en conformité avec la norme IFRS16 côté bailleur, et reconnus en produits des activités ordinaires sur une base linéaire

sur la durée du contrat. Les actifs sont maintenus en immobilisations corporelles, car les contrats de location ne transfèrent pas la quasi-totalité des risques et avantages des biens.

Au sein du pôle Services, le Groupe offre des prestations de services dans le cadre de contrats de maintenance ou de construction et rénovation.

Le chiffre d'affaires issu des contrats de maintenance, qu'ils soient composés d'une ou plusieurs obligations de performance, est reconnu sur la base des services effectivement réalisés pour le client et des prix spécifiés dans les contrats. Ces contrats font généralement l'objet d'une facturation périodique (généralement mensuelle) des prestations réalisées pour le client.

Dans le cadre des prestations de services liés à des contrats de construction et rénovation, le Groupe fournit généralement plusieurs services hautement interdépendants qui constitue une obligation de performance unique. Les produits liés à ces contrats et leurs coûts associés sont comptabilisés respectivement en produits et en charges en fonction du degré de l'avancement de l'activité du contrat à la date de clôture de la période présentée. Les produits du contrat comprennent le montant initial convenu dans le contrat majoré des modifications dans les travaux prévus au contrat, les réclamations et paiements incitatifs, dans la mesure où il est hautement probable qu'elles donneront lieu à des revenus et peuvent être évalués de façon fiable. Les coûts correspondent à toutes les dépenses liées, directement à des projets spécifiques et, à une affectation des frais généraux fixes et variables générés dans les activités contractuelles du Groupe basés sur une capacité de fonctionnement normal. Le degré d'avancement est mesuré :

- Soit par le rapport existant entre les coûts encourus pour les travaux exécutés à la date considérée et les coûts totaux estimés du contrat
- Soit par les mesures physiques ou études permettant d'évaluer le volume des travaux ou services effectivement réalisés.

La marge réalisée progressivement en fonction du degré d'avancement des obligations de prestations est comptabilisée seulement lorsqu'elle peut être mesurée de manière fiable. Lorsque le total des coûts du contrat est supérieur au total des produits du contrat, le Groupe comptabilise une perte à terminaison en charge de l'exercice, indépendamment de l'avancement et en fonction de la meilleure estimation des résultats prévisionnels intégrant, le cas échéant, des droits à recettes complémentaires ou à réclamation, dans la mesure où ils sont hautement probables et peuvent être évalués de façon fiable. Les provisions pour pertes à terminaison sont présentées en provisions au passif de l'état de la situation financière consolidée.

Les réclamations auprès les clients sont des réclamations faites pour des travaux en dehors des conditions contractuelles et, en tant que telles, ne sont comptabilisées en revenus qu'une fois acceptées par le client.

La composante financement des contrats avec les clients du Groupe est non significative.

Un actif sur contrat est un droit de la société d'obtenir une contrepartie en échange de biens ou de services qu'elle a fournis à un client quand ce droit est conditionné à un autre élément que l'écoulement du temps. Ils représentent les montants des prestations effectuées par le Groupe mais non encore facturées. Ces actifs sont essentiellement des créances à l'avancement issues des contrats reconnus à l'avancement. Ils sont présentés au bilan sur la ligne Créances Clients et Actifs sur contrats. Un passif sur contrat est une obligation de la société de fournir à un client des biens ou services pour lesquels l'entité a reçu une contrepartie de

la part du client. Les passifs de contrat courants et non courants correspondent essentiellement aux montants déjà réglés par les clients et pour lesquels le Groupe n'a pas encore effectué les prestations (passifs constatés d'avance). Ces passifs sont reconnus en chiffre d'affaires lorsque le Groupe a réalisé les prestations. Ils sont présentés au passif sur la ligne Autres passifs courants. Pour chaque contrat individuel, la société doit présenter un montant net à l'actif ou au passif.

Cessions de matériel d'occasion issu du parc locatif

Dans le compte de résultat consolidé, les produits de cessions de matériel d'occasion initialement loué aux clients sont comptabilisés en produits des activités ordinaires car le Groupe estime que cette activité fait partie intégrante de ses activités ordinaires. La valeur nette comptable de ces immobilisations est enregistrée en coût des matières et marchandises consommées.

Dans le tableau des flux de trésorerie, les cessions de matériel d'occasion impactent le flux net de trésorerie généré par l'activité.

Coûts de restructuration et traitement de la sous-activité

La crise économique persistante conduit à restructurer et à réorganiser l'activité en vue d'adapter l'outil de production aux nouvelles contraintes du marché. Toutefois, par comparaison entre l'activité réelle et l'activité normale, il subsiste pour certaines entités du groupe une charge de sous-activité.

Les effets de la sous-activité ont été quantifiés et retraités dans les comptes consolidés comme indiqué ci-dessous, comme l'année précédente. Ainsi, la sous-absorption des charges fixes dans une société de production du Groupe Altrad peut être mesurée en fonction de l'évolution des quantités produites.

La charge fixe globale de sous-activité s'établit selon la formule suivante :

$$\text{Charges fixes} \times [1 - ((\text{Quantité produite en N} / \text{Capacité productive maximale}) / \text{Taux normatif})]$$

Où :

- Les charges fixes, par opposition aux charges variables, sont les charges qui ne varient pas en fonction du niveau d'activité ;
- La quantité produite en N est exprimée en tonnes ou en unités ;
- La capacité productive maximale correspond à la quantité (exprimée en tonnes ou en unités) qui serait produite par 3 équipes travaillant chacune 5 jours sur 7 pendant 8 heures ;
- Le taux normatif s'entend du taux d'utilisation maximal du site de production compte tenu des restructurations en cours et pondéré des effets d'aléas ou de restrictions techniques pouvant intervenir dans le processus de fabrication.

Les coûts de restructuration sont constitués de :

- Charges de personnel : indemnités de licenciements économiques, coûts de transactions réalisées avec les salariés pour leur départ, coût du chômage partiel ;
- Coûts de fermetures de site composés du coût de matériel, coût de fin de contrat.

Autres produits et charges opérationnels non courants

Afin de faciliter la communication sur son niveau de performance opérationnelle récurrente, et conformément à la recommandation CNC n°2009-R-03 du 2 juillet 2009, le Groupe a choisi de présenter une ligne intermédiaire au sein du compte de résultat intitulée "Résultat opérationnel courant", permettant d'isoler l'impact des produits et charges opérationnels non courants, correspondant à des événements inhabituels et peu fréquents.

Impôts sur le résultat

Le Groupe applique depuis le 1er janvier 2019 l'interprétation IFRIC 23 « Incertitude relative au traitement des impôts sur le résultat ». Cette interprétation clarifie l'application des dispositions d'IAS 12 « Impôt sur le résultat » concernant la comptabilisation, l'évaluation et la présentation de l'impôt, lorsqu'une incertitude existe sur le traitement comptable en résultat. Conformément aux options de transition offertes par l'interprétation, le Groupe a reconnu l'effet cumulatif de la première application en capitaux propres.

L'impact sur les comptes du Groupe est de 17,2 M€ à la date de première application du 1^{er} septembre 2019 (cf. Tableau de variation des capitaux propres).

Résultat par action

Le résultat par action est présenté conformément à IAS 33 « Résultat par actions ». Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat attribuable aux porteurs d'actions de l'entité par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période.

Le résultat dilué par action est calculé en divisant le résultat net attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe retraité par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période, majoré de toutes les actions ordinaires potentielles dilutives.

Les actions ordinaires potentielles dilutives comprennent les OBSA et ORA émises par le Groupe au cours des exercices 2014/2015 et 2015/2016 ainsi que les actions gratuites en cours d'acquisition.

2.3.3 Tableau de flux de trésorerie

Le tableau de flux de trésorerie est présenté en conformité avec la norme IAS 7 « Tableaux des flux de trésorerie » et présente une ventilation des flux de trésorerie entre activités opérationnelles, activités d'investissement et activités de financement.

2.3.4 Conversion des transactions réalisées en devises étrangères

Les états financiers consolidés sont présentés en euro qui est la monnaie fonctionnelle de la société mère du Groupe.

Les comptes des filiales étrangères dont la monnaie fonctionnelle est différente de celle de la société mère sont convertis selon la méthode du cours de clôture :

- Les éléments d'actif et de passif sont convertis en euros aux taux de change à la clôture de l'exercice ;
- Les capitaux propres sont convertis aux taux historiques ;
- Les postes du compte de résultat et du tableau de flux de trésorerie sont convertis aux taux moyens sur la période.

Les écarts de conversion résultant de l'application de cette méthode figurent dans un poste spécifique des autres éléments du résultat global.

Les transactions libellées en devises sont converties en euros en appliquant le taux de change en vigueur à la date de la transaction. Les actifs et passifs monétaires libellés en devises sont convertis en euros aux taux de change en vigueur à la date de clôture, les différences de change qui en résultent sont comptabilisés dans le compte de résultat en gains ou pertes de change.

Les différences de change relatives à un élément monétaire qui, en substance, fait partie intégrante de l'investissement net dans une filiale étrangère consolidée, sont inscrites dans les capitaux propres (dans le poste « réserves de conversion ») jusqu'à la cession ou la liquidation ou le remboursement de cet investissement net.

Ci-dessous les cours de change des devises les plus représentées dans le Groupe, au 31 août 2021 :

		Taux ouverture	Taux moyen	Taux de clôture
AUD	Dollar Australien	0.616751	0.628148	0.618965
AZM	Manat Azerbaïdjanais	0.492756	0.491964	0.497818
GBP	Livre sterling britannique	1.116009	1.139437	1.164483
USD	Dollar américain	0.837521	0.836596	0.845023
AOA	KWANZA ANGOLAIS	0.00141	0.0013	0.001333

2.4 Modifications opérées sur l'état de la situation financière initialement publiée au titre de l'exercice clos le 31 août 2020

Finalisation de l'affectation des justes valeurs relatives à l'acquisition d'Adyard Abu Dhabi Llc sur l'exercice précédent

(en milliers d'euros)	Notes	31/08/2020	Finalisation de	31/08/2020
		Publié	l'évaluation des justes valeurs des actifs et passifs acquis	Corrigé
		Net	Net	Net
Ecarts d'acquisition	4	1 348 818	(4 389)	1 344 429
Autres immobilisations incorporelles	5	70 310		70 310
Immobilisations corporelles	5	360 535	(1 388)	359 148
Droit d'utilisation	6	131 425		131 425
Actifs financiers et autres actifs non courants	7.1	5 451	(466)	4 986
Participations dans les mises en équivalence	7.2	200		200
Actifs d'impôts différés	8	65 063		65 063
Actifs non courants		1 981 803	(6 243)	1 975 560
Stocks	9	132 722		132 722
Créances clients et actifs sur contrats	10	562 439		562 439
Impôts courants	10	8 092		8 092
Autres actifs courants	10	81 571		81 571
Trésorerie, trésorerie affectée et équivalents de trésorerie	11	1 172 537		1 172 537
Actifs courants		1 957 361	0	1 957 361
Actifs destinés à être cédés	14	77	2 301	2 378
TOTAL ACTIF		3 939 240	(3 942)	3 935 297

Le Groupe Altrad a acquis la société Adyard Abu Dhabi Llc le 20 avril 2020 pour 27,2 M€, la société est consolidée à 100% depuis le 1er avril 2020.

Au 31 août 2020, l'affectation des justes valeurs des actifs et des passifs acquis, ainsi que le calcul définitif de l'écart d'acquisition, n'avaient pas été finalisés conformément au délai de 12 mois accordé par IFRS3. Ainsi, l'écart d'acquisition provisoire était positif et s'élevait à 12,8 M€ au 31 août 2020 (et à 13,9 M€ à la date d'acquisition du 1er avril 2020).

Calcul du goodwill définitif d'Adyard Abu Dhabi Llc :

(En K€)	K\$	K€
Goodwill provisoire au 31 août 2020	15 299	12 813
Correction bilan d'ouverture	- 5 194	- 4 346
Goodwill définitif au 31 août 2021	10 105	8 539

La finalisation de l'évaluation des justes valeurs des actifs et des passifs acquis aboutit à un goodwill définitif de 10.1 M\$ au 31 août 2021 soit 8.5 M€ sur la base du taux de conversion euro / USD au 31 août 2021. Au 31 août 2020, l'évaluation des justes valeurs des actifs et passifs acquis s'élevait à 9,7 M€. Ces ajustements concernent principalement les provisions sur risques d'exécution dans le cadre de contrat en cours.

(en milliers d'euros)	Notes	31/08/2020 Publié	Finalisation de l'évaluation des justes valeurs des actifs et passifs acquis	31/08/2020 Corrigé
Capital et primes d'émission	16.2	366 725		366 725
Réserves		350 011	137	350 148
Résultat de l'exercice part du Groupe		83 965		83 965
Intérêts non assortis de contrôle	16.4	18 145		18 145
Capitaux propres		818 845	137	818 982
Autres Fonds Actionnaires	11.2	178 188		178 188
Dettes financières non courantes	11.1	1 168 334		1 168 334
Dettes de loyer non courante	11.1	92 703		92 703
Provisions et avantages sociaux non courants	17	286 484	(4 079)	282 405
Autres passifs non courants	19	58 539		58 539
Passifs d'impôts différés	8	25 297		25 297
Passifs non courants		1 809 545	(4 079)	1 805 466
Dettes financières courantes	11	373 285		373 285
Dettes de loyer courante	11.1	39 225		39 225
Provisions et avantages sociaux courants	17	40 544		40 544
Dettes fournisseurs et autres créditeurs	18	389 607		389 607
Impôts courants	18	17 898		17 898
Autres passifs courants	18	450 292		450 292
Passifs courants		1 310 850	0	1 310 850
TOTAL PASSIF & CAPITAUX PROPRES		3 939 240	(3 942)	3 935 298

NOTE 3 EVOLUTION DE LA COMPOSITION DU GROUPE

3.1 Variations du périmètre de consolidation 2020/2021

L'exercice 2020/2021 a enregistré les variations de périmètre suivantes :

Altrad Kiel Industrial Services Gmbh

Le 1^{er} juillet 2021, le Groupe Altrad a acquis le Groupe Kiel, leader allemand de la tuyauterie et de la maintenance mécanique, né en 1944.

La société est consolidée à 100% dans les comptes du Groupe Altrad à compter du 1^{er} juillet 2021. Le prix d'acquisition des titres s'élève à 4 M€ pour la société Altrad Betriebsvorrichtungen Gmbh et 7,1 M€ pour la société Altrad Kiel Industrial Services Gmbh et a été versé en numéraire lors de l'exercice clos au 31 août 2021. Le protocole d'achat ne prévoit pas de complément de prix. La trésorerie nette disponible de ces deux sociétés à la date d'acquisition est de 25 K€.

L'évaluation de la juste valeur des actifs et passifs identifiables n'a pas abouti à un ajustement du bilan d'ouverture et s'élève à -0,1M€. L'écart d'acquisition correspondant a ainsi été évalué provisoirement au 31 août 2021 à 11,3 M€. Le calcul définitif de l'écart d'acquisition, sera finalisé dans le respect du délai de 12 mois accordé par IFRS3.

La contribution de la société Altrad Kiel Industrial Services Gmbh au chiffre d'affaires et au résultat consolidé part groupe s'élève respectivement, au 31 août 2021, à 26,1 M€, et à -0,6 M€. Elle a contribué sur les 2 derniers mois de l'exercice (1^{er} juillet 2021 au 31 août 2021).

Acquisition des sociétés Actavo Hire & Sales Uk et Actavo Hire & Sales Ireland

Le 5 août 2021, le Groupe Altrad a acquis les sociétés Actavo Hire & Sales Uk et Actavo Hire & Sales Ireland, deux sociétés de location et de vente de matériel, proposant notamment des

solutions d'accès, de terrassement et d'étaillage, et des équipements de terrassement temporaire.

Ces sociétés sont consolidées à 100% dans les comptes du Groupe Altrad à compter du 1er août 2021. Le prix d'acquisition des titres s'élève à 38,8 M€ soit 45,7 M€ et a été versé en numéraire lors de l'exercice clos au 31 août 2021. Le protocole d'achat ne prévoit pas de complément de prix. La trésorerie nette disponible de ces deux sociétés à la date d'acquisition est de 3 M€.

L'évaluation de la juste valeur des actifs et passifs identifiables n'a pas abouti à un ajustement du bilan d'ouverture et s'élève à 27,3 M€ (32,1 M€). L'écart d'acquisition correspondant a ainsi été évalué provisoirement au 31 août 2021 à 11,5 M€ soit 13,6 M€. Le calcul définitif de l'écart d'acquisition, sera finalisé dans le respect du délai de 12 mois accordé par IFRS3.

La contribution de la société Actavo Hire & Sales Uk au chiffre d'affaires et au résultat consolidé part groupe s'élève respectivement, au 31 août 2021, à 4,2 M€, et à 0,6 M€. La contribution de la société Actavo Hire & Sales Ireland au chiffre d'affaires et au résultat consolidé part groupe s'élève respectivement, au 31 août 2021, à 1,5 M€, et à 0,5 M€. Elles ont contribué sur le dernier mois de l'exercice 2021.

Acquisition de la société Senegal Keni Painting

Le 10 juin 2021, le Groupe Altrad a acquis 55% de la société Senegal Keni Painting, prestataire spécialisé dans les revêtements, l'isolation et les échafaudages dans les secteurs industriels onshore et offshore au Sénégal.

La société est consolidée à 100% dans les comptes du Groupe Altrad à compter du 1er juin 2021. Le prix d'acquisition des titres s'élève à 1,4M€ et a été versé en numéraire lors de l'exercice clos au 31 août 2021. Le protocole d'achat prévoit un complément de prix qui a été provisionné au 31 août 2021 pour un montant de 98 K€ et a été payé en novembre 2021. La trésorerie nette disponible de la société à la date d'acquisition est de 0.2 M€.

L'évaluation de la juste valeur des actifs et passifs identifiables n'a pas abouti à un ajustement du bilan d'ouverture et s'élève à 0,4 M€. L'écart d'acquisition correspondant a ainsi été évalué provisoirement au 31 août 2021 à 2,1 M€ et une option d'achat sur intérêts non assortis de contrôle a été comptabilisée en dettes pour 1,1 M€ au 31 août 2021. Le calcul définitif de l'écart d'acquisition, sera finalisé dans le respect du délai de 12 mois accordé par IFRS3.

La contribution de la société Senegal Keni Painting au chiffre d'affaires et au résultat consolidé part groupe s'élève respectivement, au 31 août 2021, à 0,3 M€, et à 0 M€. Elles ont contribué sur le dernier mois de l'exercice 2021. Elle a contribué sur les 3 derniers mois de l'exercice (1^{er} juin 2021 au 31 août 2021).

Créations

En avril 2020, le Groupe Altrad a créé une société en participation (« SEP PZO Solorpec ») afin de répondre à un appel d'offre de prestations globales d'assistance de chantier. Cette société est contrôlée et consolidée à 50% dans les comptes du Groupe Altrad au 31 août 2021.

En septembre 2020, le Groupe a créé la société Altrad Services Pte Ltd à Singapour. Cette société est contrôlée et consolidée à 100% dans les comptes du Groupe Altrad au 31 août 2021.

En novembre 2020, le Groupe a créé une société en participation (« SEP Altrad Services Nord ») afin de répondre à un appel d'offre de prestations globales d'assistance de chantier. Cette société est contrôlée et consolidée à 100% dans les comptes du Groupe Altrad au 31 août 2021.

En décembre 2020, le Groupe a créé la société Altrad Services Suisse. Cette société est contrôlée et consolidée à 100% dans les comptes du Groupe au 31 août 2021.

La société Altrad Employment Services est rentrée dans le périmètre de consolidation au 31.08.2021, elle était dormante et non significative au 31.08.2020.

Cession

Le 1^{er} janvier 2021, la société Altrad Industrial Projects & Maintenance a cédé son activité « Projet » à la valeur nette comptable de 2 M€.

Liquidation

Liquidation des sociétés Socacen, Resa Prezioso Linjebygg, Spectra Scaffolding, Cape Global Manpower Solutions Inc, et T & H Investments & Holding Corporation au cours de l'exercice clos le 31 août 2021.

Fusion

Fusion des sociétés Etais et Soframat Etem dans la société Altrad Investment Authority au 31 août 2021.

Fusion de la société PACA par la société Altrad Coffrage et Etalements au 31 août 2021.

Fusion de la société Hertel Service NV par la société Altrad Services NV au 1^{er} avril 2020.

3.2 Trésorerie nette sur acquisitions

en K€	31 août 2021
Actavo - Prix d'acquisition	45 664
Actavo - Trésorerie d'ouverture	(3 043)
Kiel - Prix d'acquisition	11 157
Kiel - Trésorerie d'ouverture	(25)
SNKP - Prix d'acquisition	1 326
SNKP - Trésorerie d'ouverture	(217)
Autres	130
Trésor.nette /acquisitions & cessions de filiales	54 992

3.3 Rappel des variations de périmètre de l'exercice 2019/2020

L'exercice 2019/2020 a enregistré les variations de périmètre suivantes :

Acquisition de la société Adyard Abu Dhabi LLC

Le 20 avril 2020, le Groupe Altrad a acquis la société Adyard Abu Dhabi Llc un des leaders de la fourniture de services aux industries du secteur de l'énergie aux Emirats Arabes Unis depuis plus de 20 ans.

La société est consolidée à 100% dans les comptes du Groupe Altrad à compter du 1er avril 2020. Le prix d'acquisition des titres s'élève à 27,2 M€. La trésorerie nette disponible de la société à la date d'acquisition est de 13,3 M€.

Le bilan d'ouverture comptabilisé dans le périmètre Altrad a été corrigé de 9,7 M€ (impact cumulé sur la situation nette), afin de tenir compte de l'évaluation à la juste valeur des actifs et passifs, notamment de :

- 9,1M€ de provision sur risques d'exécution dans le cadre de contrat en cours.
- 0,6M€ dans le cadre de la prise en compte du retraitement IFRS16 sur les contrats de location dans la consolidation du Groupe ALTRAD.

L'écart d'acquisition correspondant a été évalué provisoirement au 31 août 2020 à 13,9 M€. Le calcul définitif de l'écart d'acquisition, a été finalisé dans le respect du délai de 12 mois accordé par IFRS3 (voir note 2.4 ci-avant).

La contribution de la société Adyard Abu Dhabi LLC au chiffre d'affaires et au résultat consolidé part groupe s'élève respectivement, au 31 août 2020, à 39,5 M€, et à -1 M€. Elle a contribué sur les 5 derniers mois de l'exercice (1^{er} avril 2020 au 31 août 2020).

Création de la SEP Blayais Golftech

Le 3 septembre 2019, le Groupe Altrad a créé une société en participation (« SEP Blayais Golftech ») afin de répondre à un appel d'offre de prestations globales d'assistance de chantier. Cette société est contrôlée et consolidée à 100% dans les comptes du Groupe Altrad au 31 août 2020.

Exercice de l'option d'achat sur les minoritaires de Prezioso

Au cours de l'exercice 2019/2020 et conformément à l'accord entre les actionnaires convenu lors de l'acquisition du groupe Prezioso, le Groupe ALTRAD a réalisé le rachat de la participation d'un actionnaire minoritaires du groupe Prezioso pour un montant de 0,05M€ et détient au 31 août 2020 91,99 % de celui-ci contre 91.95% à la clôture précédente.

Exercice de l'option d'achat sur les minoritaires de Dessa

Au cours de l'exercice 2019/2020 et conformément à l'accord entre les actionnaires convenu lors de l'acquisition de la société Dessa, le Groupe ALTRAD a réalisé le rachat d'une partie de la participation d'un actionnaire minoritaire de Dessa pour un montant de 1,6 M€ et détient au 31 août 2020, 88% de la société contre 76% à la clôture précédente.

Liquidation

Liquidation des sociétés Altrad Profix BVBA et MWL Apparatebau Gmbh Grimma au cours de l'exercice clos le 31 août 2020.

Fusion

Fusion de la société Hertel Gmbh Dresden dans la société Altrad Industrial Project & Maintenance Gmbh effective au 1er septembre 2019.

NOTE 4 ECARTS D'ACQUISITION

en K€	Brut	Amortissements Dépréciations	Net
Solde au 31/08/2020 (1)	1 345 319	(890)	1 344 428
Variation de périmètre de l'exercice	31 480		31 480
Effets des variations de change	23 892		23 892
Autres	360		360
Solde au 31/08/2021	1 401 051	(890)	1 400 160

(1) Des modifications ont été apportées aux comptes 2020 tels qu'ils avaient été initialement publiés, suite à la finalisation de l'affectation des justes valeurs comptabilisées en application de IFRS 3R dans le cadre de l'acquisition de la société Adyard Abu Dhabi Llc au 1^{er} avril 2020 (cf Note 2.4) et du changement de mode de calcul de la provision indemnité retraite à la suite d'une décision de l'IFRS IC (cf Note 2.1.2).

La variation des écarts d'acquisitions sur l'exercice s'explique par les acquisitions suivantes : la société Actavo Hire & Sales Uk et Actavo Hire & Sales Ireland (+13,6M€) sur le pôle Equipement, la société Altrad Kiel Industrial Services GmbH (+15,5M€) et la société Senegal Keni Painting (2,1m€) sur le pôle Services et les effets des variations de change concernant principalement par l'appréciation de la Livre Sterling (GBP) par rapport à l'Euro.

Les écarts d'acquisition se ventilent comme suit au 31 août 2021 :

en K€	31 août 2021		31 août 2020 (1)	
	Brut	Dépréciation	Net	Net
Pôle Services	1 296 646	-	1 296 646	1 257 335
Pôle Equipement	104 331	(816)	103 515	87 062
Autres	74	(74)	-	33
Total Groupe	1 401 051	(890)	1 400 161	1 344 430

(1) Des modifications ont été apportées aux comptes 2020 tels qu'ils avaient été initialement publiés, suite à la finalisation de l'affectation des justes valeurs comptabilisées en application de IFRS 3R dans le cadre de l'acquisition de la société Adyard Abu Dhabi Llc au 1^{er} avril 2020 (cf Note 2.4) et du changement de mode de calcul de la provision indemnité retraite à la suite d'une décision de l'IFRS IC (cf Note 2.1.2).

Conformément à IAS 36, les écarts d'acquisition ont fait l'objet d'un test de perte de valeur au 31 août 2021 afin de déterminer leurs valeurs recouvrables. Ce test est réalisé selon la méthode des flux nets de trésorerie futurs actualisés, et sur la base du prévisionnel d'exploitation 2021/2022, extrapolé pour les périodes futures des sociétés concernées. Les hypothèses du test de perte de valeur ont été revues au regard de la crise sanitaire mondiale et de son impact sur les résultats du Groupe au cours de l'exercice.

Le test de perte de valeur a été mis en œuvre selon les hypothèses suivantes :

L'appréciation de la valeur d'utilité se fonde sur l'évolution prévisionnelle des flux de trésorerie actualisés des pôles d'activités. Le Groupe considère ses activités regroupées en Pôles comme des segments de reporting, chaque segment correspondant à un regroupement d'UGT. Ainsi deux grands Pôles d'activité se distinguent au sein du Groupe Altrad : Le Pôle Services et le Pôle Equipement. Du fait de la multidisciplinarité métiers et des synergies entre UGT au sein d'un même pôle d'activité, il n'est pas possible de définir de plus petits groupes identifiables d'actifs au sein des pôles d'activité dans le cadre des tests annuel de perte de valeur des écarts d'acquisition. Les écarts d'acquisition sont donc testés annuellement au niveau des Pôles Services et Equipement.

- La méthode prolonge sur six ans le flux de trésorerie du budget de l'année suivante selon un taux de croissance propre à chaque pôle d'activité, puis à l'infini selon un taux normatif de 2%.
- Les prévisionnels d'exploitation 2021/2022 ont été établis sur la base du budget 2021/2022 et ont été extrapolés pour la période 2023/2028 modélisant le retour progressif à un niveau d'activité précédant la crise sanitaire.

Le taux d'actualisation retenu correspond au coût moyen pondéré du capital pour l'exercice 2021/2022. Les taux d'actualisation s'établissent à 10,1 % pour les UGT composant le Pôle Services du Groupe et 8,2 % pour les UGT du Pôle Equipement du Groupe (contre respectivement 10,37% et 9,34% en 2019/2020).

Compte tenu de ces hypothèses, les calculs de test de perte de valeur concluent à un excédent de valeur recouvrable par rapport à la valeur des actifs significatifs pour les deux pôles d'activité. Une hausse du taux d'actualisation de 0,5 points ou une baisse du taux de croissance normatif de 1 point n'entraîneraient pas de dépréciation complémentaire des écarts d'acquisition. Ces résultats sont conformes aux attentes du Groupe qui n'anticipe pas de diminution de valeur significative et définitive à terme du fait de la crise sanitaire actuelle.

Aucune dépréciation des écarts d'acquisition n'a été constatée sur l'exercice.

NOTE 5 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

En K€	31 août 2021			31 août 2020 (1)
	Brut	Dépréciations et amortissements	Net	Net
Immobilisations incorporelles	111 886	(42 664)	69 221	70 310
Terrains	24 391	(4 988)	19 403	19 395
Constructions	99 709	(60 371)	39 338	33 328
Installations techniques, matériels et outillages	1 043 273	(734 560)	308 713	277 651
Autres immobilisations corporelles et en-cours	137 093	(112 578)	24 515	28 773
Immobilisations corporelles	1 304 466	(912 497)	391 970	359 148

(1) Des modifications ont été apportées aux comptes 2020 tels qu'ils avaient été initialement publiés, suite à la finalisation de l'affectation des justes valeurs comptabilisées en application de IFRS 3R dans le cadre de l'acquisition de la société Adyard Abu Dhabi Llc au 1^{er} avril 2020 (cf Note 2.4) et du changement de mode de calcul de la provision indemnité retraite à la suite d'une décision de l'IFRS IC (cf Note 2.1.2).

5.1 Variation des autres immobilisations incorporelles

En K€	Valeur Brute	Dépréciations et amortissements	Valeur Nette
Solde 31 août 2019	98 681	(28 199)	70 482
Impact 1 ^{ère} application norme IFRS16	(426)	0	(426)
Solde 1er septembre 2019	98 255	(28 199)	70 056
Acquisitions	2 533	-	2 533
Cessions, mises au rebut	(188)	-	(188)
Effets de variation de périmètre	1 459	(559)	900
Variation des dépréciations et amortissements		(7 361)	(7 361)
Effets des variations de change	87	213	300
Autres	5 383	(1 313)	4 071
Solde 31 août 2020 (1)	107 530	(37 219)	70 310
Acquisitions	1 418	-	1 418
Cessions, mises au rebut	(843)	807	(35)
Effets de variation de périmètre	4 200	-	4 200
Variation des dépréciations et amortissements		(5 722)	(5 722)
Effets des variations de change	2 303	(527)	1 777
Autres	(2 723)	(3)	(2 725)
Solde 31 août 2021	111 886	(42 664)	69 221

(1) Des modifications ont été apportées aux comptes 2020 tels qu'ils avaient été initialement publiés, suite à la finalisation de l'affectation des justes valeurs comptabilisées en application de IFRS 3R dans le cadre de l'acquisition de la société Adyard Abu Dhabi Llc au 1^{er} avril 2020 (cf Note 2.4) et du changement de mode de calcul de la provision indemnité retraite à la suite d'une décision de l'IFRS IC (cf Note 2.1.2).

hauteur de 60,2 M€, et diverses immobilisations incorporelles pour 0,5 M€.

Les autres immobilisations incorporelles, en valeur nette, sont composées essentiellement des brevets et licences à hauteur de 8,5 M€, des marques commerciales historique du Groupe à

Dans le cadre de la première application de la norme d'IFRS 16, les immobilisations précédemment reconnues au titre des contrats de location financement en application de la norme IAS 17 ont été reclassées en droit d'utilisation (-426K€ en valeur

nette) au 1^{er} septembre 2019 pour les comptes clos au 31 août 2020.

5.2 Tests de perte de valeur sur les actifs incorporels non amortissables

Dans la mesure où les marques du Groupe constituent des immobilisations à durée de vie indéterminée, celles-ci ne sont pas amorties mais font l'objet d'un test de dépréciation annuel systématique et dès lors qu'il existe un indice de perte de valeur. Le test de perte de valeur est effectué annuellement. Les valeurs recouvrables des marques commerciales sont appréciées par référence à des flux de trésorerie futurs actualisés calculés à partir de la méthode des redevances consistant à appliquer au chiffre d'affaires attendu par l'utilisation de la marque, un taux de redevance observé sur le marché pour des marques comparables.

- La méthode prolonge sur six ans le flux de trésorerie du budget de l'année suivante selon un taux de croissance propre à chaque pôle d'activité, puis à l'infini selon un taux normatif de 2%.
- Le taux d'actualisation retenu correspond au coût moyen pondéré du capital pour l'exercice 2020/2021. Les taux d'actualisation s'établissent à 10,1 % pour les UGT composant le Pôle Services du Groupe et 8,2 % pour les UGT du Pôle Equipement du Groupe (contre respectivement 10,37% et 9,34% en 2019/2020).

Les tests de perte de valeur réalisés au 31 août 2021 ont conduit le Groupe à déprécier des marques à hauteur de 1,7 M€ sur l'exercice. Cette dépréciation concerne la marque d'une société française.

Les tests de sensibilité réalisés sur la base d'une hausse du taux d'actualisation de 0,5 points entraîneraient une dépréciation complémentaire à hauteur de 1 M€ et une baisse du taux de croissance in fine de 1 point engendrerait une dépréciation complémentaire de 0,3 M€ des marques.

5.3 Variation des immobilisations corporelles

En K€	Valeur Brute	Dépréciations et amortissements	Valeur Nette
Solde 31 août 2019	1 286 155	(858 370)	427 785
Impact 1ère application norme IFRS16	(74 487)	34 942	(39 544)
Solde 1er septembre 2019	1 211 668	(823 428)	388 241
Acquisitions	87 995		87 995
Cessions, mises au rebut	(88 143)	56 380	(31 764)
Effets de variation de périmètre	47 276	(42 530)	4 746
Variation des dépréciations et amortissements		(82 704)	(82 704)
Effets des variations de change	(24 261)	21 685	(2 576)
Reclassement	18 249	(23 040)	(4 791)
Solde 31 août 2020 (1)	1 252 784	(893 637)	359 148
Acquisitions	104 672		104 672
Cessions, mises au rebut	(113 321)	86 575	(26 746)
Effets de variation de périmètre	54 694	(22 458)	32 237
Variation des dépréciations et amortissements		(76 374)	(76 374)
Effets des variations de change	13 785	(8 703)	5 082
Reclassement	(8 149)	2 099	(6 049)
Solde 31 août 2021	1 304 466	(912 497)	391 970

(1) (Des modifications ont été apportées aux comptes 2020 tels qu'ils avaient été initialement publiés, suite à la finalisation de l'affectation des justes valeurs comptabilisées en application de IFRS 3R dans le cadre de l'acquisition de la société Adyard Abu Dhabi Llc au 1^{er} avril 2020 (cf Note 2.4) et du changement de mode de calcul de la provision indemnité retraite à la suite d'une décision de l'IFRS IC (cf Note 2.1.2).

Dans le cadre de la première application de la norme d'IFRS 16, les immobilisations précédemment reconnues au titre des contrats de location financement en application de la norme IAS 17 ont été reclassées en droit d'utilisation (-39,5M€ en valeur nette) au 31 août 2020.

Les acquisitions d'immobilisations corporelles s'élèvent à 104,7 M€ sur l'exercice clos au 31 août 2021.

Les variations de périmètre de l'exercice clos au 31 août 2021 sont relatives principalement à l'acquisition d'Actavo Hire & Sales (+27.9M€ en valeur nette) et Altrad Kiel Industrial Services GmbH (+4M€ en valeur nette).

Les résultats nets des cessions et sorties d'actifs autres que du parc locatif sont enregistrés dans le poste « autres produits et charges opérationnels non courants ». (Cf. Note 22).

5.4 Répartition géographique des immobilisations corporelles brutes

Valeurs Brutes en K€	Terrains	Bâtiments	Installations Industrielles	Autres Immobilisations Corporelles	Immobilisations en cours	TOTAL
France	9 450	25 974	281 344	13 400	167	330 335
UK	452	18 707	287 465	21 241	1 525	329 390
Middle East	-	12 796	169 913	24 060	296	207 065
Benelux	1 227	2 785	119 450	5 699	98	129 259
Asia	-	4 953	54 845	12 482	107	72 386
Allemagne	5 859	13 666	65 158	17 233	171	102 087
Hollande	-	6 281	4 675	4 308	-	15 264
Pologne	946	5 807	12 038	12 696	263	31 750
Afrique	387	462	19 888	2 940	161	23 838
Norvège	-	-	5 098	17 207	-	22 305
Portugal	4 550	1 698	5 803	567	189	12 808
Espagne	-	10	7 596	989	-	8 595
Caspienne	-	-	-	9	-	9
Autres	1 520	6 567	10 000	1 288	-	19 375
TOTAL	24 391	99 709	1 043 273	134 117	2 976	1 304 466

NOTE 6 DROIT D'UTILISATION

Conformément à l'application de la norme IFRS 16 appliquée à compter du premier septembre 2019, les contrats répondant à la définition d'un contrat de location selon IFRS 16 (contrat conférant le droit de contrôler l'utilisation d'un bien déterminé pour une période déterminée moyennant une contrepartie) génèrent la comptabilisation dans les comptes du Groupe d'un actif au titre du droit d'utilisation de l'actif loué.

Les droits d'utilisation comptabilisés concernent principalement des terrains, constructions et bureaux, des matériels de transports et des équipements, matériel nécessaire à la bonne exécution des opérations.

Décomposition par nature :

En K€	31 août 2021			31 août 2020 (1)
	Brut	Dépréciations et amortissements	Net	Net
Terrains et constructions	129 158	(45 397)	83 761	88 248
Installations techniques, matériels et outillages	16 355	(8 486)	7 869	9 763
Autres immobilisations corporelles et en-cours	70 845	(38 323)	32 523	33 413
Droit d'utilisation	216 359	(92 207)	124 152	131 425

(1) Des modifications ont été apportées aux comptes 2020 tels qu'ils avaient été initialement publiés, suite à la finalisation de l'affectation des justes valeurs comptabilisées en application de IFRS 3R dans le cadre de l'acquisition de la société Adyard Abu Dhabi Llc au 1^{er} avril 2020 (cf Note 2.4) et du changement de mode de calcul de la provision indemnité retraite à la suite d'une décision de l'IFRS IC (cf Note 2.1.2).

Variation des droits d'utilisation sur l'exercice

En K€	Valeur Brute	Dépréciations et amortissements	Valeur Nette
Solde 1er septembre 2019	164 578	(18 280)	146 298
Acquisitions	34 104		34 104
Fin de contrat, diminution	(10 541)	9 390	(1 151)
Effets de variation de périmètre	2 449	-	2 449
Variation des dépréciations et amortissements		(44 309)	(44 309)
Effets des variations de change	(4 973)	1 780	(3 193)
Reclassement	13 959	(16 732)	(2 773)
Solde 31 août 2020 (1)	199 575	(68 151)	131 425
Acquisitions	33 459		33 459
Cessions, mises au rebut	(29 265)	18 263	(11 001)
Effets de variation de périmètre	12 664	(25)	12 639
Variation des dépréciations et amortissements		(44 492)	(44 492)
Effets des variations de change	2 560	(988)	1 571
Reclassement	(3 021)	3 202	181
Autres	388	(16)	372
Solde 31 août 2021	216 359	(92 207)	124 152

(1) Des modifications ont été apportées aux comptes 2020 tels qu'ils avaient été initialement publiés, suite à la finalisation de l'affectation des justes valeurs comptabilisées en application de IFRS 3R dans le cadre de l'acquisition de la société Adyard Abu Dhabi Llc au 1^{er} avril 2020 (cf Note 2.4) et du changement de mode de calcul de la provision indemnité retraite à la suite d'une décision de l'IFRS IC (cf Note 2.1.2).

Au 1^{er} septembre 2019, le solde du droit d'utilisation (146.3M€) correspond au reclassement des immobilisations en location financement précédemment comptabilisées en immobilisations corporelles pour 40M€ et aux contrats de location simple reconnus dans le cadre de la première application de la norme IFRS 16 pour 106.3M€.

Les variations de périmètre de l'exercice clos au 31 août 2021 sont relatives à l'acquisition d'Actavo Hire & Sales (+12.6M€ en valeur nette).

NOTE 7 ACTIFS FINANCIERS, AUTRES ACTIFS NON COURANTS ET TITRES MIS EN EQUIVALENCE

7.1 Actifs financiers et autres actifs non courants

En K€	31 août 2021			31 août 2020 (1)
	Brut	Dépréciation	Net	Net
Dépôts et Cautionnements	4 089	(120)	3 969	3 097
Autres	22 593	(7 875)	14 718	1 493
Titres de participations non consolidés	190		190	395
Total actifs financiers et autres actifs long terme nets	26 872	(7 995)	18 877	4 986

(1) Des modifications ont été apportées aux comptes 2020 tels qu'ils avaient été initialement publiés, suite à la finalisation de l'affectation des justes valeurs comptabilisées en application de IFRS 3R dans le cadre de l'acquisition de la société Adyard Abu Dhabi Llc au 1^{er} avril 2020 (cf Note 2.4) et du changement de mode de calcul de la provision indemnité retraite à la suite d'une décision de l'IFRS IC (cf Note 2.1.2).

Les autres actifs financiers et actifs long terme correspondent à un montant de 3M€ au UK relatif aux placements (IAS19), à 3,6 M€ de créances fiscales, et à une créance sur les projets en cours en Allemagne pour 6,2 M€ dont le dénouement est à plus d'un an.

Les titres de participations non consolidés correspondent à des sociétés qui sont exclues du périmètre de consolidation du fait de leur caractère non significatif.

7.2 Entités mises en équivalence

Les titres mis en équivalence s'élèvent à 211 k€ au 31 août 2021 (contre 200 k€ au 31 août 2020) et correspondent aux sociétés suivantes :

en K€	taux de détention	Contribution aux capitaux propres 31/08/21	Contribution au résultat 31/08/21	Chiffre d'affaires total (100%) au 31/08/21
Ship Support Services Limited, Royaume-Uni	50%	(9)	-	164
Olio Cape Sdn BHD, Malaisie	49%	221	-	-
Prezioso-Emdad, Emirats Arabes Unis	59,77%	(7 520)	(943)	14 276
Total		(7 309)	(943)	14 440

NOTE 8 IMPOTS SUR LE RESULTAT

8.1 Détail de l'impôt comptabilisé en compte de résultat

En K€	31 août 2021	31 août 2020
Impôt courant	(39 580)	(22 441)
Impôt différé	(21 369)	(6 999)
Charge d'impôt	(60 949)	(29 441)

8.2 Situation fiscale

En France, la société « Altrad Investment Authority » est la mère de l'intégration fiscale. Ce régime s'applique à toutes les filiales françaises répondant à tous les critères d'option. Les déficits antérieurs ont été partiellement imputés sur les bénéfices au cours de l'exercice. Par ailleurs, le sous-groupe Prezioso dispose aussi d'une intégration fiscale en France dont la mère est Prezioso Linjebygg Holding. Ce groupe est déficitaire au 31 août 2021.

Les filiales étrangères retiennent des options similaires lorsque les législations locales le permettent (notamment Allemagne, Australie, Pays-Bas et UK).

8.3 Impôts différés

La variation d'impôts différés constatée au compte de résultat provient essentiellement des éléments suivants :

En K€	31 août 2021	31 août 2020
Différences fiscales temporaires	189	(363)
Consommations nettes de reports fiscaux déficitaires	(8 270)	(757)
Autres retraitements de consolidation	(13 288)	(5 880)
(Charge) / Produit d'impôt différé	(21 369)	(7 000)

La ligne « Consommations nettes de reports fiscaux déficitaires » correspond à l'utilisation des déficits principalement pour la France et la ligne « Autres retraitements de consolidation » est lié à la diminution des impôts différés actifs relatifs aux provisions sur l'exercice clos au 31 août 2021.

Les impôts différés constatés au bilan se décomposent comme suit :

En K€	31 août 2021	31/08/2020 (1)
Impôts différés actifs	49 266	64 897
Impôts différés passifs	(24 751)	(25 297)
Impôts différés nets	24 515	39 600

(1) Des modifications ont été apportées aux comptes 2020 tels qu'ils avaient été initialement publiés, suite à la finalisation de l'affectation des justes valeurs comptabilisées en application de IFRS 3R dans le cadre de l'acquisition de la société Adyard Abu Dhabi Llc au 1^{er} avril 2020 (cf Note 2.4) et du changement de mode de calcul de la provision indemnité retraite à la suite d'une décision de l'IFRS IC (cf Note 2.1.2).

Le total des impôts différés par nature au 31 août 2021 s'élève à 24,5 M€, et se décompose comme suit :

En K€	31 août 2021	31/08/2020 (1)
Actifs incorporels	(11 838)	(10 768)
Actifs corporels	3 144	7 308
Retraitement IFRS16	(895)	(992)
Reports fiscaux déficitaires	23 309	34 746
Provisions	7 012	6 835
Provisions pour avantages au personnel	4 541	3 173
Autres retraitements de consolidation	(757)	(702)
Impôts différés nets au bilan	24 515	39 600

(1) Des modifications ont été apportées aux comptes 2020 tels qu'ils avaient été initialement publiés, suite à la finalisation de l'affectation des justes valeurs comptabilisées en application de IFRS 3R dans le cadre de l'acquisition de la société Adyard Abu Dhabi Llc au 1^{er} avril 2020 (cf Note 2.4) et du changement de mode de calcul de la provision indemnité retraite à la suite d'une décision de l'IFRS IC (cf Note 2.1.2).

Les impôts différés actifs sur les reports déficitaires s'élèvent à 23,3 M€ au 31 août 2021 contre 34,7 M€ à la clôture précédente. Les perspectives de bénéfices attendus permettent de reconnaître des impôts différés sur les déficits reportables disponibles en France de 6 M€ principalement chez Prezioso France à horizon 2025, au Royaume Uni pour 16,5 M€ principalement chez Altrad Services UK, et sur les autres entités dans les autres pays européens 1M€.

Les reports déficitaires ont diminué sur l'exercice compte tenu des résultats bénéficiaires principalement sur la France et le Royaume Uni qui ont été imputés sur la période.

Le total des reports déficitaires non activés au 31 août 2021 s'élève à 271 M€, et se décompose comme suit :

En K€	31 août 2021	31 août 2020
Royaume-Uni	79 080	77 385
Allemagne	14 400	16 945
Asie	37 432	34 915
France	99 894	96 149
Moyen Orient - Afrique	23 342	16 212
Autres pays d'Europe et reste du monde	16 802	3 224
Déficits reportables non activés	270 949	244 830

8.4 Réconciliation entre la charge d'impôt théorique et la charge d'impôt réelle

En K€	31 août 2021	31 août 2020
Résultat consolidé avant impôts et activités abandonnées	236 142	116 703
Taux d'impôt en vigueur	25,83%	25,83%
Charge d'impôt théorique	(60 995)	(30 144)
Impact de la différence de taux d'imposition entre les pays	14 962	6 930
Déficits reportables non activés nets	10 669	(15 770)
Différences permanentes	(24 794)	10 166
Divers	(791)	(622)
Charge d'impôt comptabilisée	(60 950)	(29 441)

L'impact de la différence de taux d'imposition entre les pays s'explique par les bénéfices réalisés dans des zones géographiques soumises à un taux d'impôt plus faible qu'en France.

Les déficits reportables non activés nets correspondent à la reconnaissance de déficits reportables antérieurement non activés augmentées des déficits reportables consommés sur la période déjà reconnus.

Les différences permanentes sont essentiellement liées à du résultat non imposable.

NOTE 9 STOCKS

En K€	31 août 2021			31 août 2020 (1)
	Brut	Provision	Net	Net
Stocks de matières premières	53 970	(2 288)	51 683	40 849
Stocks d'encours	32 580	(1 056)	31 525	17 984
Stocks de produits intermédiaires et finis	11 556	(597)	10 959	8 687
Stocks de marchandises	90 418	(2 373)	88 045	65 202
Total Stocks nets	188 525	(6 314)	182 212	132 722

(1) Des modifications ont été apportées aux comptes 2020 tels qu'ils avaient été initialement publiés, suite à la finalisation de l'affectation des justes valeurs comptabilisées en application de IFRS 3R dans le cadre de l'acquisition de la société Adyard Abu Dhabi Llc au 1^{er} avril 2020 (cf Note 2.4) et du changement de mode de calcul de la provision indemnité retraite à la suite d'une décision de l'IFRS IC (cf Note 2.1.2).

La hausse du stock au 31.08.2021 est principalement liée à la gestion du niveau des stocks des sociétés du Groupe afin d'être en mesure de répondre aux clients et aux projets en cours au regard du niveau d'activité.

Provisions pour dépréciation des stocks

En K€	31 août 2020 (1)	Dotations	Reprises	Ecart de conversion	Autres	31 août 2021
Dépréciation Stocks Matières Premières	(2 251)	(225)	132	(49)	105	(2 289)
Dépréciation Stocks d'Encours	(463)	(618)	34	(10)	-	(1 056)
Dépréciation Stocks de Produits Finis	(774)	(45)	77	(9)	155	(598)
Dépréciation Stocks de Marchandises	(1 391)	(655)	119	(11)	(434)	(2 372)
Total Dépréciation sur stocks	(4 878)	(1 543)	361	(80)	(174)	(6 314)

(1) Des modifications ont été apportées aux comptes 2020 tels qu'ils avaient été initialement publiés, suite à la finalisation de l'affectation des justes valeurs comptabilisées en application de IFRS 3R dans le cadre de l'acquisition de la société Adyard Abu Dhabi Llc au 1^{er} avril 2020 (cf Note 2.4) et du changement de mode de calcul de la provision indemnité retraite à la suite d'une décision de l'IFRS IC (cf Note 2.1.2).

NOTE 10 CREANCES CLIENTS ET AUTRES ACTIFS COURANTS

En K€	31 août 2021	31 août 2020 (1)
Clients nets	464 569	389 478
Actifs sur contrat	190 446	172 960
Créance d'impôt exigible	4 017	8 092
Autres actifs courants	86 157	66 292
Paievements d'avance	19 169	15 279
Total créances clients et autres actifs courants	764 358	652 102
<i>Dont Provisions pour créances douteuses et risque de non recouvrement</i>	<i>(49 096)</i>	<i>(48 210)</i>
<i>Dont Provisions sur autres actifs</i>	<i>(12 671)</i>	<i>(8 233)</i>

(1) Des modifications ont été apportées aux comptes 2020 tels qu'ils avaient été initialement publiés, suite à la finalisation de l'affectation des justes valeurs comptabilisées en application de IFRS 3R dans le cadre de l'acquisition de la société Adyard Abu Dhabi Llc au 1^{er} avril 2020 (cf Note 2.4) et du changement de mode de calcul de la provision indemnité retraite à la suite d'une décision de l'IFRS IC (cf Note 2.1.2).

Conformément à la norme IFRS 15, les actifs sur contrat correspondent au droit du Groupe d'obtenir une contrepartie en échange de biens ou de services qu'elle a fourni à un client quand ce droit est conditionné à un autre élément que l'écoulement du temps (par exemple l'exécution d'une autre obligation de performance).

La rubrique autres débiteurs nets comprend notamment, pour les montants les plus significatifs, les créances fiscales (autres que les créances d'impôts exigibles) pour 27 M€, les autres créances pour 25,1 M€ et les charges constatées d'avances pour 28,1 M€.

Les créances commerciales au 31 août 2021 sont détaillées par échéance dans le tableau ci-dessous :

En K€	31 août 2021			31/08/2020 (1)
	Montant brut	Pertes de valeur	Montant net	Montant net
Créances commerciales non échues	288 765	(3 419)	285 346	257 384
échues	-	-		
- depuis moins de 3 mois	110 635	(5 483)	105 152	78 062
- entre 3 mois et 6 mois	37 703	(4 364)	33 339	26 011
- depuis plus de 6 mois	76 562	(35 829)	40 733	28 022
Créances commerciales échues	224 900	(45 676)	179 223	132 095
Total créances clients et comptes rattachées	513 665	(49 096)	464 569	389 478

(1) Des modifications ont été apportées aux comptes 2020 tels qu'ils avaient été initialement publiés, suite à la finalisation de l'affectation des justes valeurs comptabilisées en application de IFRS 3R dans le cadre de l'acquisition de la société Adyard Abu Dhabi Llc au 1^{er} avril 2020 (cf Note 2.4) et du changement de mode de calcul de la provision indemnité retraite à la suite d'une décision de l'IFRS IC (cf Note 2.1.2).

Variation de la provision sur créances clients

En K€	31 août 2021	31 août 2020 (1)
Provision sur créances clients N-1	(48 210)	(39 371)
Dotation nette	(2 571)	(15 287)
Reprise utilisée	2 788	3 119
Variation de périmètre	(1 101)	(439)
Ecart de conversion	(0)	3 767
Autres mouvements	-	-
Provision sur créances clients N	(49 096)	(48 210)

(1) Des modifications ont été apportées aux comptes 2020 tels qu'ils avaient été initialement publiés, suite à la finalisation de l'affectation des justes valeurs comptabilisées en application de IFRS 3R dans le cadre de l'acquisition de la société Adyard Abu Dhabi Llc au 1^{er} avril 2020 (cf Note 2.4) et du changement de mode de calcul de la provision indemnité retraite à la suite d'une décision de l'IFRS IC (cf Note 2.1.2).

NOTE 11 TRESORERIE ET ENDETTEMENT NET

11.1 Détail de l'endettement net

En K€	31 août 2021	Répartition par échéance					31 août 2020 (1)
		- 1 an	31 août 2023	31 août 2024	31 août 2025	31 août 2026	
Emprunts Obligataires (1)	(150 000)	(150 000)					(250 000)
Crédits Syndiqués (2)	(854 625)	(284 625)	(370 000)	(200 000)			(1 103 083)
Prêt Garanti par l'Etat (PGE) (3)	(159 500)	(19 140)	(19 140)	(19 140)	(19 140)	(82 940)	(159 500)
Autres emprunts	(254 174)	(1 957)	(250 788)	(714)	(714)		(6 789)
Frais d'émission d'emprunts	4 467	2 035	1 665	631	90	45	5 034
Emprunts	(1 413 832)	(453 687)	(638 263)	(219 223)	(19 764)	(82 895)	(1 514 338)
Dettes de loyers (4)	(125 002)	(34 982)	(22 754)	(15 807)	(12 028)	(39 431)	(131 928)
Autres dettes financières (5)	(10 348)	(6 482)	(3 865)				(13 493)
Dettes financières	(1 549 182)	(495 151)	(664 881)	(235 030)	(31 792)	(122 326)	(1 659 758)
Equivalent de trésorerie	101 290	101 290					127 549
Disponibilités	987 017	987 017					997 633
Trésorerie affectée	44 133	44 133					47 355
Trésorerie	1 132 439	1 132 439					1 172 537
Concours bancaires	(6 904)	(6 904)					(13 789)
Trésorerie nette (6)	1 125 535	1 125 535					1 158 748
Endettement net	(423 647)	630 384	(664 881)	(235 030)	(31 792)	(122 326)	(501 010)

*Des modifications ont été apportées aux comptes 2020 tels qu'ils avaient été initialement publiés, suite à la finalisation de l'affectation des justes valeurs comptabilisées en application de IFRS 3R dans le cadre de l'acquisition de la société Adyard Abu Dhabi Llc au 1^{er} avril 2020 (cf Note 2.4) et du changement de mode de calcul de la provision indemnité retraite à la suite d'une décision de l'IFRS IC (cf Note 2.1.2).

(1) Emprunts Obligataires

En novembre 2013, le Groupe a émis un emprunt obligataire Euro-PP non convertible admis aux négociations sur le marché réglementaire Euronext, ayant permis de lever des fonds à hauteur de 100 M€, avec un échéancier in fine à 7 ans. Il est indexé au taux fixe de 4,4%, avec un coupon remboursable annuellement. Il a été remboursé à l'échéance prévue, soit le 12 novembre 2020.

Le 5 mai 2015, le Groupe a émis un emprunt obligataire non convertible admis aux négociations sur le Marché Libre d'Euronext, ayant permis de lever des fonds à hauteur de 150 M€, avec un remboursement in fine à 7 ans. Il est indexé au taux fixe de 3,3%, avec un coupon remboursable annuellement.

Les emprunts obligataires sont libellés en euros.

(2) Crédits syndiqués

Les crédits bancaires sont souscrits en euros et les principaux contrats sont à taux variables indexés sur l'Euribor 3 mois.

Les crédits syndiqués sont les suivants :

Tranche	Montant (M€)	Objet	Commentaires	Durée (ans)	Montant restant dû au 31/08/2021 (M€)	Montant restant dû au 31/08/2020 (M€)
Crédit syndiqué de mars 2015 de 500 M€						
A	115	Refinancer TA crédit 2012		6	62	67
B	220	(Re)financer les invts corporels ou incorporels et les opérations de croissance externe éligible	Tirage par tranches	6	57	86
C	50	Financer les besoins généraux du Groupe (BFR)		6	-	50
D	115	Pour le compte de l'emprunteur, de ses filiales et en cas d'acquisition Hertel	Ligne résiliée le 18 décembre 2018 et remplacée par une ligne de garantie de 150 M€	N/A	N/A	N/A
TOTAL	500				119	203
Crédit syndiqué de mars 2016 de 500 M€						
	500	Financer l'acquisition du Groupe Prezioso	Les dates de remboursement sont : le 14 mars 2022 : 125 M€ le 14 mars 2023 : 250 M€	7	375	500
TOTAL	500				375	500
Crédit syndiqué de juillet 2017 de 400 M€						
	400	Financer l'acquisition du Groupe Cape	Les dates de remboursement sont : le 6 juillet 2022 : 40 M€ le 6 juillet 2023 : 120 M€ le 6 juillet 2024 : 200 M€	6,5	360	400
TOTAL	400				360	400
TOTAL CREDIT SYNDIQUES	1 400				854	1 103

Les crédits syndiqués sont libellés en euros.

Certains emprunts bancaires souscrits et notamment les contrats détaillés ci-dessus, comportent des clauses imposant le respect d'un ratio financier. Ce covenant bancaire porte sur l'endettement net du Groupe. Le non-respect du ratio fixé donne aux prêteurs concernés la faculté d'exiger le remboursement anticipé de leurs concours. Le ratio Dette financière nette / EBE doit être inférieur à 3. Le Groupe respecte ce ratio au 31 août 2021.

(3) Prêt Garanti par l'Etat (PGE)

Le Groupe a obtenu un prêt Garanti par l'Etat (PGE) le 20 mai 2020, ayant permis de lever des fonds à hauteur de 159,5 M€. Le PGE est classé en passif non courant. Le Groupe a choisi l'option de remboursement comme suit : 12% du capital pendant 5 ans à compter de l'exercice 2021/2022 et le solde de 40% la sixième année.

(4) Dette de loyers

Conformément à IFRS16, les contrats répondant à la définition d'un contrat de location selon IFRS 16 (contrat conférant le droit de contrôler l'utilisation d'un bien déterminé pour une période déterminée moyennant une contrepartie) génèrent la comptabilisation chez le preneur d'un passif locatif (dette de loyer) au titre de la valeur actuelle des engagements portant sur le paiement des loyers futurs.

Variation de la dette de loyer sur la période

En K€	Dette de loyer court terme	Dette de loyer long terme	Total
Solde 31 août 2019 (Dette au titre d'IAS 17)	(14 681)	(20 856)	(35 537)
1ère application norme IFRS16	(25 154)	(79 243)	(104 398)
Solde 1er septembre 2019	(39 835)	(100 098)	(139 933)
Augmentation sans impact de trésorerie	(10 607)	(26 311)	(36 918)
Remboursement	42 236	2 298	44 534
Effets de variation de périmètre	(301)	(1 695)	(1 997)
Effets des variations de change	768	1 323	2 092
Reclassement	(31 486)	31 781	295
Solde 31 août 2020 *	(39 225)	(92 703)	(131 928)
Augmentation sans impact de trésorerie	(7 075)	(26 077)	(33 153)
Remboursement	35 500	19 136	54 636
Effets de variation de périmètre	(2 304)	(10 525)	(12 829)
Effets des variations de change	(588)	(1 022)	(1 610)
Reclassement	(21 121)	21 618	498
Autres	(168)	(447)	(616)
Solde 31 août 2021	(34 982)	(90 020)	(125 002)

**Des modifications ont été apportées aux comptes 2020 tels qu'ils avaient été initialement publiés, suite à la finalisation de l'affectation des justes valeurs comptabilisées en application de IFRS 3R dans le cadre de l'acquisition de la société Adyard Abu Dhabi Llc au 1^{er} avril 2020 (cf Note 2.4) et du changement de mode de calcul de la provision indemnité retraite à la suite d'une décision de l'IFRS IC (cf Note 2.1.2).*

Le montant présenté en dette de loyers au 31 août 2019 correspond au passif comptabilisé à cette date au titre de l'application de la norme IAS 17 (avant adoption de la norme IFRS 16 à compter du 1^{er} septembre 2019).

(5) Autres dettes financières

Les autres dettes financières comprennent principalement les intérêts courus non échus sur les emprunts syndiqués et les emprunts obligataires pour 5,6 M€.

(6) Trésorerie nette

Les équivalents de trésorerie sont constitués essentiellement de DAT (Dépôts à Terme) rémunérés à taux fixes ou progressifs en fonction des durées de placements.

La trésorerie affectée courante s'élève à 44,1 M€ et concerne principalement la trésorerie allouée à la provision pour maladies professionnelles au Royaume-Uni (voir Note 2.3) dans le cadre d'un « Scheme of Arrangement » (accord juridique dédié à la gestion des risques relatifs aux maladies professionnelles), pour 42,6 M€ et dont les fonds sont disponibles uniquement à cet usage. Au 31/08/2020 elle s'élevait à 47,4 M€ en part courante.

Au 31 août 2021, la trésorerie nette des concours bancaires courants s'élève à 1 125,5 M€ à la clôture contre 1 158,7 M€ à l'ouverture. Pour les besoins du tableau de flux de trésorerie, le montant de la trésorerie nette exclut la trésorerie affectée pour 44,1 M€ et s'élève donc à 1 081,4 M€ à la clôture contre 1 111 M€ à l'ouverture.

Les devises angolaises liquides et disponibles au sein du pays, et qui sont soumises à des restrictions du fait du contrôle des changes applicable en Angola représentent 8M€ (présentée en disponibilités).

11.2 Autres fonds actionnaires

en K€	Autres fonds actionnaires	31 août 2021	31 août 2020 (1)
	ORA y compris intérêts	98 628	93 075
	OBSA	70 000	70 000
	Dette envers l'actionnaire NYX AG Partners	11 275	11 856
	Plans d'attribution d'actions gratuites	5 905	3 255
	Total	185 808	178 188

(1) *Des modifications ont été apportées aux comptes 2020 tels qu'ils avaient été initialement publiés, suite à la finalisation de l'affectation des justes valeurs comptabilisées en application de IFRS 3R dans le cadre de l'acquisition de la société Adyard Abu Dhabi Llc au 1^{er} avril 2020 (cf Note 2.4) et du changement de mode de calcul de la provision indemnité retraite à la suite d'une décision de l'IFRS IC (cf Note 2.1.2).*

OBSA et ORA émis sur l'exercice 2015/2016 :

Le 29 août 2016, le Groupe a émis auprès de ses associés minoritaires un emprunt obligataire subordonné d'un montant nominal de 20M€ par l'émission de 32 849 obligations à bons de souscription d'actions ordinaires (« OBSA ») d'une valeur nominale unitaire de 608.85 euros, venant à échéance le 30 août 2024 et portant intérêts au taux de 6% payables annuellement. Chaque obligation est attachée à un bon de souscription d'actions (« BSA »). L'emprunt obligataire est remboursable à échéance en espèces le 30 août 2024, sauf survenance de certains cas de remboursement anticipé prévus au contrat. La société n'a aucune possibilité de choisir d'anticiper le remboursement. A chaque Obligation est attaché un BSA. Chaque BSA donne droit au titulaire de souscrire une action ordinaire nouvelle au prix unitaire de 608.85€. Les BSA seront exerçables pendant 18 mois à compter du 27 février 2023 à l'initiative du détenteur des BSA.

Le 29 août 2016, le Groupe a émis auprès de ses associés minoritaires un emprunt obligataire subordonné d'un montant nominal de 19.9M€ par l'émission de 40 422 obligations remboursable en actions ordinaires (« ORA ») d'une valeur nominale unitaire de 494.78 euros, venant à échéance le 30 août 2024, dont les intérêts seront entièrement capitalisés et payables en espèces à date d'échéance finale. La parité de remboursement en actions est fixe à raison de 1 ORA pour 1 action à échéance. En cas de survenance de certains cas prévus au contrat, les obligataires pourraient demander le remboursement total ou partiel en espèces. L'emprunt obligataire est remboursable en actions à échéance le 30 août 2024, sauf survenance de certains cas de remboursement en actions anticipé prévus au contrat. La société n'a aucune possibilité de choisir de rembourser en espèces ni de décider un remboursement anticipé.

OBSA et ORA émis sur l'exercice 2014/2015

Le 12 juin 2015, le Groupe a émis auprès de ses associés minoritaires un emprunt obligataire subordonné d'un montant nominal de 50M€ par l'émission de 105 506 obligations à bons de souscription d'actions ordinaires (« OBSA ») d'une valeur nominale unitaire de 473,91 euros, venant à échéance le 6 août 2024 et portant intérêts au taux de 6% payables annuellement. Chaque obligation est attachée à un bon de souscription d'actions (« BSA »). L'emprunt obligataire est remboursable à échéance en espèces le 6 août 2024, sauf survenance de

certain cas de remboursement anticipé prévus au contrat. La société n'a aucune possibilité de choisir d'anticiper le remboursement. A chaque Obligation est attaché un BSA. Chaque BSA donne droit au titulaire de souscrire une action ordinaire nouvelle au prix unitaire de 473,91€. Les BSA seront exerçables pendant 18 mois à compter du 12 décembre 2021 à l'initiative du détenteur des BSA.

Le 12 juin 2015, le Groupe a émis auprès de ses associés minoritaires un emprunt obligataire subordonné d'un montant nominal de 50M€ par l'émission de 156 583 obligations remboursable en actions ordinaires (« ORA ») d'une valeur nominale unitaire de 319.32 euros, venant à échéance le 6 août 2024, dont les intérêts seront entièrement capitalisés et payables en espèces à date d'échéance finale. La parité de remboursement en actions est fixe à raison de 1 ORA pour 1 action à échéance. En cas de survenance de certains cas prévus au contrat, les obligataires pourraient demander le remboursement total ou partiel en espèces. L'emprunt obligataire est remboursable en actions à échéance le 6 août 2024, sauf survenance de certains cas de remboursement en actions anticipé prévus au contrat. La société n'a aucune possibilité de choisir de rembourser en espèces ni de décider un remboursement anticipé.

Le paiement de toutes les sommes dues au titre des Obligations OBSA 2015, les ORA 2015, les Obligations OBSA 2016 et les ORA 2016 est subordonné au remboursement des Crédits Syndiqués 2015 (500M€), 2016 (500M€) et 2017 (400M€) ainsi qu'aux Dettes Placement Privé Senior (Emprunt obligataire Euro-PP 2013 - montant 100M€ et Emprunt obligataire 2015- montant 150M€).

Dette envers l'actionnaire NYX AG Partners (Société Managers Altrad)

Trois augmentations de capital en numéraire de la société mère Altrad Investment Authority en dates du 16 août 2018, 26 juillet 2019 et du 30 août 2019 sont intervenues pour un montant total de 1.329 K€ assorties d'une prime d'émission de 10,8 M€ par émission d'un total de 13 286 actions ordinaires nouvelles, et ont été réservées à la société NYX AG Partners (société managers Altrad).

Une promesse réciproque d'achat et de vente - liquidité a été prise par Altrad Investment Authority et les associés de la société NYX AG Partners: Altrad Investment Authority s'engage à acquérir (promesse d'achat) à chaque demande d'associé NYX (entre le 1er juillet 2022 et le 30 septembre 2022), et chaque associé NYX s'engage à vendre si Altrad Investment Authority le demande (promesse de vente) (entre le 1er octobre 2022 et le 31 décembre 2022,) la totalité des titres NYX qu'il détient. Le prix de rachat est égal à la valeur vénale calculée à la date de notification de la demande d'exercice de la promesse, selon une formule définie dès l'origine.

De plus, les associés NYX ont signé une promesse de vente en cas de cessation de fonction : en cas de cessation de leur fonction intervenant entre le 03/08/2018 et le 01/07/2022, les associés de NYX s'engagent à céder à Altrad Investment Authority (promesse de vente) si celle-ci le souhaite et dans un délai de 6 mois, les actions NYX qu'ils détiennent. En cas de départ volontaire (ie. démission, rupture du contrat de prestation de services à l'initiative de l'associé, départ à la retraite non agréé par le Président) ou de licenciement pour corruption ou escroquerie suivie d'une condamnation par une juridiction, le prix de rachat sera égal au prix de souscription

initial des titres NYX qu'avait payé l'associé. Dans tous les autres cas de cessation de fonction (autres licenciements, transaction, décès, invalidité, révocation, ...), le prix de rachat égal à la valeur vénale calculée à la date de cessation des fonctions.

Lors de l'exercice de ces clauses, Altrad Investment Authority se retrouverait ainsi titulaire d'actions NYX, et donc indirectement titulaire de ses propres actions. La clause de liquidité s'assimile donc en substance à un engagement de rachat d'actions propres. Les augmentations de capital souscrites par NYX ont donc été reclassées dès la souscription en dettes Autres fonds actionnaires), en contrepartie d'une diminution des réserves part groupe, pour un montant total de 12.2 M€.

De plus, du fait de la présence de la clause de cessation de fonction décrite ci-dessus, le bénéfice à l'accroissement de valeur des actions NYX est conditionné à la présence des associés jusqu'au 1^{er} Juillet 2022. Une charge de personnel au titre des paiements en actions (IFRS 2) a donc été évaluée et comptabilisée, correspondante à l'accroissement de valeur associée à la détention des actions (différence entre valeur vénale et prix de souscription des actions NYX). La reconnaissance de la charge IFRS 2 (charge de personnel) au titre de ces plans est étalée sur la période de d'acquisition du fait d'une condition de présence. Le Groupe a donc comptabilisé une charge de personnel de 0.4 M€ sur l'exercice clos le 31 août 2019 en contrepartie d'une dette en Autres fonds actionnaires.

Il sera procédé à une réévaluation de la dette à la juste valeur à chaque clôture. Sur l'exercice clos au 31 août 2021, le Groupe a comptabilisé une charge de 0.1 M€ lié à l'évolution de la valeur vénale des actions et aux variations d'effectifs.

Compte tenu des engagements de rachat évoqués ci-dessus, et du fait que la société NYX n'a pour seul objet social que la détention d'actions AIA, et que le président de NYX est de droit le DG d'AIA, la Société NYX AG Partner a été intégrée par intégration globale dans le périmètre de consolidation à compter du 31/08/2019.

Plan d'attribution d'actions gratuites « cash-settled »

Le Président de la société Altrad Investment Authority a décidé le 12 septembre 2018 et le 5 décembre 2019 d'attribuer gratuitement, au profit de certains mandataires sociaux clés de la Société et de certains cadres clés du Groupe, un plan d'actions gratuites. Un engagement de liquidité à partir du 30 septembre 2022 a été pris par Altrad Investment Authority, cela induit la comptabilisation d'une dette en Autres fonds actionnaires de 5,9 M€ sur l'exercice clos le 31 août 2021 et d'une charge de personnel de 2,7 M€ sur l'exercice.

Voir détails en Note 16.3.

11.3 Actifs et passifs financiers par catégorie

L'évaluation et la comptabilisation des actifs et passifs financiers sont définies par la norme IFRS 9. La juste valeur correspond au prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale.

La juste valeur est déterminée, soit :

- En fonction des prix cotés sur un marché actif (niveau 1) ;
- A partir de techniques de valorisation interne faisant appel à des méthodes de calcul mathématiques usuelles intégrant des données observables sur les marchés (cours à terme, courbes de taux...), les valorisations issues de ces modèles sont ajustées afin de tenir compte d'une évolution raisonnable du risque de crédit du Groupe ou de la contrepartie (niveau 2) ;
- A partir de techniques de valorisation interne intégrant des paramètres estimés par le Groupe en l'absence de données observables (niveaux 3).

Les tableaux ci-dessous présentent la valeur nette comptable et la juste valeur des actifs et passifs financiers du Groupe, regroupés selon les catégories définies par la norme IFRS 9 au 31 août 2021 (en milliers d'euros) :

Actifs au 31 août 2021	Catégories d'actifs financiers à la juste valeur			Total	Mode de détermination de la juste valeur		
	Actifs à la juste valeur par résultat	Actifs à la juste valeur par réserves	Actifs financiers au coût amorti		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Titres de participation non consolidés	190			190		190	
Dépôts et cautions versés			3 969	3 969		3 969	
Autres actifs non courants			14 718	14 718		14 718	
Créances clients net			464 569	464 569		464 569	
Autres actifs courants			280 620	280 620		280 620	
Trésorerie, trésorerie affectée et équivalents de trésorerie	1 132 439			1 132 439	1 132 439		
Total	1 132 629		763 876	1 896 505	1 132 439	764 066	

Passifs au 31 août 2021	Catégories de passifs financiers à la juste valeur			Total	Mode de détermination de la juste valeur		
	Passifs à la juste valeur par résultat	Passifs à la juste valeur par réserves	Passifs financiers évalués au coût amorti		Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Autres fonds actionnaires	17 180		168 628	185 808		168 628	17 180
Dettes financières et dettes de loyers			1 556 086	1 556 086	6 904	1 549 181	
Autres passifs non courants			41 379	41 379		41 379	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés			591 494	591 494		591 494	
Dettes de put option		25 181		25 181		25 181	
Instruments dérivés passifs	528			528	528		
Autres passifs et impôts courants			400 770	400 770		400 770	
Total	17 708	25 181	2 758 357	2 801 246	7 432	2 776 634	17 180

Les justes valeurs des créances clients, des dettes fournisseurs courantes, de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des dépôts et cautions versés, et dettes financières courantes ayant une échéance inférieure à un an sont considérées comme une bonne approximation de leur valeur comptable.

NOTE 12 ENGAGEMENTS HORS BILAN

12.1 Engagements financiers

en K€	31 août 2021	31 août 2020
Cautions en garanties de tiers	213 827	163 314
Nantissements fonds de commerce, matériel, actions	-	-
Hypothèques immeubles	-	-
Autres engagements (1)	25 567	33 867
Engagements donnés	239 394	197 181
Garanties de marchés	-	-
Cautions reçues (2)	431 879	375 604
Engagements reçus	431 879	375 604

(1) Les autres engagements donnés concernent des engagements de partenariats, incluant une partie variable pour un montant de 8.4 M€.

(2) Les cautions reçues sont des lignes disponibles souscrites auprès d'établissements financiers dont 150M€ sur une ligne syndiquée et 225M€ sur d'autres lignes négociées en bilatéral.

12.2 Ventes avec clause de réserve de propriété

Les conditions générales et spéciales de ventes garantissent à certaines sociétés du Groupe la propriété des biens vendus

jusqu'au paiement intégral des sommes qui leur sont dues. Par conséquent, certaines des créances figurant au poste clients et résultant de la vente de produits fabriqués et de marchandises sont assorties de cette clause.

NOTE 13 INSTRUMENTS FINANCIERS DERIVES

Au cours de l'exercice, Altrad Asia a utilisé des instruments financiers dérivés afin de se protéger des risques de change auxquels l'expose son activité. Les instruments de change mises en place par le Groupe concernaient des transactions futures hautement probables et identifiées. La juste valeur totale de ces

instruments financiers s'élève à -528 K€ au 31 août 2021 et est présentée dans les autres passifs courants.

Cet instrument ne fait l'objet d'une comptabilité de couverture dans les comptes du Groupe.

NOTE 14 ACTIFS DESTINES A ETRE CEDES

en K€	31 août 2021	31 août 2020 (1)
Actifs destinés à être cédés	2 378	2 378
Total	2 378	2 378

(1) Des modifications ont été apportées aux comptes 2020 tels qu'ils avaient été initialement publiés, suite à la finalisation de l'affectation des justes valeurs comptabilisées en application de IFRS 3R dans le cadre de l'acquisition de la société Adyard Abu Dhabi Llc au 1er avril 2020 (cf Note 2.4) et du changement de mode de calcul de la provision indemnité retraite à la suite d'une décision de l'IFRS IC (cf Note 2.1.2).

Au 31 août 2021, les actifs destinés à être cédés s'élèvent à 2,4M€, il s'agit principalement d'un atelier détenu par Adyard Abu Dhabi Llc à Fujairah pour 2.3 M€ dont la vente a été réalisée au 1er janvier 2022 pour 2.3 M€.

NOTE 15 DESCRIPTION DES PRINCIPAUX RISQUES

Compte tenu de la nature de ses activités, du contexte macro-économique dans lequel il opère et de son importante empreinte internationale, le Groupe est déterminé à gérer avec succès les risques existants et émergents auxquels il doit faire face. C'est une condition préalable pour assurer le développement durable à long terme de nos activités et de nos objectifs stratégiques. La gestion des risques implique l'acceptation d'un degré raisonnable de risque, auquel aucune entreprise n'échappe, dans un cadre de gouvernance qui gère les risques pour en réduire l'impact potentiel.

Le système de gestion des risques du Groupe est régulièrement révisé, au fur et à mesure de sa maturation et de son imbrication toujours plus intrinsèque à toutes les activités de l'organisation. Les principaux risques opérationnels sont contrôlés au moyen de notre structure organisationnelle matricielle, qui intègre plusieurs niveaux d'inspection et de prise en charge. Avec la structure opérationnelle allégée du Groupe, nos lignes de communication ouvertes et nos interactions transversales au quotidien, le flux des informations pertinentes est évalué tout au long de l'année, afin de tenir compte de l'évolution des risques et des plans de correction.

Si le groupe dispose d'un cadre global de gouvernance des risques, nos filiales opérationnelles implémentent également leurs propres plans de gestion des risques. Cette duplication permet de mettre en œuvre une approche globale à l'échelle du Groupe, tout en prenant des mesures localisées, spécifiques à un pays ou à un marché.

Le cadre de gouvernance des risques du Groupe est déterminé par son Comité exécutif. C'est à lui que revient la responsabilité globale de la gestion des risques et c'est lui qui établit l'approche du Groupe en matière de risques, à l'inclusion du calibrage du risque acceptable (Risk Appetite). Il dirige la méthodologie de prise en charge, de surveillance et d'atténuation des risques, tout en ayant la responsabilité du contrôle de l'efficacité du système de gestion des risques du Groupe. Le Comité exécutif bénéficie de l'apport de son propre service d'audit interne, du service de Contrôle du Groupe et de l'équipe de Trésorerie du Groupe. Son objectif est de s'assurer que le niveau de risque acceptable du Groupe, pondéré par ses objectifs stratégiques et à long terme, est établi à un niveau approprié. Le Comité exécutif a pleine connaissance de l'historique du Groupe et de l'approche prudente adoptée par le Conseil d'administration et les actionnaires. Il met ainsi en pratique une politique de prudence en matière de gestion des risques, notamment dans les domaines identifiés comme étant à haut risque, et plus particulièrement : les risques liés à la réputation et à l'éthique ; la diversification géographique et sectorielle des clients ; la gestion de la trésorerie et la prudence en matière de ratios d'endettement. Des responsables des risques sont désignés au sein de l'organisation, et des structures de réduction des risques et d'assurance sont mises en place lorsque la direction estime que des mesures supplémentaires sont nécessaires pour une gestion adéquate des risques.

Le tableau ci-après identifie les principaux risques que le Groupe doit prendre en compte, en indiquant les mesures d'atténuation et d'assurance à engager.

Type de risque	Description	Mesures d'atténuation et d'assurance
Concurrence	<ul style="list-style-type: none"> Concurrence intense sur les marchés des équipements et services, s'intensifiant en période de ralentissement économique. Réduction des marges. Perte de contrats et de parts de marché. 	<ul style="list-style-type: none"> Orientation stratégique sur les contrats récurrents à long terme. Faire évoluer l'offre de services pluridisciplinaire, innover sur les produits, afin de se différencier. Renforcer le contrôle des dépenses afin de faire profiter les clients des économies réalisées.
Responsabilité sociale des entreprises	<ul style="list-style-type: none"> Importance croissante de la RSE dans les appels d'offres et sur les marchés financiers. Atteintes à la réputation. 	<ul style="list-style-type: none"> Mise en avant de la raison d'être du groupe : construire un monde durable. Développement en continu d'une stratégie RSE et importance de la citoyenneté d'entreprise.
Crédit	<ul style="list-style-type: none"> Risque de contrepartie lié aux activités commerciales, notamment dans les économies émergentes ou au cours de ralentissements économiques. 	<ul style="list-style-type: none"> Autorisation préalable requise pour ouvertures de comptes clients. Surveillance des ratings clients. Suivi rigoureux des impayés, avec gestion proactive des débiteurs.
Concentration des clients	<ul style="list-style-type: none"> Dépendance à un petit nombre de clients impliquant un impact élevé en cas de perte d'un client important. 	<ul style="list-style-type: none"> Stratégie de diversification de la clientèle, des secteurs d'activité et des zones géographiques. Programmes de gestion des comptes clés destinés à entretenir la solidité et la profondeur des relations. Majorité de relations à long terme avec contrats à long terme. Positionnement comme fournisseur de premier rang pour les principaux clients.
Éthique	<ul style="list-style-type: none"> Risque de corruption et de comportements contraires à l'éthique et aux règles de concurrence. Risque d'esclavage moderne au sein de nos équipes ou chez nos fournisseurs. Sanctions pénales et financières, atteinte à la notoriété. 	<ul style="list-style-type: none"> Examen exhaustif du cadre de référence du Groupe en matière d'intégrité et d'éthique opérationnelle. Cartographie des risques, formation et audit des procédures et de la culture de conformité. Audits ciblés sur l'esclavage moderne et la lutte contre la corruption. Définition des indicateurs clés de performance (KPI) dans le cadre des examens annuels des performances.
Croissance externe	<ul style="list-style-type: none"> Les plans stratégiques de croissance du groupe exigent une rentabilité soutenue et la stabilité des taux d'endettement. Paradoxe de la croissance : la croissance est une nécessité mais comporte des risques d'intégration et des risques opérationnels. 	<ul style="list-style-type: none"> Maintien par le Groupe d'un taux d'endettement hors impact IFRS16 net / EBITDA inférieur à 1.2. Le Groupe a développé une expertise en matière d'acquisition d'entités via : <ul style="list-style-type: none"> La génération de synergies pour atteindre les objectifs et libérer de la trésorerie, tout en respectant la culture des entreprises acquises. L'intégration des managers du Groupe à la réussite des acquisitions et au développement durable du Groupe.
Santé, sécurité et environnement	<ul style="list-style-type: none"> Risque de dommages corporels pour les membres du personnel. Risque pour la réputation et risque commercial en cas d'accident. Risques au civil ou au pénal pour les dirigeants. 	<ul style="list-style-type: none"> Equipes de sécurité dans toutes les unités opérationnelles, avec service HSEQ dédié au niveau du Groupe pour auditer, encadrer, former et garantir une forte culture de la sécurité au sein du Groupe. Politiques et audits environnementaux visant à minimiser l'impact des activités sur l'environnement.
Systèmes informatiques et cybersécurité	<ul style="list-style-type: none"> Risques de piratage. Obligations réglementaires en matière de protection des données et des réseaux. Obsolescence des systèmes. Solutions de sauvegarde. 	<ul style="list-style-type: none"> Certification « <i>Cyber essentials</i> ». Patch utilisé sur le matériel informatique. Utilisation des antivirus et des filtres URL les plus récents. Implémentation de procédures sécurisées pour la validation des paiements.

Taux d'intérêt et de change	<ul style="list-style-type: none"> Risques relatifs aux taux d'intérêt et de change. 	<ul style="list-style-type: none"> Le risque de change est limité car les flux de trésorerie se font dans la même monnaie pour une filiale donnée. La majorité de la dette financière est à taux fixe, ou est localisée sur des marchés stables où le risque de fluctuations matérielles est limité. Un paiement en dollar ou en euro est privilégié dans les pays où la monnaie n'est pas facilement convertible ou est soumise à un risque de dépréciation important.
Liquidité	<ul style="list-style-type: none"> Capacité à financer toutes les obligations de remboursement de la dette. Nécessité de financer les cycles de fonctionnement du groupe. Garantie que les liquidités sont maintenues dans la holding et non dans les filiales. 	<ul style="list-style-type: none"> La dette globale du Groupe est centralisée au sein de la holding, qui négocie avec les filiales leur financement de moyen et de court terme. Les instruments de la dette sont gérés avec soin pour garantir une répartition des échéances, avec des révisions régulières de la structuration de la dette. Politique de trésorerie prudente, avec maintien d'une trésorerie disponible de l'ordre de 800 millions d'euros. Gestion centralisée de la trésorerie et rapatriement des liquidités vers la holding.
Pandémie	<ul style="list-style-type: none"> Impact économique de la contraction de la demande de services et de produits. Impact des quarantaines sur la productivité et la main d'œuvre disponible. Santé et sécurité de nos équipes. 	<ul style="list-style-type: none"> Surveillance des principaux indicateurs économiques et réactivité aux variations du marché. Négociations des coûts du chômage technique avec les clients ; planification des besoins à venir en mobilisation. Entretien d'une culture de la santé/sécurité, respect des consignes sanitaires, y compris les quarantaines et le télétravail, le cas échéant.
Contexte politique et macroéconomique	<ul style="list-style-type: none"> Impact des variations des prix des produits de base sur la demande et les dépenses des clients. Fluctuations monétaires. « Faits du Prince » / Instabilité politique / guerre / risque législatif et réglementaire. 	<ul style="list-style-type: none"> Stratégie de diversification de la clientèle, des secteurs d'activité et des zones géographiques. Concentration stratégique sur les dépenses d'entretien récurrentes obligatoires, moins soumises aux variations de prix. Contrats conclus principalement en devises locales et/ou en dollars, pour les dépenses locales. Examen régulier des risques politiques et alerte en période d'instabilité ou de guerre.
Matières premières	<ul style="list-style-type: none"> Fortes fluctuations des prix des matières premières, dont l'acier, l'aluminium et le zinc. 	<ul style="list-style-type: none"> Gestion des achats à terme par une équipe spécialisée. Service Acquisitions dédié afin d'optimiser les achats. Adaptation de la tarification des produits aux fluctuations.

Sensibilité au taux d'intérêt

Au 31 août 2021, la dette est répartie par type de taux de la façon suivante :

En K€	31 août 2021	31 août 2020 (1)
<i>Emprunts à taux fixe</i>	154 174	416 289
<i>Emprunts à taux variable (1)</i>	1 264 125	1 103 083
Total	1 418 299	1 519 372

**Des modifications ont été apportées aux comptes 2020 tels qu'ils avaient été initialement publiés, suite à la finalisation de l'affectation des justes valeurs comptabilisées en application de IFRS 3R dans le cadre de l'acquisition de la société Adyard Abu Dhabi Llc au 1er avril 2020 (cf Note 2.4) et du changement de mode de calcul de la provision indemnité retraite à la suite d'une décision de l'IFRS IC (cf Note 2.1.2).*

Le groupe considère son exposition au risque de taux d'intérêt comme limitée. Les emprunts à taux variable dépendent du taux Euribor 3 mois qui s'est élevé en moyenne à -0.549% sur l'exercice 2020/2021. La variation du taux moyen Euribor 3 mois doit donc être significative, c'est-à-dire de plus de 0.40 point à la hausse pour avoir un impact sur les intérêts d'emprunts.

Sensibilité au taux de conversion

Le chiffre d'affaires est réalisé à hauteur de près de 42 % dans la zone euro. Pour les autres devises, le risque de change est limité car les flux de trésorerie se font principalement dans la même monnaie pour une filiale donnée. Le tableau ci-dessous présente la répartition du chiffre d'affaires par devise.

en M€	31 août 2021	31 août 2020
Euro	952 974	1 068 526
Livre sterling	752 269	700 833
Dollar australien	102 447	114 646
Riyal saoudien	80 293	110 371
US Dollar	254 117	101 016
Autres devises	554 871	493 593
Total produits des activités ordinaires	2 696 971	2 588 985

Gestion du risque de liquidité

Le risque de liquidité correspond à la capacité du Groupe à disposer de ressources financières afin de faire face à ses engagements. La liquidité brute de l'entreprise est définie comme l'ensemble de la trésorerie nette disponible. La liquidité nette soustrait à la liquidité brute les besoins de financements courants. Le Groupe pourrait être exposé à un risque de liquidité et ne pas disposer des ressources financières pour faire face à ses engagements contractuels (remboursement de la dette) et financer son cycle d'exploitation et d'investissement.

Le risque de liquidité est le risque que le Groupe ne soit pas en mesure de faire face à ses obligations financières à leur échéance (voir note 11 « Trésorerie et Endettement net »). L'approche du Groupe en matière de gestion de la liquidité consiste à s'assurer qu'il disposera toujours de liquidités suffisantes pour faire face à ses engagements à l'échéance, dans des conditions normales et dégradées, sans encourir des pertes inacceptables ni nuire à la réputation du Groupe. Le Groupe a estimé ses sorties de trésorerie contractuelles anticipées, y compris les intérêts à payer sur ses emprunts bancaires et ses contrats de location.

La gestion opérationnelle de la liquidité et le financement sont assurés par la Direction Financière du Groupe. Cette gestion passe par la centralisation des financements significatifs dans le but d'optimiser la liquidité et la trésorerie. La dette globale du Groupe est centralisée au sein de la holding qui négocie avec les filiales leur financement à moyen et court terme. Les ratios d'endettement sont maintenus à un niveau bas et les contrats de dette sont diversifiés. Le Groupe négocie des maturités de plus de 5 ans et des crédits in fine. Le Groupe maintient une position de cash moyenne globale de l'ordre de 800 M€

Le Groupe se finance à travers les marchés obligataires nationaux, ainsi que sur des emprunts syndiqués bancaires (cf. note 11 « Trésorerie et endettement net »). Le tableau présenté en Note 11.1 présente un détail des échéances futures de l'endettement net par date de maturité.

Le tableau ci-dessous détaille les liquidités nettes des dettes financières courantes :

En milliers d'euros	Au 31/08/2021	Au 31/08/2020
Equivalents de trésorerie	101 290	127 549
Trésorerie disponible (hors trésorerie affectée, cf note 11.1)	987 017	997 633
Concours bancaires courants	(6 904)	(13 789)
TOTAL DES LIQUIDITES NETTES	1 081 402	1 111 393
Passifs financiers courants (hors concours bancaires courants)	(495 151)	(398 721)
TOTAL DES LIQUIDITÉS NETTES DES DETTES FINANCIERES COURANTES	586 251	712 672

Certains emprunts bancaires souscrits et détaillés en Note 11, comportent des clauses imposant le respect d'un ratio financier. Ce covenant bancaire porte sur l'endettement net du Groupe. Le non-respect du ratio fixé donne aux prêteurs concernés la faculté d'exiger le remboursement anticipé de leurs concours. Le ratio Dette financière nette / EBE doit être inférieur à 3.

Gestion du capital

La politique du Groupe est de maintenir une base de capital saine pour soutenir la croissance future et maximiser la valeur pour les actionnaires. Afin de maintenir ou d'ajuster la structure du capital, le Groupe peut, sous certaines conditions, ajuster le montant des dividendes à payer aux actionnaires, rendre le capital aux actionnaires, émettre de nouvelles actions ou vendre des actifs pour réduire la dette.

NOTE 16 CAPITAUX PROPRES

16.1 Distribution de dividendes

Altrad Investment Authority n'a pas distribué de dividendes à ses actionnaires au titre de l'exercice 2019/2020. Durant l'exercice, le Groupe a payé les dividendes attribués au titre de l'exercice 2018/2019 à hauteur de 30,5 M€. Pour rappel, la distribution de dividendes était de 30,4 M€ au titre de l'exercice 2017/2018.

16.2 Composition du capital social

	Nombre	Valeur Nominale	Montant
Actions composant le capital social au début de l'exercice	3 389 211	100 euros	338 921 100
Actions émises pendant l'exercice	1 037	100	103 700
Actions remboursées pendant l'exercice	-	-	-
Actions composant le capital social en fin d'exercice	3 390 248	100 euros	339 024 800

La répartition du capital au 31 août 2021 est la suivante :

Actionnaires	31 août 2021		31 août 2020	
	Nombre de parts détenues	% détention	Nombre de parts détenues	% détention
Altrad Participations	2 625 634	77,45%	2 625 634	77,47%
BPI France	366 987	10,82%	366 987	10,83%
CM CIC capital	244 658	7,22%	244 658	7,22%
Arkéa Finances	81 552	2,41%	81 552	2,41%
BNP Paribas Développement	57 086	1,68%	57 086	1,68%
Managers Altrad (NYX AG Partners)	13 286	0,39%	13 286	0,39%
Autres	1 045	0,03%	8	0,00%
TOTAL	3 390 248	100,00%	3 389 211	100,00%

16.3 Plans de paiement en actions : plans d'Actions gratuites

Le Président de la société Altrad Investment Authority a décidé le 12 septembre 2018 et le 5 décembre 2019 d'attribuer gratuitement, au profit de certains mandataires sociaux clés de la Société et de certains cadres clés du Groupe, deux plans d'actions gratuites sous les conditions précisées dans le règlement du plan d'attribution établi, et dans le respect des dispositions des articles L.225-197-1 et suivants du Code de commerce.

Le tableau suivant résume les quatre plans d'actions gratuites attribués :

Actions gratuites	Plan n°1	Plan n°2	Plan n°3	Plan n°4
Date d'attribution	12/09/2018	12/09/2018	05/12/2019	05/12/2019
Date de fin de la période d'acquisition	12/09/2020	01/07/2022	05/12/2021	01/07/2022
Nombre d'actions attribuées	2 764	2 087	1 249	7 253
Nombre d'actions annulées	(1 727)		(595)	(2 081)
Nombre d'actions existantes au 31 août 2019	1 037	2 087		
Juste valeur de l'action au 31 août 2019 (en €)	1 096	1 096		
Charge comptabilisée au 31 août 2019 (en K€)	1 322	582		
Nombre d'actions existantes au 31 août 2020	1 037	2 087	654	5 172
Juste valeur de l'action au 31 août 2020 (en €)	850	850	850	850
Charge comptabilisée au 31 août 2020 (en K€)	(455)	337	205	1 264
Nombre d'actions existantes au 31 août 2021	1 037	2 087	357	5 172
Juste valeur de l'action au 31 août 2021 (en €)	912	912	912	912
Charge comptabilisée au 31 août 2021 (en K€)	79	568	78	1 926

Une promesse réciproque d'achat et de vente - liquidité a été pris par Altrad Investment Authority et les bénéficiaires des plans d'actions gratuites : la société s'engage à acquérir (promesse d'achat) à chaque titulaire d'actions gratuites qui le demande (entre le 1er juillet 2022 et le 30 septembre 2022), et chaque titulaire s'engage à vendre si la société le demande (promesse de vente) (entre le 1er octobre 2022 et le 31 décembre 2022,) la totalité des titres de la société qu'il détient. Le prix de rachat égal à la valeur vénale calculée à la date de notification de la demande d'exercice de la promesse, selon une formule définie dans le plan. L'existence de ces clauses de liquidité a conduit à considérer ces plans comme réglés en trésorerie et non en instruments de capitaux propres, en application de la norme IFRS 2.

La reconnaissance de la charge IFRS 2 (charge de personnel) au titre de ces plans est étalée sur la période d'acquisition du fait d'une condition de présence. Il sera procédé à une réévaluation de la dette à la juste valeur à chaque clôture.

Il en résulte la comptabilisation d'une charge de personnel de 2.6 M€ sur l'exercice clos le 31 août 2021 en contrepartie de la dette comptabilisée en Autres fonds actionnaires (voir Note 11.2).

16.4 Intérêts non assortis de contrôle

Au 31 août 2021, compte tenu de l'existence de clauses de rachat des intérêts non assortis de contrôle (« put options ») conduisant à ne pas reconnaître les intérêts non assortis de contrôle liés (cf. Note 2.1.4), les principales contributions à ce poste sont issues de :

En K€	31 août 2021			31 août 2020		
	% des intérêts non assortis de contrôles	Intérêts minoritaires	Dont Résultat 2021	% des intérêts non assortis de contrôles	Intérêts minoritaires	Dont Résultat 2020
Altrad Asia	20%	1 206	310	20%	896	193
Altrad Coffrages et étaitements	2%	253	14	2%	258	2
AlKhodari-Hertel	50%	(888)	(205)	50%	(644)	(230)
Hertel Yanda	49%	3 346	40	49%	3 067	(179)
Socar Cape LLC	51%	12 344	3 190	51%	14 173	4 220
Cape East Limited Co W.L.L	30%	2 056	952	30%	1 043	187
Autres		943	1 040		(648)	(895)
Total Intérêts non assortis de contrôle		19 260	5 342		18 146	3 299

Le tableau suivant présente les informations relatives aux sociétés dans lesquelles le groupe reconnaît des intérêts non assortis de contrôle significatifs.

En K€	31 août 2021			31 août 2020		
	SOCAR Cape LLC	Cape East Limited Co W.L.L	Shanghai Hertel Yanda Installation Engineering Co.Ltd.	SOCAR Cape LLC	Cape East Limited Co W.L.L	Shanghai Hertel Yanda Installation Engineering Co.Ltd.
Produits des activités ordinaires	50 643	28 985	18 750	52 012	69 692	15 680
Actifs non courants	4 835	2 724	498	5 134	10 156	613
Actifs courant	28 571	43 860	14 123	26 784	46 314	13 565
Passifs non courants	-	3 758	146	-	5 692	216
Passifs courants	11 139	16 425	7 568	5 245	48 323	7 628

NOTE 17 PROVISIONS POUR RISQUES

en K€	31 août 2021	31/08/2020 (1)
Provisions pour avantages sociaux, non courants	41 958	42 857
Provisions pour risques & charges, non courants	225 714	238 471
Provisions et avantages sociaux, non courants	267 672	281 328
Provisions pour avantages sociaux, courants	1 727	1 611
Provisions pour risques & charges, courants	39 113	38 933
Provisions et avantages sociaux, courants	40 840	40 544
Total Provisions et avantages sociaux	308 512	321 872

(1) Des modifications ont été apportées aux comptes 2020 tels qu'ils avaient été initialement publiés, suite à la finalisation de l'affectation des justes valeurs comptabilisées en application de IFRS 3R dans le cadre de l'acquisition de la société Adyard Abu Dhabi Llc au 1^{er} avril 2020 (cf Note 2.4) et du changement de mode de calcul de la provision indemnité retraite à la suite d'une décision de l'IFRS IC (cf Note 2.1.2).

Le poste "Provisions pour avantages sociaux" intègre les provisions constatées en consolidation conformément à IAS19 révisée pour les avantages au personnel postérieurs à l'emploi, tels que engagements de retraite, médailles du travail, jubilés...

Les principaux éléments sont détaillés, dans la note 17.1 ci-après, relative aux « Provisions pour avantages sociaux ».

Le poste « Provisions pour risques » correspond aux différents litiges ou risques que le Groupe a jugé utile de provisionner conformément aux règles de prudence, ainsi qu'aux frais de procédures et honoraires y afférant. Les principaux éléments sont détaillés, dans la note 17.2 ci-après, relative aux « Provisions pour risques ».

17.1 Variation des provisions pour avantages sociaux

Le Groupe opère, au profit des salariés et anciens salariés, des régimes pouvant être à cotisations ou à prestations définies en accord avec l'environnement réglementaire propre à chaque pays. Les principaux régimes de retraite du Groupe sont situés au Royaume Uni, en France et en Pologne.

Certains actifs des régimes à bénéfices définis du groupe Cape au Royaume-Uni sont détenus dans des fonds administrés par des fiduciaires. Le conseil des fiduciaires est responsable de l'administration des actifs du régime et de la définition de la stratégie de placement. La dernière évaluation complète du régime à prestations définies a été réalisée par des actuaires qualifiés indépendants en septembre 2020 en utilisant la méthode des unités projetées. L'évaluation a montré que les actifs du principal régime à prestations définies avaient une valeur de marché de 176,3 millions de livres sterling et étaient financés à 97%. Le solde des actifs comprend un montant de 95.2 millions de livres sterling au titre des polices d'assurance couvrant les passifs.

Evolution des engagements et des actifs de couverture

La valeur actuarielle des droits accumulés au titres des régimes à prestations définies et la valeur des préfinancements incluses dans les comptes consolidés s'analyse de la façon suivante :

En K€	Engagements de retraite	Autres engagements sociaux	TOTAL
Variation de la valeur actuarielle des droits accumulés			
Valeur actuarielle des droits accumulés au début de la période (1)	186 131	27 504	213 635
Coûts des services rendus de la période	1 306	1 240	2 546
Coût financier	2 768	16	2 784
Coût des services passés	259	-	259
Liquidation d'engagement	407	-	407
Cotisation d'employés	-	-	-
Prestation payées	(8 237)	(969)	(9 206)
(Gains) / Pertes actuariels	6 592	30	6 622
Effets de variation de périmètre	-	-	-
Ecart de conversion et autres	(294)	(18 801)	(19 095)
Valeur actuarielle des droits accumulés à la fin de la période	188 932	9 019	197 951
Variation de la valeur actuelle des placements			
Valeur actuelles des placements au début de la période	(195 097)	-	(195 097)
Produits financiers des placements	(46)	-	(46)
(Gains) / Perte actuariels	(8 883)	-	(8 883)
Liquidation d'engagements	-	-	-
Cotisations employés	-	-	-
Cotisation employeurs	(1 428)	-	(1 428)
Prestations payées	6 532	-	6 532
Effets de variation de périmètre	-	-	-
Ecart de conversion et autres	19 022	-	19 022
Valeur actuelle des placements à la fin de la période	(179 900)	-	(179 900)
Effet du plafond d'actif au début de la période (*)	25 634	-	25 634
Effet du plafond d'actif à la fin de la période (*)	25 634	-	25 634
(Actif) / Passif net comptabilisé	34 665	9 019	43 684
<i>Provisions et avantages sociaux non courants</i>	<i>33 404</i>	<i>8 553</i>	<i>41 957</i>
<i>Provisions et avantages sociaux courants</i>	<i>1 260</i>	<i>467</i>	<i>1 727</i>

(*) En application de l'interprétation IFRIC 14 "IAS 19 - Le plafonnement de l'actif au titre des régimes à prestations définies, les exigences de financement minimal et leur interaction", aucun « surplus » d'actif n'a été reconnu dans les comptes consolidés du Groupe.

(1) Des modifications ont été apportées aux comptes 2020 tels qu'ils avaient été initialement publiés, suite à la finalisation de l'affectation des justes valeurs comptabilisées en application de IFRS 3R dans le cadre de l'acquisition de la société Adyard Abu Dhabi Llc au 1er avril 2020 (cf Note 2.4) et du changement de mode de calcul de la provision indemnité retraite à la suite d'une décision de l'IFRS IC (cf Note 2.1.2).

Au 31 août 2021, la contribution des principales zones géographiques dans la provision pour engagement de retraite figurant au bilan est la suivante : Royaume Uni 67%, France 30% et Pologne 3%.

D'autres parts, selon la décision publiée par l'IFRS IC en avril 2021 sur : IAS 19 - Répartition du coût des services associé à un régime à prestations : le coût estimé d'un régime d'avantages des salariés à prestations définies doit être étalé sur les dernières années de carrière (et non dès l'embauche) lorsque l'acquisition définitive des avantages est conditionnée à la présence dans l'entreprise au moment du départ à la retraite, le montant des avantages dépend de l'ancienneté et le montant est plafonné à un certain nombre d'années de service consécutives.

Incidence des engagements de retraite sur les flux futurs de trésorerie

en K€	TOTAL	Échéance échue	Échéance inférieure ou égale à 1 an	Échéance comprise entre 1 et 5 ans	Échéance au delà des 5 ans
Régimes à prestations définies	34 665	68	1 192	1 051	32 354

Nature des placements

Composition du portefeuille des placements au 31 août 2021	Engagement de retraite
Actions	1%
Obligations	33%
Monétaires	2%
Achat d'annuité	53%
Immobilier	3%
Autres	8%

Principales hypothèses retenues

Les principales hypothèses actuarielles utilisées pour l'évaluation des indemnités de fin de carrière sont les suivantes :

	31 août 2021			31 août 2020		
	France	Pologne	UK	France	Pologne	UK
Taux d'actualisation	0,68%	1,80%	1,70%	0,68%	1,30%	1,70%
Taux de progression des salaires	2,50%	0%-3%	3,6% - 3,9%	2,50%	0%-3%	3,2% - 3,55%
Taux de mobilité	0-6,63%	4%-4,7%	N/A	0-6,63%	4%-4,7%	N/A
Taux de mortalité	INSEE 2020	Tableau espérance de vie 2019 (Institut National des Statistiques)	Table de mortalité CMI_2020 de l'institut et faculté des actuaire	INSEE 2019	Tableau espérance de vie 2018 (Institut National des Statistiques)	Table de mortalité CMI de l'institut et faculté des actuaire

Analyse de sensibilité

Le tableau ci-dessous présente la sensibilité (en %) de la provision comptabilisée, au 31 août 2021, au titre des régimes à prestations définies :

	31 août 2021
Hausse de 0,25% du taux d'actualisation	-0,89%
Baisse de 0,25% du taux d'actualisation	0,09%

Exposition aux risques du Groupe

Le passif de retraite étant ajusté au taux d'inflation, le régime de retraite est exposé à l'inflation, aux risques de taux d'intérêt et aux variations de l'espérance de vie des retraités.

Au Royaume-Uni au sein du groupe Cape, les actifs du régime relatifs au régime principal comprenant des investissements en actions cotées de titres du secteur de la fabrication et des produits de consommation, le Groupe est également exposé au risque de marché actions. Plus de 50% des actifs du régime sont investis dans des rentes d'assurance. Les rentes d'assurance atténuent efficacement le risque de variation des taux d'inflation. Tout investissement en actifs comporte un risque de contrepartie.

17.2 Variation des provisions pour risques

En K€	31 août 2020 (1)	Variation en résultat			Variations périmètre	Ecart conversion	Autres	31 août 2021
		Dotations	Utilisations	Reprises				
Provisions pour risques et charges	276 097	25 663	(50 079)	(4 085)	-	8 987	(672)	255 910
Provisions pour restructuration	1 307	-	(291)	-	7 892	9		8 916
total provisions et avantages sociaux	277 404	25 663	(50 370)	(4 085)	7 892	8 995	(672)	264 826
<i>Dont part non courante</i>	238 471							225 714
<i>Dont part courante</i>	38 933							39 113

(1) Des modifications ont été apportées aux comptes 2020 tels qu'ils avaient été initialement publiés, suite à la finalisation de l'affectation des justes valeurs comptabilisées en application de IFRS 3R dans le cadre de l'acquisition de la société Adyard Abu Dhabi Llc au 1^{er} avril 2020 (cf Note 2.4) et du changement de mode de calcul de la provision indemnité retraite à la suite d'une décision de l'IFRS IC (cf Note 2.1.2).

Les provisions pour risques et charges de 255,9 M€ comprennent :

- Les provisions pour coûts liés aux maladies professionnelles pour 175,9 M€ (voir paragraphe ci-après 1)) et concernent le groupe Cape,
- Les provisions pour coûts sociaux (primes, transactions, contrôle Urssaf...) pour 19,5 M€,
- Les provisions pour risques fiscaux pour 22,3 M€ dont 21,5 M€ concernent le groupe Cape,
- Les provisions pour pertes à terminaison sur contrat pour 6,5 M€,
- Les provisions pour litiges pour 11,4 M€ tels que :
 - Les indemnités de rupture de contrats de location ;
 - Les litiges chantiers des filiales de location ;
 - Les litiges sociaux ;
 - Les litiges fournisseurs ;
 - Les litiges relatifs à l'acquisition de filiales.
- D'autres provisions pour risques et charges pour 20,3 M€.

1) Provisions pour maladies professionnelles

Les provisions pour coûts liés aux maladies professionnelles s'élèvent à 147,9 M€ et les coûts de gestion des réclamations liées aux maladies professionnelles sont provisionnés à hauteur de 28,0 M€.

Il existe des antécédents de réclamations contre le groupe Cape pour indemnisation résultant d'une exposition présumée à des produits précédemment fabriqués contenant de l'amiante. Dans le cadre de l'acquisition du groupe Cape en 2017, le Groupe ALTRAD a intégré dans ces comptes des provisions pour maladie professionnelles. Ces provisions sont limitées exclusivement à 13 sociétés du groupe Cape dans le cadre d'un « Scheme of Arrangement » (accord juridique dédié à la gestion des risques relatifs aux maladies professionnelles).

Le « Scheme » est un régime issu d'une décision d'un tribunal créé pour offrir une indemnisation aux demandeurs individuels pour les maladies professionnelles liées à l'amiante contractées en raison de l'utilisation historique d'amiante par le groupe Cape dans ses processus de fabrication et qui sont ne peuvent être indemnisés en vertu des polices d'assurance.

- Dans la mesure où ces coûts peuvent être estimés de manière fiable à la date de clôture, une provision a été constituée pour les coûts que le Groupe s'attend à supporter dans le cadre des demandes d'indemnisation pour maladies professionnelles déposées ou à venir pour lesquelles le Conseil estime que le Groupe est responsable dans le cadre d'une exposition supposée à des produits contenant de l'amiante fabriqués antérieurement. La dernière évaluation actuarielle complète a été réalisée en septembre 2020 pour l'exercice clos au 31 août 2020, une revue limitée est effectuée chaque année et la prochaine évaluation complète devrait être réalisée pour l'exercice qui sera clôturé au 31 août 2022. Le montant de la provision a été estimée sur la base d'actualisation de certaines hypothèses comme le taux d'actualisation ou le montant des indemnités versées sur la période par exemple. Le montant de la provision repose sur les tendances historiques du nombre de réclamations et des règlements monétaires, ainsi que sur les tableaux publiés sur l'incidence prévue des maladies. Les principales hypothèses retenues lors de

l'évaluation du niveau de provision approprié incluent la période sur laquelle les réclamations futures peuvent être attendues, la nature des réclamations reçues, le taux de réclamation, le taux de règlement constaté ainsi que l'évolution future des paiements d'indemnisation et des frais de justice. La direction surveille en permanence les réclamations reçues ainsi que tout autre facteur pouvant nécessiter un changement des hypothèses ou une revue actuarielle complète au cours de l'exercice. Lorsqu'il a déterminé le niveau de provision approprié, le management a examiné divers types de revendications potentielles ou réelles, et s'est fondé sur les conseils juridiques et professionnels appropriés. La provision totale pour maladies professionnelles s'élève à 147.9 M€ (127 M€, dont 11.9 M€ en part courante et 115.1 M€ en part non courante) au 31 août 2021, contre 157.9 M€ (141.5 M€, dont 21.9 M€ en part courante et 119.6 M€ en part non courante) à la clôture précédente.

La provision pour maladies professionnelles est actualisée à un taux de 1,06% (2020 : 1,33%) soit le taux sans risque estimé à la date de clôture, sur la durée du passif, soit environ 31 ans.

Le management estime que, en supposant qu'aucune détérioration significative des performances commerciales et aucun changement important dans la préséance juridique ou les jugements, le Groupe sera en mesure de financer sa filiale Cape Claims Services Limited pour satisfaire toutes les réclamations qui seront réglées dans le cadre du plan d'arrangement et sera suffisamment financée pour satisfaire toutes les autres réclamations du Royaume-Uni réglées en dehors du Scheme of Arrangement.

Le Groupe continue de recevoir des réclamations, à la fois de particuliers et de compagnies d'assurance, en rapport avec une exposition présumée historique à l'amiante. Lorsque les réclamations sont jugées fondées, les coûts sont provisionnés et les réclamations sont réglées, sinon les réclamations font l'objet d'une défense de la part du Groupe. Compte tenu du fait que le précédent juridique dans le domaine des allégations de maladies industrielles continue d'évoluer, de nouveaux développements et de nouveaux types d'allégations créent une incertitude inhérente à la fois au niveau futur des allégations de maladies liées à l'amiante et aux coûts juridiques et autres découlant de ces allégations. Si de telles réclamations devaient aboutir, elles pourraient conduire à de futures réclamations contre le Groupe, ce qui pourrait entraîner une responsabilité supplémentaire importante au-delà reconnu en vertu de la provision actuelle.

Les provisions pour restructuration de 8,9 M€ concernent :

Principalement le rachat du groupe Kiel pour 7,8 M€, ainsi que les sociétés du périmètre Hertel au Moyen-Orient pour 1,1 M€ au 31 août 2021.

NOTE 18 PASSIFS COURANTS

En K€	31 août 2021	31 août 2020 (1)
Fournisseurs (1)	591 494	389 607
Passifs sur contrat (2)	80 127	74 276
Dettes fiscales	81 465	87 765
Dettes sociales	128 903	148 606
Instruments financiers dérivés (cf. note 13)	528	82
Dettes d'impôt exigible	27 805	17 898
Autres créditeurs (3)	105 231	139 564
Total passifs courants	1 015 553	857 797

* Des modifications ont été apportées aux comptes 2020 tels qu'ils avaient été initialement publiés, suite à la finalisation de l'affectation des justes valeurs comptabilisées en application de IFRS 3R dans le cadre de l'acquisition de la société Adyard Abu Dhabi Llc au 1^{er} avril 2020 (cf Note 2.4) et du changement de mode de calcul de la provision indemnité retraite à la suite d'une décision de l'IFRS IC (cf Note 2.1.2).

- (1) Les dettes fournisseurs comprennent 22,8 M€ de dette d'intérêts sur rachat minoritaire au 31 août 2021 (vs 1,2 M€ au 31 août 2020) dont 20,7 M€ pour le Groupe Prezioso qui était comptabilisé en autres passifs non courants au 31 août 2020 pour 23,4 M€.
- (2) Les passifs sur contrat correspondent à l'obligation du Groupe de transférer des biens ou des services à un client pour lequel le Groupe a reçu une contrepartie (ou un montant de contrepartie est dû) de la part du client.
- (3) Le poste « autres créditeurs » comprend pour 88 M€ : 60,9M€ de régularisations de charges courantes, 22,5M€ d'autres dettes d'exploitations, et 4,7M€ correspondants aux autres dettes, mais également le compte courant vis-à-vis d'Altrad Participations est comptabilisé à hauteur de 15,8 M€ au 31 août 2021.

NOTE 19 AUTRES PASSIFS NON COURANTS

En K€	31 août 2021	31 août 2020 (1)
Autres passifs non courants (1)	30 031	22 145
Fournisseurs d'immobilisations non courants (2)	13 769	36 293
Instruments financiers dérivés non courants (3)	-	100
Total autres passifs non courants	43 799	58 539

* Des modifications ont été apportées aux comptes 2020 tels qu'ils avaient été initialement publiés, suite à la finalisation de l'affectation des justes valeurs comptabilisées en application de IFRS 3R dans le cadre de l'acquisition de la société Adyard Abu Dhabi Llc au 1^{er} avril 2020 (cf Note 2.4) et du changement de mode de calcul de la provision indemnité retraite à la suite d'une décision de l'IFRS IC (cf Note 2.1.2).

- (1) Le poste Autres passifs non courants inclut les dettes sociales non courantes pour 2,9 M€ au 31 août 2021 (3,8 M€ au 31 août 2020) et la dette liée à l'application de l'interprétation IFRIC 23 « Incertitude relative aux traitements fiscaux » pour 26,4 M€ au 31 août 2021 (17,8 M€ au 31 août 2020).
- (2) Le poste Fournisseurs d'immobilisations non courants inclut au 31 août 2021, les justes valeurs des put options sur rachat des intérêts non assortis de contrôle qui concernent :
 - Groupe PREZIOSO : 0 K€ vs. 23 347K€ en N-1 (reclassement en passifs courants au 31 août 2021)
 - DESSA : 1 236 K€ vs. 1184 K€
 - Multi-up : 100K€ vs. 100K€
 - Senegal Keni Painting : 1 084 k€ comptabilisés lors de l'entrée dans le périmètre de consolidation au 31 août 2021.
- (3) Le poste Instruments financiers dérivés non courants comprend un instrument dérivé pour les risques de taux d'intérêt (cf. Note 13) au 31 août 2020.

20.1 Compte de résultat

COMPTE DE RESULTAT (en milliers d'euros)	31 août 2021	Equipement	Services	support	Autres
Produits des activités ordinaires	2 696 971	697 961	1 997 490	1 520	0
Coût des matières & marchandises consommées	(572 159)	(270 454)	(265 947)	(35 759)	0
Charges de personnel	(1 232 674)	(118 531)	(1 106 822)	(7 321)	0
Autres charges externes	(476 296)	(94 048)	(354 522)	(27 621)	(104)
Provisions & amortissements	(138 443)	(46 553)	(85 181)	(6 646)	(64)
Quote-part de résultat des S.M.E.	(943)	0	(943)	0	0
<i>Opérations d'exploitation intra-groupe</i>	<i>0</i>	<i>(58 117)</i>	<i>(33 734)</i>	<i>91 660</i>	<i>191</i>
Résultat opérationnel courant	276 456	110 257	150 342	15 834	23
Autres produits et charges opérationnels non courants	(17 406)	(2 767)	(21 345)	6 706	0
Coûts de restructuration & de sous-activité	(14 902)	(4 291)	(10 494)	(117)	0
Résultat opérationnel	244 148	103 199	118 503	22 422	23
Produits trésorerie et équivalent de trésorerie	893	36	156	701	0
Coût de l'endettement financier brut	(38 195)	(821)	(6 210)	(31 164)	0
Coût de l'endettement financier net	(37 302)	(785)	(6 054)	(30 463)	0
Autres produits financiers (dont gains de change)	35 187	1 464	15 728	17 995	0
Autres charges financières (dont pertes de change)	(5 891)	(1 803)	(14 496)	10 409	0
<i>Opérations financières intra-groupe intra-groupe</i>	<i>0</i>	<i>4 009</i>	<i>(14 120)</i>	<i>10 213</i>	<i>(102)</i>
Résultat avant impôt	236 142	106 084	99 561	30 576	(79)
Impôts sur le résultat	(60 949)	(26 635)	(23 665)	(10 618)	(31)
Résultat net des activités poursuivies	175 193	79 448	75 896	19 958	(110)
Résultat net des activités abandonnées	4	0	4	0	0
Résultat net consolidé	175 197	79 448	75 900	19 958	(110)

COMPTE DE RESULTAT (en milliers d'euros)	31/08/2020	Equipement	Services	support	Autres
Produits des activités ordinaires	2 588 985	579 819	2 007 198	1 991	(23)
Coût des matières & marchandises consommées	(510 501)	(238 325)	(249 089)	(23 087)	0
Charges de personnel	(1 182 441)	(101 800)	(1 075 175)	(5 466)	0
Autres charges externes	(503 540)	(77 539)	(408 706)	(17 176)	(119)
Provisions & amortissements	(153 171)	(48 215)	(104 266)	(625)	(66)
Quote-part de résultat des S.M.E.	(215)	0	(215)	0	0
<i>Opérations d'exploitation intra-groupe</i>	<i>0</i>	<i>(33 465)</i>	<i>(39 701)</i>	<i>72 950</i>	<i>216</i>
Résultat opérationnel courant	239 117	80 475	130 047	28 587	8
Autres produits et charges opérationnels non courants	(43 364)	(2 363)	(42 212)	1 211	0
Coûts de restructuration & de sous-activité	(38 037)	(9 819)	(27 887)	(330)	0
Résultat opérationnel	157 716	68 293	59 947	29 468	8
Produits trésorerie et équivalent de trésorerie	1 365	29	206	1 130	0
Coût de l'endettement financier brut	(43 134)	(769)	(7 043)	(35 323)	1
Coût de l'endettement financier net	(41 769)	(740)	(6 837)	(34 192)	1
Autres produits financiers (dont gains de change)	20 676	1 615	16 746	2 314	0
Autres charges financières (dont pertes de change)	(19 920)	(1 266)	(23 499)	4 846	0
<i>Opérations financières intra-groupe intra-groupe</i>		<i>(3 069)</i>	<i>(12 131)</i>	<i>15 019</i>	<i>181</i>
Résultat avant impôt	116 703	64 832	34 226	17 455	189
Impôts sur le résultat	(29 441)	(18 428)	(13 502)	2 514	(23)
Résultat net des activités poursuivies	87 262	46 404	20 724	19 969	166
Résultat net des activités abandonnées	0	0	0	0	0
Résultat net consolidé	87 262	46 404	20 724	19 969	166

20.2 Bilan

ACTIF (en milliers d'euros)	31 août 2021	Equipement	Services	Support	Autres
Ecarts d'acquisition	1 400 161	102 433	1 296 645	1 083	0
Immobilisations incorporelles	69 221	25 785	41 239	2 205	(8)
Immobilisations corporelles	391 970	228 526	151 463	11 061	919
Droit d'utilisation	124 152	52 094	71 871	187	
Actifs financiers et autres actifs non courants	18 877	18 607	24 027	(23 757)	(0)
Titres des sociétés mises en équivalence	211		211		
Actifs d'impôts différés	49 266	4 486	47 315	(2 535)	
Actifs non courants	2 053 858	431 931	1 632 771	(11 756)	912
Stocks	182 212	141 523	40 803	(115)	
Créances clients et actifs sur contrats	655 015	126 639	527 354	1 015	7
Impôts courants	4 017	508	2 322	1 187	
Autres actifs courants	105 326	13 719	87 052	4 480	75
Trésorerie, trésorerie affectée et équivalents de trés	1 132 439	115 128	392 589	623 840	882
Actifs courants	2 079 008	397 516	1 050 121	630 407	964
Actifs destinés à être cédés	2 378		2 301	77	
TOTAL ACTIF	4 135 244	829 447	2 685 193	618 728	1 876

PASSIF (en milliers d'euros)	31 août 2021	Equipement	Services	Support	Autres
Capitaux propres	1 000 735				
Autres Fonds Actionnaires	185 808				
Dettes financières non courantes	964 010				
Dettes de loyer non courante	90 020				
Provisions et avantages sociaux non courants	267 672	9 323	243 882	14 467	
Autres passifs non courants	43 799	2 080	3 455	38 266	(1)
Passifs d'impôts différés	24 751				
Passifs non courants	1 576 061	11 403	247 336	52 733	(1)
Dettes financières courantes	467 073				
Dettes de loyer courante	34 982				
Provisions et avantages sociaux courants	40 840	3 569	37 271		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	591 494	239 353	338 506	13 622	13
Impôts courants	27 805	4 414	20 101	3 285	6
Autres passifs courants	396 253	25 991	376 055	(5 840)	48
Passifs courants	1 558 448	273 327	771 934	11 067	66
TOTAL PASSIF	4 135 244	284 730	1 019 270	63 800	65

ACTIF (en milliers d'euros)	31/08/2020 (1)	Equipement	Services	Support	Autres
Ecarts d'acquisition	1 344 429	87 062	1 257 334	33	0
Immobilisations incorporelles	70 310	37 974	29 942	2 402	(8)
Immobilisations corporelles	359 148	186 869	161 069	10 226	984
Droit d'utilisation	131 425	38 160	93 123	142	
Actifs financiers et autres actifs non courants	4 986	14 733	9 590	(19 333)	(4)
Titres des sociétés mises en équivalence	200		200		
Actifs d'impôts différés	64 897				
Actifs non courants	1 975 395	364 798	1 551 258	(6 530)	972
Stocks	132 722	93 664	39 166	(108)	
Créances clients et actifs sur contrats	562 439	102 640	458 809	984	6
Impôts courants	8 092	2 950	3 071	2 072	
Autres actifs courants	81 571	8 728	62 353	10 423	67
Trésorerie, trésorerie affectée et équivalents de tré:	1 172 537	139 649	489 617	542 696	576
Actifs courants	1 957 361	347 630	1 053 015	556 068	648
Actifs destinés à être cédés	2 378		2 301	77	
TOTAL ACTIF	3 935 132	712 428	2 606 573	549 614	1 620

PASSIF (en milliers d'euros)	31/08/2020 (1)	Equipement	Services	Support	Autres
Capitaux propres	819 894				
Autres Fonds Actionnaires	178 188				
Dettes financières non courantes	1 168 334				
Dettes de loyer non courante	92 703				
Provisions et avantages sociaux non courants	281 328	8 574	251 891	20 862	
Autres passifs non courants	58 539	2 025	4 396	52 119	(1)
Passifs d'impôts différés	25 297				
Passifs non courants	1 804 389	10 598	256 287	72 982	(1)
Dettes financières courantes	373 285				
Dettes de loyer courante	39 225				
Provisions et avantages sociaux courants	40 544	2 722	37 821		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	389 607	109 439	266 384	14 394	(610)
Impôts courants	17 898	3 064	14 710	119	6
Autres passifs courants	450 292	73 841	340 216	36 146	90
Passifs courants	1 310 850	189 066	659 130	50 659	(514)
TOTAL PASSIF	3 935 132	199 664	915 418	123 640	(516)

(1) Des modifications ont été apportées aux comptes 2020 tels qu'ils avaient été initialement publiés, suite à la finalisation de l'affectation des justes valeurs comptabilisées en application de IFRS 3R dans le cadre de l'acquisition de la société Adyard Abu Dhabi Llc au 1^{er} avril 2020 (cf Note 2.4) et du changement de mode de calcul de la provision indemnité retraite à la suite d'une décision de l'IFRS IC (cf Note 2.1.2).

21.1 **Produits des activités ordinaires**

Les produits des activités ordinaires par branche d'activité se décomposent de la façon suivante.

en K€	31 août 2021	31 août 2020
Pôle Services	2 116 971	2 008 985
Pôle Equipement	580 000	580 000
Total produits des activités ordinaires	2 696 971	2 588 985

Ceux-ci ne sont pas répartis par nature de prestations car des services multidisciplinaires sont fournis à une majorité des clients. Les produits des activités ordinaires sont donc ventilés ci-dessous par localisation de l'entité génératrice du revenu :

en K€	31 août 2021	31 août 2020
Royaume Uni	755 440	700 584
Australie	102 448	114 646
France	501 797	437 879
Afrique	500 202	501 157
Allemagne	284 430	303 436
Belgique	188 307	187 607
Autres pays d'Europe	288 955	260 754
Autres pays du monde	75 392	82 922
Total produits des activités ordinaires	2 696 971	2 588 985

Au cours de l'exercice clos au 31 août 2021, 2 Mds€ ont été reconnus à un instant précis (point in time), 411 M€ progressivement au fur et à mesure de la réalisation des obligations de performance (over time) et 96 M€ aux titres des contrats de location conformément à la norme IFRS 16. 39,60 millions d'euros de revenus étaient inclus dans les passifs sur contrats à la clôture de l'exercice précédent. Les actifs et passifs sur contrats s'élèvent à 119,7 M€.

Au cours de l'exercice clos au 31 août 2020, 2 Mds€ ont été reconnus à un instant précis (point in time), 502 M€ d'euros progressivement au fur et à mesure de la réalisation des obligations de performance (over time) et 96 M€ aux titres des contrats de location conformément à la norme IFRS 16. 43,8 M€ de revenus de la période étaient inclus dans les passifs sur contrats à la clôture de l'exercice précédent. Les actifs et passifs sur contrats s'élèvent à 93 M€.

Prix de transaction affecté aux obligations de prestation qui restent à remplir : Cette information requise dans le cadre de l'application d'IFRS 15 correspond au chiffre d'affaires ferme tel que contractualisé avec les clients et pour lequel les services ou prestations ne sont pas encore, ou sont partiellement, exécutés à la clôture de l'exercice. Après prise en compte des exceptions prévues par la norme (contrats d'une durée totale inférieure à un an, et contrats de services pour lesquels le revenu est reconnu sur la base des services effectivement réalisés pour le client et des prix spécifiés dans les contrats, qui font l'objet d'une facturation périodique (généralement mensuelle) des prestations réalisées pour le client), cette notion correspond pour l'essentiel au chiffre d'affaires issu des contrats de construction ou rénovation à long-terme reconnus selon la méthode à l'avancement. Au 31 août 2021, le chiffre d'affaires restant à reconnaître sur ces contrats est de 637 M€ dont 449 M€ dans un délai de 12 mois. Au 31 août 2020, le chiffre d'affaires restant à reconnaître sur ces contrats est de 527 M€ dont 338 M€ dans un délai de 12 mois.

21.2 Charges de personnel

en K€	31 août 2021	31 août 2020
Masse salariale	(1 177 724)	(1 132 779)
Autre	(49 479)	(47 224)
Participation	(2 713)	(1 763)
Charge au titre d'IFRS 2 (plan de paiement en actions)	(2 757)	(676)
Total charges de personnel	(1 232 674)	(1 182 441)

L'augmentation de la masse salariale s'explique principalement par l'évolution de l'activité en lien avec la crise sanitaire au cours de l'exercice. D'autre part, une partie de la masse salariale a notamment été prise en charge dans le cadre des programmes de soutien mis en place par les gouvernements.

La rubrique « autre » comprend notamment les charges de personnel intérimaire.

Effectif du groupe à la clôture de l'exercice

	31 août 2021		31 août 2020	
	Effectif	%	Effectif	%
CDI	28 296	73%	27 335	78%
CDD	10 285	27%	7 849	22%
Total	38 581	100%	35 184	100%
France	3 515	9%	3 904	11%
Etranger	35 066	91%	31 280	89%
Total	38 581	100%	35 184	100%

Répartition des effectifs

	31 août 2021		31 août 2020	
	Effectif	%	Effectif	%
Pôle Service	35 259	91%	32 148	91%
Pôle Equipement	3 322	9%	3 036	9%
Total	38 581	100%	35 184	100%

21.3 AUTRES CHARGES EXTERNES

Les autres charges externes sont constituées principalement des coûts de sous-traitance, de location et de transport.

Les charges de locations présentées dans ce poste correspondent aux contrats n'entrant pas dans le champ d'application IFRS16.

NOTE 22 AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPERATIONNELS NON COURANTS

Le poste « Autres produits et charges opérationnels non courants » se détaille comme suit :

en K€	31 août 2021	31 août 2020
Autres produits / (charges) nets sur opération de gestion	(18 886)	(40 804)
Produits / (charges) nets sur cession d'éléments d'actif	1 480	(2 560)
Total Autres produits et charges opérationnels non courants	(17 406)	(43 364)

En 2021, les autres produits et charges nets sur opération de gestion incluent principalement :

- Des pertes sur chantier en raison de litiges avec les clients pour 5,2 M€ (principalement en Allemagne pour 4,5 M€ et au Moyen Orient pour 0,7 M€) ;
- L'impact des litiges fiscaux et sociaux, des modifications de taxes concernant des opérations réalisées sur les exercices antérieurs ou dont l'impact n'est pas encore répercuté sur les contrats clients à hauteur d'un produit de 3 M€ ;
- L'impact de la variation des hypothèses actuarielles de la provision pour maladies professionnelles pour 6,2 M€ ;
- Des charges liées à des litiges avec des clients et fournisseurs pour 1,6 M€ ;
- Frais d'acquisitions pour 1,5 M€.

En 2020, les autres produits et charges nets sur opération de gestion incluent principalement :

- Des pertes sur chantier pour 6,8 M€ (principalement en Asie pour 4,6 M€ et en Europe pour 1,7 M€) ;

- L'impact des litiges fiscaux et sociaux, des modifications de taxes concernant des opérations réalisées sur les exercices antérieurs ou dont l'impact n'est pas encore répercuté sur les contrats clients à hauteur de 8,4 M€ ;
- L'impact de la variation des hypothèses actuarielles de la provision pour maladies professionnelles pour 4,1 M€ ;
- Des charges liées à des litiges avec des clients et fournisseurs pour 6,9 M€ ;
- L'impact de la liquidation de la filiale Altrad Profix BVBA pour 1,6M€ ;

NOTE 23 COÛTS DE RESTRUCTURATION ET DE SOUS-ACTIVITE

Comme pour l'exercice précédent, les comptes consolidés ont été arrêtés selon l'option suivante, à savoir que les coûts consécutifs aux restructurations et les charges de sous-activité relatives aux sites industriels (Note 2.3.2) ont été identifiés entité par entité et isolés sur une ligne spécifique du compte de résultat « coûts de restructuration et charge globale de sous-activité » pour un montant total de 14,9 M€ contre 38 M€ au 31 août 2020.

Les coûts de restructuration et de sous-activité s'élevaient à 14,9 M€ en 2021 contre 38 M€ en 2020. Les coûts identifiés sont de trois types différents et s'analysent de la façon suivante :

- Les coûts engagés pour adapter la structure du groupe au niveau de l'activité économique actuelle s'élevaient à 12,3 M€ (contre 33,8 M€ en 31 août 2020). Ils correspondent à des coûts de licenciement et coûts de restructuration. Ces coûts s'expliquent principalement par les restructurations mises en œuvre dans le cadre de l'intégration des nouvelles sociétés du Groupe afin d'aligner leur structure sur celle du Groupe Altrad et par l'optimisation continue des structures en fonction de la stratégie définie, des projets ciblés de réorganisation et du niveau d'activité.

Ces coûts se répartissent principalement sur les zones géographiques suivantes au 31 août 2021 :

- o Royaume Uni : 4,2 M€
- o Afrique, Moyen-Orient et Caspienne : 2,1 M€
- o Asie - Pacifique : 0,8 M€
- o Autres pays d'Europe : 5,3 M€

Au 31 août 2020, ces coûts se répartissent principalement sur les zones géographiques suivantes :

- o Royaume Uni : 11,6 M€
- o Afrique, Moyen-Orient et Caspienne : 6,4 M€
- o Asie - Pacifique : 8,7 M€
- o Autres pays d'Europe : 7,1 M€

- Malgré les opérations de restructuration menées en plusieurs phases tout au long des quatre derniers exercices, le Groupe a connu des périodes de sous-activité qu'il a retraité. La charge globale de sous-activité non absorbée compte tenu du niveau d'activité de l'exercice comparé à un niveau standard a été calculée entité par entité, et présentée sur cette ligne « coûts de restructuration et charge globale de sous-activité » pour un montant de 2,6 M€ (contre 3,6 M€ au 31 août 2020).
- Par ailleurs, le coût de revient des stocks de produits fabriqués à la clôture a également été retraité de la quote-part de charges fixes non absorbées. Cette dernière a été exclue du coût de revient et comptabilisée dans les charges de l'exercice pour un montant de 0,3 M€ (contre 0,6M€ au 31 août 2020) sur cette ligne « coûts de restructuration et charge globale de sous-activité ».

NOTE 24 RESULTAT FINANCIER

en K€	31 août 2021	31 août 2020
Produits de trésorerie et équivalent de trésorerie	893	1 365
Coût de l'endettement financier brut	(38 195)	(43 134)
Coût de l'endettement financier net	(37 302)	(41 769)
Autres produits financiers (dont gains de change)	35 187	20 676
Autres charges financières (dont pertes de change)	(5 891)	(19 920)
Total des autres produits et charges financiers	29 297	756
		-
Résultat financier	(8 006)	(41 013)

NOTE 25 RESULTAT NET PAR ACTION

	31 août 2021	31 août 2020
Numérateur (en K€)		
Résultat Net - Part attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe	169 856	83 965
Dont résultat net des activités poursuivies	169 852	83 965
Résultat Net dilué - Part attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe	172 971	83 965
Dont résultat net des activités poursuivies	172 967	83 965
Dénominateur (en nombre d'actions)		
Nombre moyen d'actions	3 390 219	3 389 211
Nombre total d'actions potentielles dilutives	344 013	344 310
OBSA	138 355	138 355
ORA	197 005	197 005
Plan d'attribution gratuites d'action ALTRAD (1)	8 653	8 950
Nombre moyen d'actions - dilué	3 734 232	3 733 521
Résultat par action (en €)	50,10	24,77
Résultat dilué par action (en €)	46,32	22,49
Résultat par action des activités poursuivies (en €)	50,10	24,77
Résultat dilué par action des activités poursuivies (en €)	46,32	22,49

(1) Cf. 15.3 « Plans de paiement en actions : plan d'Actions gratuites »

NOTE 26 HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Les honoraires des commissaires aux comptes du Groupe sont les suivants :

Honoraires des commissaires aux comptes (En K€)	31 août 2021		31 août 2020	
	Ernst & Young	Grant Thornton	Ernst & Young	Grant Thornton
Certification des comptes individuels et consolidés et examen limité (Entités + entités contrôlées (1))	2 078	601	2 078	546
Services autres que la certification des comptes (2) (Entités + entités contrôlées (1))	14		258	2
TOTAL	2 092	601	2 336	548

(1) Les entités contrôlées prises en compte sont les filiales intégrées globalement ainsi que les entités contrôlées conjointement dès lors que les honoraires sont comptabilisés dans le compte de résultat consolidé.

(2) Les prestations fournies couvrent les SACC requis par les textes légaux et réglementaires ainsi que les SACC fournis à la demande de l'entité.

NOTE 27 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Acquisitions par opérations de croissances externes

Endel - France : Au mois d'août 2021, le groupe a engagé des négociations exclusives avec le Groupe Engie pour l'acquisition d'Endel. Endel est une entreprise spécialisée dans la maintenance industrielle et les services sur le secteur de l'énergie. Le savoir-faire d'Endel dans le domaine de la mécanique et de la métallurgie, le solide réseau du Groupe en France et son positionnement stratégique sur l'ensemble de la chaîne de valeur lui permettent de proposer des services uniques à ses clients.

Ce projet d'acquisition vise à renforcer et diversifier l'offre industrielle en génie et services mécaniques. La transaction devrait être finalisée au cours du premier trimestre 2022, sous réserve de l'approbation des autorités réglementaires et des conditions suspensives habituelles, et après consultation des instances représentatives du personnel.

CIDES - Congo : le 18 octobre 2021, le Groupe a finalisé l'acquisition d'une participation majoritaire au capital de CIDES Congo pour un montant de 0,8 M€. Il s'agit d'une entreprise leader de services de cordistes et d'inspection au Congo, notamment sur le marché du pétrole et du gaz, mais également présente dans d'autres industries. Le chiffre d'affaires de la société au 31 décembre 2020 s'élevait à 1,4 M€. Avec nos forces combinées, nous voyons de réelles opportunités d'approfondir nos relations avec les clients existants, d'augmenter notre part de marché et d'étendre notre offre au-delà des frontières nationales.

Valmec - Australie : L'acquisition de Valmec pour un montant de 51,4 MAUD soit 32,7 M€ s'est officiellement finalisée le 15 octobre 2021. Valmec emploie environ 300 personnes et est un groupe leader dans le domaine de l'énergie, des ressources, et des services d'infrastructure qui fournit des prestations d'ingénierie, de construction, de mise en service et de maintenance, depuis la conception jusqu'au démantèlement, sur la totalité du cycle de vie des actifs. Le chiffre d'affaires s'élevait à 112 M AUD soit 67,9 M€ au 30 juin 2020. Cette acquisition permet au Groupe d'élargir l'offre de services d'Altrad par le biais de services complémentaires.

RMD Kwikform - International : acquisition le 6 octobre 2021 de la société auprès du groupe Interserve pour un montant de 123,1 M€ et 24,7 M€ de remboursement de dettes. 133,8 M€ ont été payés en octobre et décembre soit 163,8 M€. RMD Kwikform figure parmi les principales entreprises de location et de vente de coffrages / ouvrages provisoires et de travaux de terrassement au monde. Le

chiffre d'affaires de RMD Kwikform s'élevait à 142,2 M€ soit 162,2 M€ au 31 décembre 2020. En plus de disposer d'une importante base d'actifs qu'elle peut déployer à l'international, la société RMD Kwikform se différencie par ses services de conception et d'ingénierie, ce qui lui permet de fournir un apport inégalé aux projets d'infrastructure les plus complexes. Son réseau international est également particulièrement utile pour l'expansion du portefeuille de produits Altrad sur de nouveaux marchés.

Muehlan – UK et Danemark : le 31 décembre 2021, le Groupe a fait l'acquisition de la totalité des parts des sociétés MDK Energy A/S et Muehlan Industrial Services Ltd Ltd pour un montant de 6,1 M€, le complément de prix pourrait s'élever à 6,2 M€. Le chiffre d'affaires de ces deux sociétés au 31 décembre 2020 s'élevait à 55,1 M€.

Attribution d'actions

Le 6 décembre 2021, le Président a constaté l'attribution définitive de 357 actions au profit des bénéficiaires respectant les conditions indiquées.

Le capital social de la société mère Altrad Investment Authority a été augmenté d'un montant de 35 700 euros par la création et l'émission de 357 Actions de cent euros (100€) de valeur nominale chacune.

Le capital de la société Altrad Investment Authority est ainsi porté de la somme de 339.024.800 euros à 339.060.500 euros, par prélèvement de 35 700 euros sur le poste « Primes d'émission, de fusion, d'apports ... ».

Acquisition de participations non assortis de contrôle : AIA a été assigné le 31 janvier 2022 devant le Tribunal de Commerce de Paris, dans le cadre de l'exercice du 27 mai 2021 de la promesse de rachat signée le 19 mai 2016 des actionnaires minoritaires du Groupe Prezioso. Le montant correspondant a été inscrit en dette courante. Une expertise est en cours pour confirmer la valorisation.

Cession : le 2 février 2022, le Groupe a cédé la société RI Tracing pour un montant de 150 K€ avec effet rétroactif au 1^{er} septembre 2021.

Partenariat du groupe Altrad

Au 1^{er} janvier 2022, Altrad est devenu le principal partenaire mondial de l'équipe de Nouvelle-Zélande de rugby à XV (NZR), en tant que sponsor maillot officiel des équipes nationales, pour une période de six ans.

NOTE 28 INFORMATIONS RELATIVES AUX PARTIES LIEES

Les principales transactions réalisées avec les parties liées (principalement les sociétés mises en équivalences, les filiales non consolidées et les entreprises associées) ainsi que les créances et dettes vis-à-vis de ces dernières sont les suivantes :

en K€	31 août 2021	31 août 2020
Bilan		
Créances	896	1 178
Clients et comptes rattachés	2 074	2 598
Emprunts	(30)	-
Fournisseurs et dettes diverses	(17 078)	(18 370)
Total	(14 138)	(14 594)

en K€	31 août 2021	31 août 2020
Compte de résultat		
Ventes	30	320
Charges d'exploitation	(6 539)	(5 767)
Produits financiers	-	0
Charges financières	(579)	(579)
Total	(7 088)	(6 025)

Rémunérations allouées aux membres du conseil d'administration et des organes de direction

La rémunération des dirigeants du Groupe comprend la rémunération allouée aux membres du Conseil d'Administration et des organes de Direction de la Société à raison de leurs fonctions dans l'ensemble des entreprises consolidées, au titre de l'exercice tant pour leurs fonctions salariées que pour leurs fonctions de mandataire social. Les organes de Direction de la Société incluent l'intégralité des membres de la Direction Générale ainsi que les principaux dirigeants (Direction Financière, Opérationnelle et Juridique Groupe, Managers de Progress Units).

Les montants comptabilisés en charge à ce titre s'élevaient à :

en K€	31 août 2021	31 août 2020
Avantages à court terme (1)	2 303	2 611
Avantages à long terme (2)	465	-
Avantages postérieurs à l'emploi (3)	(7)	6
Charge au titre des plans d'actions gratuites (4)	682	941
Total rémunération des dirigeants	3 443	3 557

- (1) Les avantages à court terme comprennent la rémunération fixe, la rémunération variable, les avantages en nature ainsi que les jetons de présence. La politique de rémunération des cadres dirigeants tient compte des pratiques de marché. Elle comporte une part variable importante dépendant de l'atteinte d'objectifs de résultats et de la contribution individuelle.
- (2) Les avantages à long terme comprennent la rémunération variable correspondant au programme pluriannuel d'intéressement des managers.
- (3) Les avantages postérieurs à l'emploi correspondent aux provisions comptabilisées au titre des engagements de retraite.
- (4) La rémunération au titre des plans d'actions gratuites correspond à la charge de personnel comptabilisée selon la norme IFRS 2 (cf note 16.3).

NOTE 29 PERIMETRE DE CONSOLIDATION

La durée de l'exercice est de 12 mois pour toutes les sociétés consolidées. Certaines entités du groupe clôturent leurs comptes annuels au 31/12, et préparent pour les besoins de l'établissement des comptes consolidés du Groupe une clôture intermédiaire au 31/08. Toutes les transactions, les actifs et passifs réciproques, les résultats internes significatifs entre les sociétés consolidées par intégration globale sont éliminés.

La liste des sociétés consolidées est la suivante :

Libellé	Pays	Note	Devise	31 août 2021			31 août 2020		
				Méthode	% intérêt	% contrôle	Méthode	% intérêt	% contrôle
Support									
Altrad Investment Authority	France	A	EUR	Mère			Mère		
Altrad Asia	Chine	A	EUR	IG	80,00	80,00	IG	80,00	80,00
Altrad Hub DMCC	Dubaï	A	EUR	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
Altrad UK	Royaume-Uni	A	GBP	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
Hertel Asia Holding Pte Ltd	Singapour	A	SGD	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
Hertel Australia Holding Pty	Australie	A	AUD	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
Hertel Holding Co. Ltd	Thaïlande	B	THB	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
Hertel Middle East Holding Ltd., Dubaï	Dubaï	B	USD	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
Equipement									
ACTAVO HIRE & SALES UK (2)	Royaume-Uni	A	GBP	IG	100,00	100,00	NC	-	-
ACTAVO HIRE & SALES IRELAND (2)	Irlande	A	EUR	IG	100,00	100,00	NC	-	-
Altrad Alucon	Hongrie	A	HUF	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
Altrad Baumann	Allemagne	A	EUR	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
Altrad Beaver 84	Royaume-Uni	A	GBP	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
Altrad Benelux	Belgique	A	EUR	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
Altrad Cedria	Tunisie	A	TND	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
Altrad Collectivités	France	A	EUR	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
Altrad Equipement	France	A	EUR	IG	99,97	99,97	IG	99,97	99,97
Altrad Etais (4)	France	A	EUR	NC	-	-	IG	99,95	99,95
Altrad Famea ECA	France	A	EUR	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
Altrad Fort	Hollande	A	EUR	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
Altrad Hofmaninger	Autriche	A	EUR	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
Altrad International	France	A	EUR	IG	99,97	99,97	IG	99,97	99,97
Altrad Italie	Italie	A	EUR	IG	99,93	100,00	IG	99,93	100,00
Altrad Lescha Atika (ex Atika)	Allemagne	A	EUR	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
Altrad Limex	Croatie	A	HRK	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
Altrad Liv	Slovénie	A	EUR	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
Altrad Mostostal	Pologne	A	PLN	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
Altrad Mostostal Montaz	Pologne	A	PLN	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
Altrad PACA (4)	France	A	EUR	NC	-	-	IG	100,00	100,00
Altrad Plettac	France	A	EUR	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
Altrad Plettac Assco	Allemagne	A	EUR	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
Altrad Plettac Iberica	Espagne	A	EUR	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
Altrad Plettac Production	Allemagne	A	EUR	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
Altrad Poland (Spomasz)	Pologne	A	PLN	IG	99,70	99,70	IG	99,70	99,70
Altrad Richard Fraisse	France	A	EUR	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
Altrad Romania	Roumanie	A	RON	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
Altrad Saint-Denis	France	A	EUR	IG	99,89	99,89	IG	99,89	99,89
Altrad Soframat Etem (4)	France	A	EUR	NC	-	-	IG	100,00	100,00
Altrad Konskie	Pologne	A	PLN	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
Altrad Pomorze	Pologne	A	PLN	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
Altrad Prymat	Pologne	A	PLN	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
Avon	Royaume-Uni	A	GBP	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00

Libellé	Devise	31 août 2021			31 août 2020				
		Méthode	% intérêt	% contrôle	Méthode	% intérêt	% contrôle		
Equipement (suite)									
ACE Coffrages et Etalements (Ex Jalmat)	France	A	EUR	IG	98,36	98,36	IG	98,36	98,36
Belle Engineering	Royaume-Uni	A	GBP	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
Belle Equipos	Espagne	B	EUR	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
Belle France	France	A	EUR	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
Belle Holding Ltd	Royaume-Uni	A	GBP	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
Bragagnolo	Italie	A	EUR	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
Defiant	Royaume-Uni	A	GBP	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
Dessa (5)	Royaume-Uni	A	GBP	IG	88,00	88,00	IG	88,00	88,00
Errut	Royaume-Uni	A	GBP	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
Generation	Royaume-Uni	A	GBP	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
Irbal (5)	Portugal	A	EUR	IG	96,62	96,50	IG	96,62	96,50
Multi Up (5)	Portugal	A	EUR	IG	25,50	25,50	IG	25,50	25,50
Panther	Royaume-Uni	A	GBP	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
Samia Devianne	France	A	EUR	IG	99,95	99,95	IG	99,95	99,95
Socacen (1)	France	A	EUR	NC	-	-	IG	100,00	100,00
Trad Hire & Sales (5)	Royaume-Uni	A	GBP	IG	95,00	95,00	IG	95,00	95,00
VAD Collectivités	France	A	EUR	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
Services									
Abdulah Abdul Mohsen Al Kodhari Sons and Hertel Industrial Services L.L.C., Saudi Arabia	Arabie Saoudite	B	SAR	IG	50,00	50,00	IG	50,00	50,00
Adyard Abu Dhabi LLC	Abu Dhabi	A	AED	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
Altitude Scaffolding Limited	Royaume-Uni	A	GBP	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
Altrad Arnholdt	France	A	EUR	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
Altrad Betriebsvorrichtungen GmbH (2)	Allemagne	A	EUR	IG	100,00	100,00	NC	-	-
(*Altrad Engineering Services Limited (ex Cape Engineering Services Limited)	Royaume-Uni	A	GBP	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
(*Altrad Environmental Services Offshore Limited (ex Cape Environmental Services Offshore Limited)	Royaume-Uni	A	GBP	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
(*Altrad York Linings Limited	Royaume-Uni	A	GBP	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
Altrad Employment Sces LTD	Royaume-Uni	A	GBP	IG	100,00	100,00	NC	-	-
Altrad Eurocaff	Belgique	A	EUR	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
Altrad Germany GmbH (ex Hertel GmbH Germany)	Allemagne	A	EUR	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
(*Altrad Industrial Projects & Maintenance (ex Hertel GmbH Leipzig)	Allemagne	A	EUR	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
Altrad Industrial Services (ex Hertel Industrie Service GmbH)	Allemagne	A	EUR	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
Altrad Kiel Industrial Services GmbH (2)	Allemagne	A	EUR	IG	100,00	100,00	NC	-	-
(*Altrad Logistics Benelux NV (ex : Stellingbouw Balliauw)	Belgique	A	EUR	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
Altrad Maintenance GmbH (ex Hertel GmbH)	Allemagne	A	EUR	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
(*Altrad Motherwell Bridge Limited (ex Motherwell Bridge Limited)	Royaume-Uni	A	GBP	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
(*Altrad Multiservices BV (ex :Altrad Balliauw BV)	Hollande	A	EUR	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
(*Altrad Nederland BV (ex : Hertel Services Netherland B.V.)	Hollande	A	EUR	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
Altrad Nsg	Royaume-Uni	A	GBP	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
Altrad Rodisola	Espagne	A	EUR	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
Altrad Services Algérie (ex : SAEIP) (5)	Algérie	B	DZD	IG	91,94	44,09	IG	91,94	44,09
(*Altrad Services BV (ex : Hertel B.V.)	Hollande	A	EUR	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
(*Altrad Services Insulation BV (ex : Altrad Profix B.V.)	Hollande	A	EUR	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
(*Altrad Services Limited (ex Cape Industrial Services Limited)	Royaume-Uni	A	GBP	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
Altrad Services NV (ex : Altrad Balliauw Multiservices)	Belgique	A	EUR	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
(*Altrad Services Singapore Pte Ltd (ex: Hertel Singapore Pte Ltd.)	Singapour	A	SGD	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
Altrad Services Suisse (2)	Suisse	B	CHZ	IG	91,99	90,08	NC	-	-

Libellé	Devise	31 août 2021			31 août 2020		
		Méthode	% intérêt	% contrôle	Méthode	% intérêt	% contrôle
Services (suite)							
Altrad Services Pte Ltd	Singapour	A	SGD	IG	100,00	100,00	
Altrad Services Pty Ltd, (ex Cape Australia Onshore Pty Limited)	Australie	A	AUD	IG	100,00	100,00	IG 100,00 100,00
(*Altrad Services Ireland Limited (ex Hertel Ireland Ltd)	Irlande	A	EUR	IG	100,00	100,00	IG 100,00 100,00
(*Altrad Support Services Limited (ex Hertel UK Ltd)	Royaume-Uni	A	GBP	IG	100,00	100,00	IG 100,00 100,00
(*Altrad York Linings Limited (ex York Linings International Limited)	Royaume-Uni	A	GBP	IG	100,00	100,00	IG 100,00 100,00
Amb Hertel L.L.C.	Abu Dhabi	A	AED	IG	100,00	100,00	IG 100,00 100,00
Cape plc (3)	Royaume-Uni	A	GBP	IG	100,00	100,00	IG 100,00 100,00
Cape (Group Services) Limited	Royaume-Uni	A	GBP	IG	100,00	100,00	IG 100,00 100,00
Cape Australia Holdings Pty Limited	Australie	A	AUD	IG	100,00	100,00	IG 100,00 100,00
Cape Building Products Limited	Royaume-Uni	A	GBP	IG	100,00	100,00	IG 100,00 100,00
Cape BVI (No1) Limited	Iles Vierges Britanniques	B	GBP	IG	100,00	100,00	IG 100,00 100,00
Cape Calsil Group Limited	Royaume-Uni	A	GBP	IG	100,00	100,00	IG 100,00 100,00
Cape Calsil International Limited	Royaume-Uni	A	GBP	IG	100,00	100,00	IG 100,00 100,00
Cape Calsil Systems Limited	Royaume-Uni	A	GBP	IG	100,00	100,00	IG 100,00 100,00
Cape Cayman (No.2) Ltd	Iles Caïmans	B	GBP	IG	100,00	100,00	IG 100,00 100,00
Cape Claims Services Limited (3)	Royaume-Uni	A	GBP	IG	100,00	100,00	IG 100,00 100,00
Cape Contracts International Limited	Royaume-Uni	A	GBP	IG	100,00	100,00	IG 100,00 100,00
Cape Durasteel Limited	Royaume-Uni	A	GBP	IG	100,00	100,00	IG 100,00 100,00
Cape East & Partners LLC	Oman	A	OMR	IG	65,00	65,00	IG 65,00 65,00
Cape East (Holdings) Limited	Thaïlande	B	THB	IG	49,00	49,00	IG 49,00 49,00
Cape East (Thailand) Limited	Thaïlande	B	THB	IG	49,00	49,00	IG 49,00 49,00
Cape East (UK) Limited	Royaume-Uni	A	GBP	IG	100,00	100,00	IG 100,00 100,00
Cape East Algeria SARL	Algérie	B	EUR	IG	99,00	99,00	IG 99,00 99,00
Cape East Egypt LLC	Egypte	B	USD	IG	100,00	100,00	IG 100,00 100,00
Cape East General Contracting Company W.L.L	Kuwait	B	KWD	IG	49,00	49,00	IG 49,00 49,00
Cape East Jusik Hoesa	Corée	B	KRW	IG	100,00	100,00	IG 100,00 100,00
Cape East Libya Limited	Malte	B	EUR	IG	100,00	100,00	IG 100,00 100,00
Cape East Limited	Royaume-Uni	A	GBP	IG	100,00	100,00	IG 100,00 100,00
Cape East Limited Company W.L.L	Qatar	B	USD	IG	70,00	70,00	IG 70,00 70,00
Cape East Limited LLC	Abu Dhabi	A	AED	IG	49,00	49,00	IG 49,00 49,00
Cape East Philippines Inc	Philippines	B	PHP	IG	100,00	100,00	IG 100,00 100,00
Cape East Pte Ltd	Singapour	A	SGD	IG	100,00	100,00	IG 100,00 100,00
Cape East Sdn Bhd	Malaysie	A	MYR	IG	100,00	100,00	IG 100,00 100,00
Cape East SPC	Bahrain	A	BHD	IG	100,00	100,00	IG 100,00 100,00
Cape Global Manpower Solutions Inc (1)	Philippines	B	PHP	NC			IG 25,00 25,00
Cape HoldCo Limited	Royaume-Uni	A	GBP	IG	100,00	100,00	IG 100,00 100,00
Cape Hong Kong Fuji Limited	Chine	B	HKD	IG	80,00	80,00	IG 80,00 80,00
Cape Hong Kong Limited	Chine	B	HKD	IG	100,00	100,00	IG 100,00 100,00
Cape Industrial Company Limited	Arabie Saoudite	B	SAR	IG	100,00	100,00	IG 100,00 100,00
Cape Industrial Services Europe Limited	Royaume-Uni	A	GBP	IG	100,00	100,00	IG 100,00 100,00
Cape Industrial Services Group Limited	Royaume-Uni	A	GBP	IG	100,00	100,00	IG 100,00 100,00
Cape Industrial Services Limited (Jordan)	Jordanie	A	USD	IG	100,00	100,00	IG 100,00 100,00
Cape Industrial Services LLC	Russie	B	RUB	IG	100,00	100,00	IG 100,00 100,00
Cape Industrial Services (Sakhalin) LLC	Russie	B	RUB	IG	100,00	100,00	IG 100,00 100,00
Cape Industrial Services Private Limited	India	A	INR	IG	100,00	100,00	IG 100,00 100,00
Cape Industrial Services Pty Limited	Australie	A	AUD	IG	100,00	100,00	IG 100,00 100,00

Libellé	Devise	31 août 2021			31 août 2020				
		Méthode	% intérêt	% contrôle	Méthode	% intérêt	% contrôle		
Services (suite)									
Cape Industries Limited	Royaume-Uni	A	GBP	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
Cape Insulation Limited	Royaume-Uni	A	GBP	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
Cape Intermediate Holdings Limited (3)	Royaume-Uni	A	GBP	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
Cape International Holdings Pte Limited	Singapour	A	SGD	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
Cape International Sdn Bhd	Brunei	A	BND	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
Cape Libya Industrial Services, Security and Safety Joint Company	Libye	B	USD	IG	65,00	65,00	IG	65,00	65,00
Cape Marine and Offshore Pty Limited	Australie	A	AUD	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
Cape Myanmar Company Limited	Myanmar	B	MMK	NC			IG	100,00	100,00
Cape Overseas Limited	Royaume-Uni	A	GBP	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
Cape Papua New Guinea Limited	Papouasie Nouvelle Guinée	A	PGK	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
Cape PCH LLC	Azerbaïdjan	B	USD	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
Cape Pension Trustees Limited	Royaume-Uni	A	GBP	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
Cape Regional Services DMCC	Dubaï	A	AED	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
Cape Specialist Coatings Limited	Royaume-Uni	A	GBP	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
Cape UK Holdings Newco Limited	Royaume-Uni	A	GBP	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
Cape UK Limited	Royaume-Uni	A	GBP	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
Cape Vietnam LLC	Vietnam	B	VND	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
CG Purchasing Pte Ltd	Singapour	A	SGD	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
Cleton Continental Europe BV	Hollande	B	EUR	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
Cleton Insulation BV	Hollande	B	EUR	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
Comi Service	France	A	EUR	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
Datadeep Limited	Royaume-Uni	A	GBP	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
DBI Endecon Limited	Royaume-Uni	A	GBP	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
DBI Industrial Services Limited	Royaume-Uni	A	GBP	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
Encore Australia Holdings Pty Ltd	Australie	A	AUD	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
Geo Project (5)	Afrique du Sud	B	ZAR	IG	91,99	90,08	IG	91,99	90,08
Hertel Beheer B.V.	Hollande	A	EUR	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
Hertel Holding B.V.	Hollande	A	EUR	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
Hertel Industrial Services B.V.	Azerbaïdjan	A	AZM	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
Hertel LLC	Oman	A	OMR	IG	99,00	99,00	IG	99,00	99,00
Hertel Malaysia Sdn Bhd	Malaisie	A	MYR	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
Hertel Modern Pty. Ltd	Australie	A	AUD	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
Hertel MSL L.L.C.	Qatar	A	QAR	IG	98,00	98,00	IG	98,00	98,00
Hertel Services N.V. (Ex Hertel Services Belgium) (4)	Belgique	A	EUR	NC	-	-	IG	100,00	100,00
Hertel W.L.L.	Barhain	A	BHD	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
Ipes (5)	Nigéria	B	NGN	IG	82,79	81,07	IG	82,79	81,07
Kok Chang Engineering Pte. Ltd	Singapour	A	SGD	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
Kok Chang Marine Service Pte Ltd	Singapour	A	SGD	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
Kok Chang Scaffolding Pte. Ltd	Singapour	A	SGD	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
Linjebygg AS (ex :Prezioso Linjebygg AS) (5)	Norvège	A	NOK	IG	91,99	90,08	IG	91,99	90,08
Linjebygg INC (5)	Etats-Unis	A	USD	IG	91,99	90,08	IG	91,99	90,08
Linjebygg Norway AS (ex : Prezioso Linjebygg Norway AS) (5)	Norvège	A	NOK	IG	91,99	90,08	IG	91,99	90,08
Maintech (5)	Norvège	A	NOK	IG	46,70	45,73	IG	46,70	45,73
MB Engineering Services Limited	Royaume-Uni	A	GBP	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
Mtd	Royaume-Uni	A	GBP	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00

Libellé	Devise	31 août 2021			31 août 2020				
		Méthode	% intérêt	% contrôle	Méthode	% intérêt	% contrôle		
Services (suite)									
Nuclear New Build Industrial Services Limited	Royaume-Uni	A	GBP	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
Olio Cape Sdn Bhd	Malaysie	A	MYR	MEE	49,00	49,00	MEE	49,00	49,00
Overseas Technical Coatings & Services Company L.L.C	Arabie Saoudite	A	SAR	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
PCH Offshore Pty Limited	Australie	A	AUD	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
PCH Thailand Co Limited	Thaïlande	B	THB	IG	49,00	49,00	IG	49,00	49,00
Poujaud SAS	France	A	EUR	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
Predart Limited	Royaume-Uni	A	GBP	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
Prezicon (5)	Nigéria	B	NGN	IG	45,08	44,14	IG	45,08	44,14
Prezioso Angola (5)	Angola	B	AOA	IG	91,99	90,08	IG	91,99	90,08
Prezioso Congo (5)	Congo	B	XOF	IG	91,99	90,08	IG	91,99	90,08
Prezioso do Brasil (5)	Brésil	A	BRL	IG	91,99	90,08	IG	91,99	90,08
Prezioso Holding (5)	France	A	EUR	IG	91,99	90,08	IG	91,99	90,08
Prezioso Linjebbygg (5)	France	A	EUR	IG	91,99	90,08	IG	91,99	90,08
Prezioso Linjebbygg (5)	Côte D'Ivoire	B	XOF	IG	91,99	90,08	IG	91,99	90,08
Prezioso Linjebbygg Group (5)	France	A	EUR	IG	91,99	90,08	IG	91,99	90,08
Prezioso Linjebbygg Guinée Equatoriale (5)	Guinée Equatoriale	B	XOF	IG	59,79	58,55	IG	59,79	58,55
Prezioso Linjebbygg Holding (5)	France	A	EUR	IG	91,99	90,08	IG	91,99	90,08
Prezioso Polska (5)	Pologne	A	PLN	NC	-	-	IG	91,99	90,08
Prezioso Qatar (5)	Qatar	A	QAR	IG	45,08	44,14	IG	45,08	44,14
Prezioso RESA (1)	Espagne	B	EUR	NC	-	-	IG	50,59	49,54
Prezioso Technilor Gabon (5)	Gabon	B	XOF	IG	91,99	90,08	IG	91,99	90,08
Prezioso-Emdad (5)	Emirats Arabes Unis	A	AED	MEE	59,79	44,14	MEE	59,79	44,14
Professional Construction Hire (PCH) W.L.L	Qatar	B	USD	IG	49,00	49,00	IG	49,00	49,00
PT Cape East Indonesia Limited	Indonésie	B	IDR	IG	90,00	90,00	IG	90,00	90,00
PT PCH Indonesia	Indonésie	B	IDR	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
PZO Technilor Unipessoal (5)	Portugal	A	EUR	IG	91,99	90,08	IG	91,99	90,08
R.B. Hilton Limited	Royaume-Uni	A	GBP	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
R.B. Hilton Saudi Arabia	Arabie Saoudite	B	SAR	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
Remediation Rectification Works Pty. Ltd	Australie	A	AUD	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
Remove Insul N.V.	Belgique	A	EUR	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
RI Tracing GmbH	Allemagne	A	EUR	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
Ridgebay Holdings Pty Limited	Australie	A	AUD	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
Rig Source (5)	Afrique du Sud	B	ZAR	IG	91,99	90,08	IG	91,99	90,08
Rope Acces Angola (5)	Angola	B	NAD	IG	80,49	49,54	IG	80,49	49,54
Rope Access Namibie (5)	Namibie	B	NAD	IG	82,79	81,07	IG	82,79	81,07
Ropetec Congo (5)	Congo	B	XOF	IG	91,99	90,08	IG	91,99	90,08
Ropetec Ghana (5)	Ghana	B	GHS	IG	91,99	90,08	IG	91,99	90,08
Ropetec International (5)	Dubaï	A	USD	IG	91,99	90,08	IG	91,99	90,08
Ropetec Rigworld Ghana (5)	Ghana	B	GHS	IG	78,19	76,57	IG	78,19	76,57
SC Hertel Industrial Services SRL	Roumanie	A	RON	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
SC Hertel SRL	Roumanie	A	RON	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
SENEGAL KENI PAINTING	Sénégal	A	XAF	IG	100,00	55,00	NC	-	-
SEP Prezioso Solorpec (2)	France	A	EUR	IP	46,00	45,04	NC	-	-
SEP Altrad Services Nord (2)	France	A	EUR	IG	96,00	95,04	NC	-	-
SEP Baumert Prezioso (5)	France	A	EUR	IP	46,00	45,04	IP	46,00	45,04

Libellé	Devise	31 août 2021			31 août 2020				
		Méthode	% intérêt	% contrôle	Méthode	% intérêt	% contrôle		
Services (suite)									
SEP Blayais Golfech (3)	France	A	EUR	IG	96,00	95,04	IG	96,00	95,04
SEP Prezioso-Lassarat (5)	France	A	EUR	IP	55,19	54,05	IP	55,19	54,05
SEP Prezioso-Technilor / SN-SGC (5)	France	A	EUR	IP	55,19	54,05	IP	55,19	54,05
Shanghai Hertel Yanda Installation Engineering Co.Ltd.	Chine	A	CNY	IG	51,00	51,00	IG	51,00	51,00
Ship Support Services Limited	Royaume-Uni	A	GBP	MEE	50,00	50,00	MEE	50,00	50,00
SOCAR-Cape LLC	Azerbaïdjan	B	USD	IG	49,00	49,00	IG	49,00	49,00
Somewatch Limited	Royaume-Uni	A	GBP	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
Somewin Limited	Royaume-Uni	A	GBP	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
Spectra Scaffolding (1)	Royaume-Uni	A	GBP	NC			IG	100,00	100,00
T&H Investments & Holding Corporation (1)	Philippines	B	PHP	NC			IG	40,00	40,00
Technilor (5)	France	A	EUR	IG	91,99	90,08	IG	91,99	90,08
Total Corrosion Control Pty Limited	Australie	A	AUD	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
Trad Group (5)	Royaume-Uni	A	GBP	IG	95,00	95,00	IG	95,00	95,00
Trad Hire & Sales (5)	Royaume-Uni	A	GBP	IG	95,00	95,00	IG	95,00	95,00
Trad Hire & Sales Midlands (5)	Royaume-Uni	A	GBP	IG	95,00	95,00	IG	95,00	95,00
Trad Hire & Sales Nothern (5)	Royaume-Uni	A	GBP	IG	95,00	95,00	IG	95,00	95,00
Trad Hire & Sales Scotland (5)	Royaume-Uni	A	GBP	IG	95,00	95,00	IG	95,00	95,00
Trad Safety Systems (5)	Royaume-Uni	A	GBP	IG	95,00	95,00	IG	95,00	95,00
Trad Scaffolding (5)	Royaume-Uni	A	GBP	IG	95,00	95,00	IG	95,00	95,00
UAB Armari	Lituanie	A	EUR	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
Willich Service & Construction Co. Ltd.	Thaïlande	B	THB	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
Woodlands Park Property Limited	Royaume-Uni	A	GBP	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
Autres									
Financière Guy Noël	France	A	EUR	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
NYX AG Partners	France	A	EUR	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
Poujaud Altrad	France	A	EUR	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00
SCI Gros Chêne	France	B	EUR	IG	99,99	99,99	IG	99,99	99,99
SCI Les Pres Sapin	France	B	EUR	IG	100,00	100,00	IG	100,00	100,00

Note :

Note A : date de clôture au 31 août

Note B : date de clôture au 31 décembre, situation intermédiaire arrêtée au 31 août

(*) ces sociétés ont fait l'objet d'un changement de nom au cours de l'exercice

Méthode :

IG : intégration globale

MEE : mise en équivalence

IP : intégration proportionnelle

NC : Non consolidée

- (1) Société sortie du périmètre de consolidation au cours de l'exercice clos au 31 août 2021. Les sociétés Spectra Scaffolding, Prezioso REZA, T&H Investissements & Corporation, Cape Global Manpower Solutions Inc, Socacen ont été liquidées.
- (2) Sociétés entrées dans le périmètre de consolidation au cours de l'exercice clos au 31 août 2021. Il s'agit des sociétés Altrad Betriebsvorrichtungen GmbH & Altrad Kiel Industrial Services GmbH, Actavo Hire & Sales UK, Actavo Hire & Sales Ireland et Sénégal Keni Painting (SNKP), par acquisitions, Altrad Services Suisse, Altrad Services Singapour, ainsi que la SEP Solorpec, SEP Altrad Services Nord par un partenariat partagé entre filiales du groupe. La société Altrad Employment Services UK était une société dormante qui est rentrée dans le périmètre de consolidation au 31 août 2021.
- (3) Le Groupe Altrad intègre 100% du Groupe Cape dans ses comptes consolidés depuis le 31.08.2018. Dans le cadre du « Scheme of Arrangement », des actions à droits de vote spéciaux (Scheme Share) ont été établies dans les sociétés Cape Claim Services Ltd, Cape International Holdings Pte et Cape plc et sont détenues par un tiers indépendant pour le compte des créanciers du « Scheme of Arrangement ». Ces actions ont des droits spéciaux permettant à l'actionnaire du Scheme of Arrangement de protéger les intérêts des créanciers. L'action à droits de vote spéciaux de Cape plc, est détenue par Law Debenture Trust Corporation plc pour le compte des créanciers du Scheme of Arrangement ». Les droits attachés à cette action sont conçus pour que les actifs du « Scheme of Arrangement » ne soient utilisés que pour régler les réclamations et coûts de celui-ci. Elle ne confère aucun droit de recevoir une distribution de dividende ou un remboursement des réserves excédentaires. Le porteur aura en revanche le droit d'exiger le rachat de l'action de la Société à sa valeur nominale à tout moment après la fin du « Scheme of Arrangement ». L'action est assortie de deux droits de vote pour chaque droit de vote que les détenteurs des autres catégories d'actions en circulation sont habilités à exercer sur toute résolution proposée pendant la durée du « Scheme of Arrangement » qui engage la société sur certaines activités spécifiées dans ses statuts. La Société ne sera pas autorisée à exercer certaines activités spécifiées dans ses statuts sans le consentement préalable du détenteur de l'action.

Toute distribution que Cape plc propose de faire à ses actionnaires ne peut, sans le consentement de l'Actionnaire du Scheme of Arrangement, dépasser le plus grand des deux montants suivants : (i) 50% du résultat opérationnel ajusté consolidé du Groupe Cape pour l'exercice précédent et (ii) le total des dividendes autorisés réalisés au cours de l'exercice précédent. Cette restriction impose donc un plafond au montant des dividendes que Cape plc peut verser chaque année.

- (4) Autres sorties du périmètre : Il s'agit des sociétés Hertel Services N.V., Etais, Soframat, PACA, qui ont été fusionnées dans d'autres filiales consolidées durant l'exercice 2020 - 2021.
- (5) Conformément au traitement comptable retenu, pour les sociétés concernées le Groupe a opté, dès la prise de contrôle, pour la comptabilisation d'une dette au passif du bilan consolidé, en contrepartie d'une absence de reconnaissance des intérêts non assortis de contrôle.
Au 31 août 2021, les options restant à exercer concernent les entités TRAD, IRBAL, MULTI UP, DESSA, et le Groupe PREZIOSO. D'autres part la société entrante (SNKP) entre dans la liste des sociétés avec une option.